

Une analyse sociologique du phénomène peyilòk en Haïti

Magalie Civil

Thèse soumise à l'Université d'Ottawa
dans le cadre des exigences du programme de
Maîtrise ès arts en sociologie

École d'études sociologiques et anthropologiques

Faculté des sciences sociales

Université d'Ottawa

© Magalie Civil, Ottawa, Canada, 2020

Table des matières

<i>Table des matières</i>	<i>ii</i>
<i>Dédicaces</i>	<i>v</i>
<i>Remerciements</i>	<i>vi</i>
<i>Résumé</i>	<i>viii</i>
<i>Abstract</i>	<i>ix</i>
<i>Liste des sigles et abréviations</i>	<i>x</i>
<i>Chapitre I : Introduction générale</i>	<i>1</i>
1.1- <i>Vers la formulation de la question centrale de la recherche</i>	<i>6</i>
1.2- <i>Présentation des différentes parties de ce travail</i>	<i>11</i>
<i>Chapitre II : Peyilòk un phénomène social enchevêtré dans l'espace des mouvements sociaux</i>	<i>15</i>
2.1- <i>Contexte théorique</i>	<i>17</i>
2.2- <i>La théorie de la structure des opportunités politiques</i>	<i>18</i>
2.2.1- <i>Critique portée à l'égard de la SOP</i>	<i>21</i>
2.3- <i>Présentation de la théorie du cadrage</i>	<i>23</i>
2.3.1- <i>Les différentes opérations essentielles au processus de cadrage</i>	<i>26</i>
2.4- <i>Pertinence de ce contexte théorique dans l'étude du peyilòk</i>	<i>31</i>
<i>Chapitre III : L'étude du peyilòk au prisme de la méthodologie qualitative</i>	<i>33</i>
3.1- <i>Approche méthodologique</i>	<i>34</i>
3.1.1- <i>Théorisation ancrée</i>	<i>35</i>
3.1.2- <i>Analyse à l'aide des catégories conceptualisantes</i>	<i>36</i>
3.2- <i>Méthodes de production du matériel empirique</i>	<i>37</i>
3.2.1- <i>L'entretien semi-dirigé</i>	<i>38</i>
3.2.2- <i>Le focus group</i>	<i>39</i>
3.3- <i>Échantillonnage et recrutement des participant-e-s</i>	<i>40</i>
3.3.1- <i>Processus de recrutement pour les entretiens individuels</i>	<i>41</i>
3.3.2- <i>Processus de recrutement pour les focus groups</i>	<i>42</i>
3.4- <i>Profil sociodémographique des participant-e-s</i>	<i>44</i>
3.5- <i>Considérations éthiques de la recherche</i>	<i>46</i>
<i>Chapitre IV: L'émergence du phénomène peyilòk en Haïti</i>	<i>48</i>

4.1- Les évènements 6, 7, 8 juillet 2018, point d'éclatement d'une crise sociétale.....	49
4.1.1- Bilans des mobilisations populaires précédentes à celles de 6,7et 8 juillet 2018	52
4.2- L'État haïtien aux prises avec les politiques néolibérales et des revendications populaires.....	57
4.3- Les mobilisation populaire de 6,7 et 8 juillet 2018 : entre spontanéité et travail de conscientisation	62
4.3.1- Spontanéité créative et conscience politique populaire	63
4.3.2- Travail de conscientisation des acteur-e-s en préparation à l'environnement sociopolitique de mobilisations 6,7 et 8 juillet 2018	67
Chapitre V : Le mouvement pétrocaribe : espace de consolidation du peyilòk	71
5.1- L'accord Pétrocaribe : corruption d'une opportunité en or.....	72
5.1.1- Les premiers questionnements sur l'utilisation du Fonds pétrocaribe	74
5.2- Le Pétrochallenge : un espace d'engagement citoyen dans la construction du mouvement pétrocaribe.....	76
5.3- Le mouvement pétrocaribe : d'une dépolitisation apparente à une répolitisation radicale.....	78
5.4- La perception du mouvement pétrocaribe par les acteur-e-s.....	81
5.5- De l'activisme numérique aux mobilisations de rue : les différents processus de cadrage dans la construction du mouvement pétrocaribe	83
5.5.1- Le processus du cadrage diagnostique dans le mouvement pétrocaribe	85
5.5.2- Le cadrage motivationnel et le choc moral généré par le Pétrochallenge	86
5.5.3- Dimension formative et communicationnelle	91
5.6- La conflictualité des acteur-e-s : vers la légitimation du mouvement en tant que lutte politique	92
Chapitre VI : Peyilòk une nouvelle forme d'action protestataire porteuse d'un idéal de transformation sociale	95
6.1- Vers une description dense du phénomène peyilòk.....	96
6.2- Peyilòk : remise en question d'un modèle étatique	101
6.3- La construction d'une dimension discursive et symbolique du peyilòk autour des repères historiques.....	104
6.4- Peyilòk : Remise en question d'une violence structurelle.....	111
6.5- Peyilòk : expression d'une dichotomie entre un État néolibéral, anti-citoyen, subalternisé et un modèle de citoyenneté populaire.....	117

6.5- Peyilòk : tactique de protection face à la répression d'État dans l'action protestataire.....	120
Conclusion	127
Bibliographie	135
Rapports institutionnels	141
Article de presses	142
Liens médias sociaux	143
Annexe : Grille d'entretien semi-dirigé.....	144

Dédicaces

Ce travail est dédié au peuple souverain haïtien et à la mémoire de celles et ceux qui ont laissé leur vie dans la lutte pour la liberté bien-être qui eut cours actuellement en Haïti!

Remerciements

Je remercie chaque personne qui a contribué à la belle aventure humaine et académique qui a abouti à la production de cette thèse de maîtrise. Déjà, un remerciement spécial au professeur Philippe Couton qui a accepté d'endosser sa supervision dans un moment où mon moral était rudement éprouvé. Je remercie également la professeure Kathleen Rodgers qui avait débuté la supervision de ce travail. Je tiens également à remercier des professeur-e-s comme Marie-Josée Massicotte et Brieg Capitaine qui m'ont beaucoup inspiré et laissé leur empreinte dans cette aventure, étant aussi les deux autres membres du comité de thèse. Et, la professeure Mireille McLaughlin qui m'a aidé à si bien intégrer le programme, les professeur-e-s Stéphanie Gaudet et Mathieu Lizotte qui m'ont amené à développer une passion de la méthodologie en recherche sociale. Je remercie également mes répondants à la demande d'admission, les professeurs Jean Rénol Elie et Berthony Pierre-Louis, de la Faculté des Humaines de l'Université d'État d'Haïti.

Un grand merci à mes camarades qui m'ont épaulé dans les activités de terrain : Lwens Bernot, Jean Joachim Laflèche, Junior Joanel Pelitier, Domini Resain, Pierre Wilkens Cherisme. Un merci spécial à mes amis critiques qui ont grandement contribué à la qualité de ce travail par leur relecture et précieux commentaires : Hérold Constant, Georges Eddy Lucien et mon bien-aimé Walner Osna. Ce dernier a été entre autres un indéniable soutien émotionnel et une source de motivation intarissable.

Je remercie également mes collègues de l'Université d'Ottawa, notamment, mes ami-e-s depuis l'Université d'État d'Haïti (UEH) qui m'ont soutenue et encouragée tout au long de ce laborieux processus de recherche, je n'en citerai que quelques un-e-s, Ronald Ricardo

Gressine, Manuela Jean, Régine Seide... Je remercie ma très chère amie Magalie Lefèvre Jean qui a été une belle découverte dans cette aventure.

Je suis très reconnaissante du soutien de mes proches, qui m'ont accompagnée dès le début de cette aventure et qui ne m'ont pas lâchée malgré la distance, mes ami-e-s collègues du Gret : Jesula Arena, James Beltis, Violyne Damis, Chandler Hyppolite, Jean Ledu Annacassis, Isidor Pierre Billy et Claudia Laguerre; mes ami-e-s camarades (Guy Numa, Petit Jean Derynx, Jasmin Toussaint, Innocent Jean-Louis, Jean Laurent Lhérisson). Toute ma reconnaissance va à ma famille, particulièrement ma guerrière de mère biologique Marie Josée Petiote et mes deux autres mamans par extension Alienne Petiote et Marie Sherly Cadostin; mes sœurs de cœur Hélène Mauduit, Mirlène Blanchard, Soledad Lainé, Wituelle Lainé.

Je remercie mes camarades du Groupe de recherche et d'appui au développement des collectivités territoriales (Grad), mes camarades du Mouvement des organisations pour le développement et la décentralisation dans les départements du Nord et du Nord'Est (MODOD), mes camarades de la Caisse populaire de Cabaret (KPK).

Un grand remerciement aux institutions qui m'ont appuyée financièrement dans la réalisation de ce projet de maîtrise. Un merci spécial à la Fondasyon konesans ak libète (FOKAL), au Gret et au Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) d'Haïti.

Et enfin, un merci spécial à tous les participant-e-s à l'enquête qualitative de terrain, sans leur contribution, cette thèse n'aurait pas été possible!

Résumé

Cette thèse se veut une analyse sociologique du phénomène peyilòk en Haïti qui a émergé de la spontanéité créative des masses populaires en protestation à la décision du gouvernement Moïse/Lafontant d'augmenter les prix du carburant le 6 juillet 2018. Cette nouvelle forme d'action protestataire s'est développée et consolidée au sein du mouvement pétrocaribe jusqu'à en devenir complètement autonome. En effet, cette recherche se donne un triple objectif : dégager une compréhension des contextes socio-politiques dans lesquels le peyilòk s'est émergé et développé; saisir ses significations du point de vue des protestataires qui se sont engagés dans les dynamiques de mobilisations; et parvenir à une théorisation de ce phénomène.

Cette recherche est réalisée à partir d'une enquête qualitative de terrain constituée de onze entretiens individuels semi-dirigés, trois groupes de discussion et des discussions informelles. Ce travail empirique s'est inscrit dans une quête de réponse à un question centrale de recherche qui constituait la pierre angulaire de celle-ci, à savoir : comment pouvons-nous appréhender l'émergence et la mise en sens du phénomène peyilòk dans les dynamiques de mobilisation contre l'État haïtien? Ayant une prévalence empirique, étant dans une approche méthodologique de théorisation ancrée, les discours des protestataires sont au centre cette recherche.

Mots clés : Peyilòk, spontanéité créative des masses, action protestataire, mise en sens, théorisation ancrée.

Abstract

This thesis aims to be a sociological analysis of the peyilòk phenomenon in Haiti which emerged from the creative spontaneity of the popular masses who protested against the government's decision to increase fuel prices on July 6, 2018. This new form of protest action is developed and consolidated within the pétrocaribe movement until it became fully autonomous. Indeed, this research has a threefold objective: to acquire an understanding of the political and social contexts in which le peyilòk emerged and developed; grasp the meanings of peyilòk from the point of view of the protesters who have engaged in the dynamics of the mobilizations where the peyilòk has been convened; achieve to a certain theorization of peyilòk.

This research was carried out from a qualitative field survey consisting of eleven semi-structured individual interviews, three focus groups and informal discussions. This empirical work was part of a quest to answer a central research question which constituted the cornerstone of this one, namely, how can we apprehend the emergence and the meaning of the phenomenon peyilòk in the dynamics of mobilization against the Haitian state? Having an empirical prevalence, being in a methodological approach of grounded theorizing¹, the speeches of the protesters are at the center of this research.

Keywords: Peyilòk, creative spontaneity of the popular masses, protest action, meaning, grounded theory

¹ L'approche méthodologique de la théorisation ancrée

Liste des sigles et abréviations

BM	: Banque Mondiale
CER	: Comité éthique de la recherche
CSC/CA	: Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif
FMI	: Fonds monétaire international
OEA	: Organisation des États Américains
ONU	: Organisation des Nations Unies
PAS	: Programme d'ajustement structurel
PHTK	: Parti Haïtien Tèt Kale
PNH	: Police Nationale d'Haïti
RNDDH	: Réseau National de Défense des Droits Humains
SMO	: Social Movement Organization
SMP	: Staff Monitored Program
SOP	: Structure des opportunités politiques
ASO	: Alternative Socialiste
SDH	: Service des Droits Humains (SDH)

MINUJUSTH : Mission des nations unies pour l'appui à la justice en Haïti

UDMO : Unité Départementale et de Maintien d'Ordre

BOID : Brigade d'Opération et d'Intervention Départementale

Ed'H : Électricité d'Haïti

ONA : Office National d'Assurance-Vieillesse

OFATMA : Office d'Assurance Accidents du Travail, Maladie et Maternité

PDNA : Post-Disaster Needs Assessment

Chapitre I : Introduction générale

Le 6 juillet 2018 marque l'émergence d'un grand mouvement populaire en Haïti, qui a accouché d'une forme de protestation inédite, « le peyilòk ». À la lumière de Michel Hector (2006), nous entendons par grand mouvement populaire, d'intenses luttes menées principalement par les couches populaires opprimées sur une période donnée, porteuses de revendications socio-économiques, qui prennent une orientation antisystème. Ces grandes mobilisations populaires, « chacune a cristallisé soit un vague projet politique de régénération sociale massivement soutenu par les couches opprimées de la population, soit même une tentative de conquérir le pouvoir central en vue de réaliser enfin l'intégration dans la nation de larges secteurs marginalisés des villes et/ou des campagnes » (Michel Hector, 2006, p.17).

S'agissant des mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018, ce fut l'éclatement d'une crise socio-politique à laquelle le régime politique PHTK est confronté jusqu'à nos jours. Ces évènements ont bousculé la temporalité des luttes, le cycle de mobilisation² devient plus court. Cela semble traduire l'incapacité de l'État haïtien et des oligarchies (locale et/ou internationale³) de contenir les mouvements de protestation et de répondre aux

² « Le concept de cycle de mobilisation (cycle of protest ou cycle of collective action) a été proposé par Sidney Tarrow dans une étude consacrée aux mouvements sociaux en Italie à la charnière des années 1960 et 1970. Il s'entend comme une « vague croissante puis décroissante d'actions collectives étroitement liées et de réactions à celles-ci » (1995, p. 95) qui serait attestée au vu de cinq éléments : l'intensification du conflit, sa diffusion géographique et sociale, l'apparition d'actions spontanées mais aussi de nouvelles organisations, l'émergence de nouveaux symboles, de nouvelles interprétations du monde et idéologies, l'extension du répertoire d'action » (Isabelle Sommier, 2020, p.175-176).

³ Les oligarchies internationales sont formellement représentées par le Core group entre autres. Ce dernier, (qui n'a aucune existence juridique) est censé représenter la voie de l'international en Haïti, il interfère dans toutes les affaires du pays, et, est le principal soutien de ce régime. Il est « (composé du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations unies, les ambassadeurs d'Allemagne, du Brésil, du Canada, de la France, des États-Unis d'Amérique et les représentants de l'Espagne, de l'Organisation des États américains (OEA) et de l'Union européenne) est l'ensemble des membres de la communauté internationale en Haïti. Au fil des ans, il y a eu des changements mais la base reste identique ». Antoine, Michel. «Core group, le mal aimé ? ». Publié le 13 juin 2019. <https://haitistandard.com/core-group-le-mal-aime>

revendications sociales. Le contexte qui a facilité ce grand mouvement populaire était fortement marqué par des luttes sociopolitiques plurielles qui remontaient à la fin du mandat présidentiel (2011-2016) du prédécesseur de l'actuel président. En effet, une crise politique réfère à une catégorie de crise qui est associée à des mobilisations multisectorielles, c'est-à-dire des mobilisations qui affectent simultanément plusieurs sphères de la société (Michel Dobry, 2009).

Ces mobilisations qui s'intensifiaient bien avant que commence le mandat présidentiel de Jovenel Moïse (2016), n'ont fait que gagner de l'ampleur avec lui. Le soulèvement populaire qui a été déclenché le 6 juillet 2018 suite à l'annonce du gouvernement d'augmenter les prix du carburant a servi d'étincelle à ce grand mouvement populaire qui s'est étendu à plus d'une année⁴. Il marque ainsi la transition d'une crise politique à une crise systémique/une grande crise (Michel Hector, 2006). C'est-à-dire, elle a offert « la possibilité d'un brusque passage du peuple objet au peuple sujet de l'histoire » (Michel Hector, 2006, p.18). Même si nous aurons à développer le concept de grande crise au chapitre quatre, nous tenons d'ores et déjà à préciser le sens de son utilisation du concept de crise ici.

Il s'agit de penser les crises à la fois en tant que mobilisations et en tant que transformations d'état — passages à des états critiques — des systèmes sociaux. À l'encontre de toutes les formes de réification des institutions, il s'agit dès lors d'aborder les « structures », « organisations » ou « appareils » en tenant compte de leur sensibilité aux mobilisations, aux coups échangés, à l'activité tactique des protagonistes des crises. Mais il s'agit aussi de déchiffrer simultanément les logiques de situation qui, dans de tels contextes tendent à s'imposer à ces acteurs et tendent à structurer leurs perceptions, leurs calculs et leurs comportements (Michel Dobry, 2009, p.35-36).

⁴ Pour l'instant, il est difficile de circonscrire ce mouvement sur une période précise. Avec la crise sanitaire mondiale de Covid 19, les mobilisations avaient fortement baissées (peyilòk). Par contre, il est trop tôt pour conclure que la Covid 19 a sonné le glas de ce mouvement.

Dans l'appréhension de notre objet d'étude, cette approche du concept de crise rend encore plus pertinent le fait que nous situons cette recherche dans le champ de la sociologie des mobilisations. En effet, « la sociologie des mobilisations, depuis qu'elle existe, s'emploie à répondre à la question des logiques par lesquelles les individus en viennent à se réunir pour défendre de projets revendicatifs » (Olivier Fillieule, 1997, p.19). En outre, cette recherche s'adonne à éclairer le contexte d'émergence de ce grand mouvement populaire contemporain en Haïti, en centrant le regard sur les logiques qui animent les différentes catégories d'acteurs qui y participent et formulent les revendications.

Cette recherche se veut une analyse sociologique du phénomène peyilòk qui a pris forme en Haïti depuis le 6 juillet 2018. Pour contester la décision du gouvernement d'augmenter les prix du carburant, la population a procédé à un blocage généralisé de la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Quelques minutes après l'annonce de cette décision, les rues furent soudainement bloquées et les institutions furent fermées. Certaines personnes qui n'avaient pas eu le temps de quitter leurs lieux de travail y sont restées coincées pendant trois jours. Aucun moyen de locomotion ne pouvait circuler, les forces de police sont restées impuissantes, laissant libre cours au pillage et saccage de certains magasins pendant les deux jours qui ont suivi (7 et 8 juillet). Les citoyen-ne-s ont réagi spontanément, mais de façon synchronisée; et la dynamique n'a pas tardé à se répandre dans les périphéries de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et dans d'autres centres urbains.

Le peyilòk, inspiré de ces mobilisations, allait être lancé en tant que forme d'action protestataire quelques mois plus tard dans les dynamiques de mobilisation du mouvement pétrocaribe. Il s'est consolidé au sein du mouvement pétrocaribe qui lui est contemporain, jusqu'à devenir une mobilisation protestataire complètement autonome. Il s'est institué

comme l'ultime forme d'action protestataire en Haïti au cours de l'année 2019. Dans un rapport dialectique, le peyilòk a contribué grandement à la construction du mouvement pétrocaribe en tant que mouvement social, et ce dernier lui aussi a offert un espace politique propice à son développement.

Dans sa manifestation, le peyilòk s'apparente à un arrêt forcé de fonctionnement de toutes les sphères d'activités (sociales, économiques et culturelles) du pays pendant plusieurs jours ou/et mois. Mais cet arrêt, contrairement à l'état de siège, n'est pas mis en œuvre par un dispositif étatique ou gouvernemental, mais par la population, et il vise entre autres la paralysie même de l'État. À cet effet, le peyilòk s'inscrit en plein cœur de la politique du conflit, en ce sens qu'on y trouve les trois composantes évoquées par Sidney Tarrow et Charles Tilly (2008, p.25) : « conflit, politique et action collective ».

Le contexte d'émergence du peyilòk correspond à une vague de protestation « spontanée » d'une décision du gouvernement haïtien dans le but de l'obliger à se rétracter. De ce fait, nous situons le peyilòk à première vue dans l'un des rares registres d'intervention dans le jeu politique accessibles aux groupes exclus du système politique, « une arme des faibles » permettant aux « sans voix » de se faire entendre lorsque les voies d'expression politique ordinaire leur sont fermées (Charles Tilly, cité par Lilian Mathieu, 2004, p.20). D'ailleurs, c'est en termes d'expression politique que nous pouvons capter le discours prononcé par Jovenel Moïse quand il a été contraint de se rétracter sur sa décision par la force des événements 6,7 juillet 2018. Ainsi, le 7 juillet 2018 dans son message retransmis sur la chaîne de la Télévision Nationale d'Haïti (TNH), il a déclaré, « [...] Parce que vous avez commencé à m'envoyer ce message depuis hier soir, je l'ai reçu et j'ai corrigé ce qu'il y avait à corriger ».

Considérant son contexte d'émergence et son usage par la suite dans le mouvement pétrocaribe et même en dehors du mouvement ; nous considérons le peyilòk comme une forme d'action protestataire qui participe au renouvellement des répertoires d'actions protestataires en Haïti. C'est-à-dire, dans l'« ensemble limité de moyens d'action que les groupes contestataires peuvent privilégier au sein de l'éventail des potentialités qui s'offrent à eux en un lieu et à un moment donné » (Christophe Traïni, 2011 p.71). En ce qui concerne l'action prestataire, Olivier Fillieule (1997) estime qu'elle est la forme d'action privilégiée par les entreprises de mouvement social, il la définit comme « *une action concertée dirigée d'abord vers tel ou tel secteur de l'État* » (p.39).

Dans le cadre de cette de recherche, nous voulons d'une part mettre à jour les contextes sociaux et politiques qui participent à l'émergence et au développement du peyilòk en tant que nouvelle forme d'action protestataire. D'autre part, saisir les significations du peyilòk du point de vue des protestataires qui se sont engagés dans les dynamiques de mobilisation qui ont eu lieu contre le pouvoir en place de juillet 2018 à décembre 2019 ; et enfin, parvenir à une théorisation du peyilòk. Nous souhaitons que l'objectif principal de cette recherche qui consiste à faire émerger une théorisation à partir d'une analyse sociologique du phénomène « peyilòk » afin de contribuer à l'intelligibilité du renouvellement des formes de protestation en Haïti et même ailleurs. Puisque, « toute recherche rationnelle, c'est-à-dire fondée sur l'enquête et la réflexion, critique d'elle-même, contribue à l'intelligibilité des pratiques sociales » (Dominique Schnapper, 1999, p.22).

1.1- Vers la formulation de la question centrale de la recherche

Dépendamment de l'approche ontologique adoptée, le peyilòk peut s'apprêter à plusieurs significations. On peut l'assimiler à une forme de désobéissance civile, c'est-à-dire, « d'un mode d'action citoyen radicale » (Hayes, Graeme, et Sylvie Ollitrault, 2013). Dans cette visée,

[...] les protestataires insistent sur leur statut de citoyens, sur l'impossibilité d'agir autrement. Si la gamme d'actions recouvre celle de la plupart des mouvements sociaux, ils se singularisent par une prise de risque volontaire pour dénoncer l'injustice. Partant de ce principe, il s'agit de créer, dans l'espace public, une identité collective de « citoyens en colère » ou de « victimes d'un système » dans un contexte politique de transformation des codes de radicalisation (Hayes, Graeme, et Sylvie Ollitrault, 2013.p.95).

La protestation y acquiert le sens d'une forme de participation politique. Dans cette logique

Olivier Fillieule a écrit que :

[...] le fonctionnement de nos démocraties, on l'éprouve tous les jours à la lecture de la presse, ne se réduit pas aux élections et à l'engagement politique des groupes institutionnalisés. La participation politique s'est manifestée et se manifeste encore à travers de multiples actions revendicatives débouchant souvent sur des actions illégales et/ou violentes, ébranlant même quelques fois la société tout entier (1997, p.16).

Dans le cas d'Haïti, c'est souvent aux aspects liés à la violence que les médias s'arrêtent quand ils font une mise en discours des mobilisations. En ce qui concerne les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018, la presse nationale et internationale rapporte les faits comme suit : « La capitale est totalement paralysée par les violences: nombre de commerces ont été pillés et incendiés. Beaucoup de véhicules ont été brûlés par les groupes de contestataires dressant des barricades à une large majorité de carrefours, empêchant quantité de personnes de rentrer chez elles »⁵; ou encore, « la population réagit à l'annonce avec une série de manifestations violentes dans les rues de la capitale, Port-au-Prince, et

⁵ Baron, Amélie. « Violences en Haïti: la hausse des prix des carburants est suspendue ». 7 juillet 2018. <https://www.tvanouvelles.ca/2018/07/07/violences-en-haiti-la-hausse-des-prix-des-carburants-est-suspendue>

quelques autres villes du pays (...). Les contestataires pillent et incendient plusieurs commerces »⁶.

À ce sujet, il faut souligner que « les mots que l'on emploie habituellement pour nommer la rupture de l'ordre social — trouble, émeute, révolte, violence et, naturellement, désordre — voilent des transformations profondes » (Charles Tilly, 1984, P.89). Ainsi, nous sommes amenés à nous demander : comment faire sens des phénomènes de protestation sans invisibiliser les transformations profondes qu'ils occultent ? Que recèle le peyilòk ? Ce sont-là les enjeux auxquels cette étude s'intéresse. Il nous est donc impossible de les soulever sans laisser la place aux discours, à la conscience et aux motivations des protestataires qui convoquent le peyilòk dans leur dynamique de protestation.

Dans la notion de protestation, la politique de la rue s'apparente à une expression de la conscience populaire, qui de temps à autre est source d'actions perturbatrices. [...] Dans le domaine de la protestation, les chercheurs doivent décrire la conscience des acteurs perturbateurs, mesurer l'intensité à la fois de leurs sentiments et de leurs actions, et ensuite expliquer ces intensités en faisant référence à une association de motivations et de contraintes environnementales (Charles Tilly, 2010, p.188).

Dans cette perspective, il importe donc de saisir les motivations qui poussent les gens à adopter le peyilòk comme forme de protestation, les contextes sociopolitiques dans lesquels le peyilòk s'est construit, les ressources symboliques qu'il mobilise dans l'imaginaire collectif, dans les pratiques de luttes traditionnelles en Haïti pour sa mise en forme. Comprendre les raisons qui motivent les gens à opter pour une action protestataire aussi radicale est d'autant plus pertinent quand on considère que le peyilòk nécessite énormément de sacrifices de la part des protestataires. Étant une action protestataire qui

⁶ Balthazard, Jean. « Cinq points pour comprendre les manifestations violentes en Haïti ». Publié le 9 juillet 2018. <https://www.journaldemontreal.com/2018/07/09/cinq-points-pour-comprendre-les-manifestations-violentes-en-haiti>

visent la paralysie totale de toutes les sphères d'activités, le peyilòk impacte la vie de tout un chacun, surtout, les principaux protestataires qui sont en grande partie les couches sociales les plus démunies de la société haïtienne.

Étant un phénomène récent, le peyilòk ne dispose pas encore d'une littérature scientifique. Cependant, les presses locales et internationales se réfèrent au mécontentement de la population haïtienne quand elles tentent de donner une explication au peyilòk. Toutefois, se contenter d'un cadre explicatif qui voit le peyilòk comme l'expression du mécontentement populaire est peu pertinent pour la sociologie. Par ailleurs, Lilian Mathieu (2004, p.38) affirme que « dans les représentations ordinaires, les mouvements sociaux contestataires ont leur principe dans le mécontentement. [Mais] interpréter les mobilisations contestataires par le mécontentement revient en effet à une pure et simple tautologie [...] ». À notre avis, l'explication sociologique pourrait s'articuler de préférence autour d'un ensemble de questions qui cherchent à trouver un sens au mécontentement des gens. Par exemple, quelles sont les raisons qui sont à la base de ce mécontentement social ? Pourquoi ce mécontentement prend-il la forme d'une mobilisation collective ? Pourquoi arrive-t-il à produire tel type d'action collective dans telle conjoncture donnée ? Les auteurs qui ont problématisé sur le mécontentement ayant fait acte de contestation collective l'abordent sur différents angles. Ted Gurr explique le mécontentement qui aboutit à la violence politique⁷ découle d'une frustration relative des individus. En effet, « la première séquence causale de la violence politique est tout d'abord le développement du

⁷ La violence politique peut être comprise comme un mode d'affirmation politique (Philippe Braud, 1993). Dans une telle perspective, « la violence peut être contestataire et revendiquée comme outil d'opposition à l'ordre social et politique [...] » (Calzolaio Chiara et al., 2016, p.9).

mécontentement, puis la politisation de ce mécontentement, et finalement son actualisation dans une violence politique dirigée contre les objets ou des acteurs politiques » (Ted Gurr, 1970, p.12-13, cité par Lilian Mathieu, 2004, p.40).

Selon l'explication avancée par Ted Gurr, ce sont les sentiments de frustration qui sont à la base des mobilisations. En effet, « La frustration n'est bien entendu pas un sentiment spontané, mais elle est elle-même induite par la *privation relative*, c'est-à-dire la perception d'un écart entre les attentes et la situation actuelle de l'individu (Lilian Mathieu, 2004, p.41). En ce sens, Ted Gurr propose une démarche individualiste pour capter les mobilisations collectives. La frustration est de notre point de vue insuffisante comme élément explicatif à la contestation. Déjà, toutes les personnes qui participent dans un mouvement de contestation ne sont pas forcément frustrées par rapport à la cause qu'elles défendent. D'ailleurs, « tout mécontentement ne débouche pas nécessairement sur la contestation. Puisque d'autres attitudes sont possibles » (Lilian Mathieu, 2004, p.44). Néanmoins, Ted Gurr nous permet de faire le lien sur des situations qui peuvent être sujettes à la révolte. Des situations que Johan Galtung (1969) conceptualise comme violence structurelle, c'est-à-dire « l'écart entre ce qui peut potentiellement se produire et ce qui se produit dans l'état actuel des choses » (Catherine Flynn et al., 2016, p.46).

Alors qu'est-ce qui explique que les gens entreprennent et/ou s'engagent dans les mobilisations protestataires face à certaines situations ? Mancur Olson met l'accent sur la rationalité qui oriente le choix des acteur-e-s qui s'engagent dans les mobilisations. Selon lui, les acteurs sociaux cherchent en toute occasion à réduire les coûts et à accroître le profit de leur action (Lilian Mathieu, 2004, p 45). Mais qu'en est-il de l'engagement moral du spectateur confronté au spectacle de la souffrance d'autrui (Luc Boltanski, 1993, cité par

Isabelle Sommier, 2010), de la colère, de l'indignation face à une situation injuste envers l'autre, la sympathie pour celui qui souffre, comme la cause animale par exemple ? Sinon comment pouvons-nous expliquer les soulèvements populaires incluant différentes catégories sociales avec des intérêts divergents et des conditions sociales différentes ? Par ailleurs, souligne Kitschelt, « l'acteur rationnel individuel ne peut plus être le point de départ d'une théorie sociale. Il est lui-même le produit et un élément de nombreux processus micro et macro » (cité par Olivier Fillieule, 1997, p.22). En ce sens, ne devrions-nous pas prioriser les contextes sociopolitiques qui sont propices à l'émergence des protestations pour faire sens de l'action protestataire ? En effet, « aucun mouvement ne peut émerger s'il ne bénéficie pas un minimum d'opportunités politiques. Les contextes dans lesquels s'inscrivent les mouvements protestataires ont une influence déterminante sur leurs chances de réussite [...] » (Olivier Fillieule, 1993, p.46). D'un autre côté, l'action protestataire peut-elle émerger et se construire si les contextes sociopolitiques favorables à la protestation ne sont pas perçus par les acteur-e-s ?

Fort de ces considérations, nous sommes amenés à nous intéresser à la compréhension de l'environnement sociopolitique dans lequel le peyilòk a émergé et s'est développé, ainsi qu'aux motivations des acteur-e-s, aux significations qu'ils accordent au peyilòk dans le cadre de cette recherche. Dans cette logique la question qui paraît pertinente et qui constitue la question centrale de cette recherche, est ainsi formulée : comment pouvons-nous appréhender l'émergence et la mise en sens du phénomène peyilòk dans les dynamiques de mobilisation contre l'État haïtien ?

Si comprendre les raisons qui poussent les gens à mobiliser le peyilòk pour protester peut être d'une grande contribution à la fois sociale et empirique, parvenir à une théorisation du

peylòk peut être d'une grande contribution scientifique. La nécessité de construire une explication sociologique systématique au peylòk est d'autant plus importante en termes de contribution à la connaissance scientifique parce qu'il n'y a jusqu'à date, à notre connaissance que des productions journalistiques à ce propos. S'il nous paraît plutôt évident que le peylòk est une forme d'action protestataire, le plus grand des défis reste à définir ses propriétés afin de pouvoir le différencier des autres formes d'actions protestataires. Est-il suffisamment singulier pour conclure qu'il est un phénomène nouveau ? En quoi la théorisation du peylòk peut-elle contribuer à l'avancement des connaissances dans le champ de la sociologie des mobilisations ?

1.2- Présentation des différentes parties de ce travail

Ce travail est organisé en six chapitres. L'objet d'étude, les outils conceptuels, théoriques et méthodologiques retenus pour répondre aux différentes questions qu'aborde cette thèse sont présentés dans les trois premiers. Les trois derniers chapitres sont axés essentiellement sur l'analyse de notre matériel empirique, apportent des réponses à nos préoccupations et aux objectifs de la recherche. Plus spécifiquement, dans le premier chapitre de ce travail qui est une introduction générale comme son titre l'indique, est présentée la formulation de l'objet d'étude, les objectifs de la recherche, les questions de recherche.

Dans le deuxième chapitre, nous avons défini un contexte théorique incluant, d'une part, l'approche théorique de la structure des opportunités politiques (SOP). Nous avons trouvé cette approche pertinente dans la compréhension du contexte d'émergence du peylòk. D'autre part, nous avons mobilisé la théorie des cadres afin de rendre compte des dimensions subjectives et discursives de ce phénomène, et de saisir la mise en sens du peylòk par les différents acteurs à partir de l'alignement des cadres d'interprétations

(Mathieu Lilian, 2004). Par ailleurs, le choix de ce contexte théorique convient à l'approche méthodologique de la théorisation ancrée que nous avons adoptée dans le cadre de ce travail. Étant dans une démarche inductive, notre choix théorique ne s'est pas fait dans une logique d'infirmer ou de confirmer d'une hypothèse de départ, mais pour nous aider à questionner, trianguler ce qui a émergé de nos données à la phase d'analyse théorisante (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018).

Au troisième chapitre, nous avons justifié l'approche méthodologique qui guide cette recherche, les moyens que nous avons employés pour rendre compte du phénomène étudié. Pour répondre à la principale question de recherche, nous avons opté pour l'approche méthodologique de la théorisation ancrée, et l'analyse à l'aide des catégories conceptualisantes (Pierre Paillé et Alex Mucchielli, 2010, 2016). Dans ce chapitre, nous avons expliqué les processus qui ont été mis en place dans la réalisation de l'enquête qualitative de terrain. Nous avons justifié les méthodes retenues dans la coproduction des données. Nous avons expliqué les processus de recrutement liés à nos activités de terrain, notamment nos onze entretiens semi-dirigés et trois groupes de discussion regroupant dix-sept participant-e-s.

Nous avons placé nos participant-e-s au cœur des trois chapitres d'analyse. Étant dans une démarche qualitative de la recherche, « [...] la prise en compte de l'expérience des personnes dans la mise en place de pratique qui les touchent et les concernent devient incontournable » (Gilles Monceau et Marguerite Soulière, 2017, p. 2). Dans le quatrième chapitre de ce travail, nous avons mis en lumière le poids des contextes sociaux et politiques (Olivier Fillieule, 1997) qui a contribué à l'émergence du peyilòk. Nous avons abordé les contextes de manières longitudinales en étudiant les corrélations qui existent

entre l'application des politiques néolibérales en Haïti depuis plusieurs décennies et la paupérisation des couches sociales subalternisées. Ainsi que la façon dont l'annonce de l'augmentation du carburant a été perçue en relation avec ces mesures. Nous avons analysé les mobilisations populaires de 6, 7 et 8 juillet 2018 en termes d'avènement d'une crise systémique en Haïti à la lumière de Michel Hector (2006). Il s'agit également dans ce chapitre de mettre en lumière, d'une part, le travail de conscientisation des acteur-e-s dans la préparation de l'environnement sociopolitique qui ont vu naître les mobilisations populaires des 6, 7, 8 juillet 2018 ; d'autre part, de capter la spontanéité créative des classes populaires et la conscience politique populaire qui émanent de ces mobilisations.

Au cours du cinquième chapitre, nous avons analysé l'espace de développement et de consolidation du peyilòk en tant que nouvelle forme de mobilisation protestataire en Haïti, à savoir le mouvement pétrocaribe. En mobilisant le processus de cadrage, nous avons analysé la construction de ce mouvement en passant en revue les différents cadrages (diagnostic, motivationnel, pronostic). Il nous a paru important de faire ressortir la singularité du mouvement, telle que sa forte capacité mobilisatrice des médias sociaux, son processus de dépolitisation et de répolitisation, les contributions du Pétrochallenge dans la dimension participative au mouvement, la créativité artistique et l'usage de choc moral qui ont été faits par les militant-e-s. Le mouvement pétrocaribe a tenu un climat de mobilisation continue qui a été primordial au développement du peyilòk.

Et dans le dernier chapitre, nous avons effectué une description dense du phénomène peyilòk et dégagé ses significations pour les acteur-e-s qui le mobilisent, les revendications que charrie le peyilòk, notamment la dénonciation des inégalités et injustices structurelles. Le peyilòk est abordé en tant qu'action protestataire manifestante (Olivier Fillieule, 1997),

dans sa dimension symbolique en tant que reconquête du projet de liberté bien-être, dans ses dimensions discursives et expressives en tant que remise en question d'un modèle étatique anti citoyen, néolibéral ; dans sa dimension tactique face à la répression étatique. Dans ce chapitre nous avons abouti à une modélisation du peyilòk. La conclusion fait émerger une certaine théorisation du peyilòk, fait ressortir les réponses aux différentes questions qui ont été posées au cours de cette recherche et lance un débat scientifique sur la question.

Chapitre II : Peyilòk un phénomène social enchevêtré dans l'espace des mouvements sociaux

Notre objet d'étude, le peyilòk est un phénomène à la fois nouveau et récent, tout au moins dans le contexte haïtien. Par conséquent nous n'avons pas pu trouver de travail scientifique sur ce sujet. Cependant, dans le processus de construction du problème de recherche autour du peyilòk, notre questionnement, nos lectures et observations nous ont amenés à le considérer comme une forme de mobilisation protestataire. En ce sens, Lilian Mathieu (2012, p. 9) nous dit que « l'activité protestataire relève d'un domaine de pratique et de sens relativement autonome au sein du monde social [qu'il propose d'appeler] *l'espace des mouvements sociaux* ». Olivier Fillieule (1997, p. 37) s'y réfère en termes d'entreprise de mouvement social, ainsi écrit-il, « nous entendons donc par entreprise de mouvement social toute organisation, ou groupe d'organisations, mettant en œuvre des stratégies d'action composées de séries d'interactions avec des cibles et qui comporte, de manière privilégiée, le recours à l'action protestataire ».

Cette considération nous offre la possibilité d'aborder le peyilòk à partir des outils théorico-conceptuels de la sociologie des mouvements sociaux. En ce qui concerne les mouvements sociaux, il existe une riche littérature scientifique sur ce sujet. Dans son livre *Sociologie des mouvements sociaux*, Érik Neveu (1996, p. 10-11) le définit comme *un agir-ensemble intentionnel*, marqué par le projet explicite des protagonistes de se mobiliser de concert. Cet « agir-ensemble » se développe dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une « *cause* ».

Toujours dans cette logique revendicative, Charles Tilly et Sidney Tarrow (2012, p. 27) le définissent comme « une campagne durable de revendication, qui fait usage de

représentations répétées pour se faire connaître du large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités ». Ainsi, ils placent l'État et le système politique au centre des mouvements sociaux, soit en tant que cible de la contestation, soit en tant qu'arbitre ou médiateur. Bien qu'une telle conception fait sens dans le cas de notre objet d'étude, puisque ce phénomène peyilòk a principalement dans sa ligne de mire l'État haïtien, nous maintenons toutefois une position nuancée vis-à-vis de cette approche. Notre réserve s'explique par le fait qu'elle obstrue certains types de mouvements sociaux, « dont les objectifs ne sont ni politiques ni économiques, mais qui visent à la transformation des représentations de certains groupes (comme des minorités sexuelles ou ethniques) dans l'espace public [...] » (Lilian Mathieu, 2004, p. 23).

Dans cette même veine, Olivier Fillieule poursuit :

Contrairement à ce qu'y est affirmé par C. Tilly et plus généralement dans le modèle de la contentious politics, nous ne pensons pas que les mouvements s'affrontent seulement à l'État, le champ d'alliance et de conflit dans lequel ils évoluent étant autrement plus complexe. [...] Enfin, certains mouvements sociaux ne se donnent pas pour cibles l'État et les élites, mais d'autres groupes, d'autres mouvements (certaines mobilisations antiracistes en fournissent une claire illustration (2009, p. 28-29).

Cette perspective nous ramène à Alain Touraine (1984, p. 7) qui situe le mouvement social entre des orientations culturelles et des formes d'organisation sociale. Pourtant, à trop vouloir marquer une frontière nette entre les mouvements sociaux et les structures politiques, nous estimons que Touraine aborde peu le caractère politique de certains mouvements. À cette lacune, les travaux d'Alberto Melucci qui s'inscrivent un peu dans la même perspective que Touraine s'avèrent être enrichissants. En effet, sa définition des mouvements sociaux repose sur deux conduites collectives qu'il formule ainsi :

L'action collective comme l'ensemble des conduites conflictuelles dans un système social. Une action collective implique la lutte de deux acteurs, dont chacun se caractérise par une

solidarité spécifique et s'oppose à l'autre pour l'appropriation, la destination de valeurs et ressources sociales. L'action collective comprend aussi toutes les conduites qui cassent les normes institutionnalisées dans les rôles sociaux, qui débordent les règles du système politique et/ou qui attaquent les structures de rapport de classe d'une société (Melucci Alberto, 1978 p. 37-38).

Melucci a apporté une grande contribution à la perspective de Touraine avec la deuxième conduite collective qui selon nous marque vraiment la spécificité d'un mouvement social par rapport à d'autres formes d'action collective. Les deux (Touraine et Melucci) voient le changement social comme visé des mouvements sociaux, cependant, Melucci a élargi la nature du changement au système politique et aux rapports sociaux de classe.

2.1- Contexte théorique

Dans la sociologie des mouvements sociaux, il existe différentes approches ou cadres théoriques qui offrent des outils à la compréhension de l'action protestataire. De prime à bord, nous tenons à clarifier que dans cette recherche, nous allons mobiliser un contexte théorique (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018) relativement souple en lieu et place d'un cadre théorique rigoureux. Étant dans une approche méthodologique de théorisation ancrée, nous ferons appel aux différents concepts que peuvent nous fournir les deux approches théoriques priorisées dans ce travail en tant que concept sensibilisant. En effet selon Blumer (1954, p.7, cité par Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018, p.49),

[...] un concept définitif fait référence précisément à ce qui est commun à une classe bien connue d'objet, à l'aide d'une définition claire faisant référence aux attributs ou aux points de repère fixes. [...] Un concept sensibilisant ne possède pas un tel niveau de spécificité, d'attributs ou de point de repère, conséquemment, ne permet pas à l'utilisateur de cerner directement le cas ou son contenu pertinent.

Même en mobilisant les acquis théoriques et conceptuels d'une approche théorique, nous maintiendrons une certaine flexibilité. Dans notre perspective de recherche, nous convoquons un contexte théorique non pas pour expliquer notre objet ou confirmer une hypothèse préalablement définie, mais pour questionner, aider dans la triangulation des

données et vérifier les implications théoriques (Pierre Paillé, 1994) à la phase théorisante de notre analyse. Ce choix s'explique par le fait que nous n'avons pas pu trouver une approche théorique des mouvements sociaux pertinente à elle seule pour appréhender le phénomène peyilòk dans sa globalité. En revanche, nous estimons que l'approche de la structure des opportunités politiques peut être pertinente dans l'étude du contexte d'émergence du peyilòk et l'approche processus du cadrage dans sa mise en sens, d'où le choix d'exposer ces deux théories dans la section suivante.

2.2- La théorie de la structure des opportunités politiques

La théorie de la structure des opportunités politiques (SOP) ou encore le modèle du processus politique a émergé d'une critique de la théorie de la mobilisation des ressources dans son appréhension des mouvements sociaux. Dans son texte *From Mobilization to Revolution* (1978), « Tilly étend l'étude de la mobilisation des ressources, centrée sur le rôle des organisations et des entrepreneurs, afin de prendre en compte le contexte politique et institutionnel de l'action collective, et présente l'émergence des mouvements sociaux comme allant de pair avec la construction de l'État-nation (Marcos Ancelovici et Stéphanie Rousseau, 2009, p.5). Pour lui, il y a

quatre facteurs clés qui expliquent l'action collective : les intérêts des acteurs, leur organisation, la mobilisation de ressources et la structure des opportunités politiques telle qu'elle s'exprime dans la manière dont l'État facilite ou réprime l'action collective, affectant ainsi directement son coût tout comme les gains anticipés par les acteurs » (cité par Marcos Ancelovici et Stéphanie Rousseau, 2009, p.7).

Si les réflexions de Tilly ont fortement influencé les premiers jalons de cette approche,

[...] c'est Doug McAdam (1982) qui a offert la première application systématique de la SOP dans son étude des évolutions du mouvement noir entre 1930 et 1970. Le concept est destiné à rendre compte de ce que le destin d'une action protestataire doit, indépendamment de la capacité mobilisatrice du groupe, à l'état et aux évolutions conjoncturelles du système politique, qui le rendent au gré des circonstances plus ou moins vulnérable, ou réceptif, face à la contestation (Fillieule Olivier et Lilian Mathieu, 2020, p.573-574).

En effet, dans son analyse de l'évolution du mouvement pour les droits civiques des noirs aux États-Unis d'Amérique, il s'était rendu compte que son développement à partir des années 1950 était certes dû à un accroissement des ressources militantes du mouvement, mais également à un contexte national et international plus favorable à ces types de revendications (Lilian Mathieu, 2010). L'ouverture du contexte politique aux revendications liées aux droits civiques a été cristallisée en opportunités politiques favorables à l'évolution du mouvement.

La prise en considération du contexte, de l'environnement politique dans l'analyse des mouvements sociaux constitue la pierre angulaire de cette approche théorique. Ainsi, Anne Revillard (2003, p.2) affirme, « le concept d'opportunités politiques est, dans la sociologie des mouvements sociaux, le principal outil théorique permettant de faire le lien entre mouvements sociaux et système politique ». Autrement dit, « le concept de structure des opportunités politiques (SOP) rend compte de l'environnement politique auquel sont confrontés les mouvements sociaux, et qui peut selon la conjoncture exercer une influence positive ou négative sur leur émergence et leur développement » (Fillieule Olivier et Lilian Mathieu, 2020, p.573).

Dans l'étude du phénomène peyilòk comme forme d'action protestataire, l'approche théorique de la structure des opportunités politiques (SOP) nous paraît pertinente à explorer, dans la mesure que « le concept de SOP permet d'appréhender le contexte (général) des mouvements sociaux, par le biais de l'environnement politique » (Damon Golsorkhi et al., 2011, p.82). Or, le peyilòk a émergé spontanément en contestation à une décision politique de l'État haïtien dans un contexte politique bien spécifique. Le modèle du processus politique place l'État au centre des mouvements sociaux. Charles Tilly, l'un

des pionniers de cette approche, explique le rôle de l'État dans ces mouvements en ces termes :

L'État joue un rôle central pour trois raisons: (1) il représente une telle concentration de ressources que le simple fait d'y avoir accès donne un avantage immédiat à certains acteurs; (2) il formule les règles formelles du jeu qui gouvernent la contestation collective; et, enfin (3) son monopole de la violence physique légitime — à travers la police, l'armée et le système légal — fait de lui un arbitre dans des conflits entre acteurs sociaux et le place ainsi, directement ou indirectement, au centre de toute interaction contestataire (Charles Tilly, 2008, p. 6-7; cité par Marcos Ancelovici, 2009, p. 8).

L'approche théorique de la structure des opportunités politiques sous-tend que « les structures politiques peuvent soit contribuer au développement des mobilisations, soit restreindre leur essor » (Didier Le Saout, 1999, p.10). Ainsi, un autre pionnier de cette approche, Sidney Tarrow, en se basant sur différents travaux d'autres tenants de cette approche, propose de décomposer la structure des opportunités politiques en quatre éléments principaux qui sont : le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions, le degré de stabilité des alignements politiques, la présence ou l'absence d'alliés [influents ...] et division entre les élites politiques (Sydney Tarrow, 1994, cité par Lilian Mathieu, 2004, p.52). Par la suite,

Tarrow et Tilly (2008) ont amendé cette définition en décomposant la SOP en six éléments: la multiplicité des centres de pouvoir indépendants au sein du régime considéré ; son ouverture à de nouveaux acteurs ; l'instabilité des alignements politiques ; la disponibilité d'alliés influents pour les contestataires ; la propension du régime à faciliter ou à réprimer l'expression collective de revendications ; des changements décisifs à l'intérieur des cinq précédents éléments (Fillieule Olivier et Lilian Mathieu, 2020, p.574).

Si l'approche de la structure des opportunités politiques a connu un grand succès dans la sociologie des mouvements sociaux et dans les sciences politiques, elle a aussi été soumise à de nombreuses critiques.

2.2.1- Critique portée à l'égard de la SOP

L'approche de la structure des opportunités politiques a été exposée à de nombreuses critiques. Déjà, on lui reproche un certain réductionnisme politique dans l'analyse des mouvements sociaux. Selon Alberto Melucci (1988, p.337, cité par Hanspeter Kriesi, 2009, p.21), cette approche ne prenait pas en compte le changement systémique dans la société contemporaine et négligeait les dimensions socioculturelles de l'action collective contemporaine propre aux nouveaux mouvements sociaux. D'ailleurs, c'est une critique que Hanspeter Kriesi (2009), qui se reconnaît lui-même comme praticien de l'approche du processus politique assume :

Par définition, les mouvements sous-culturels ne produisent pas autant d'événements de protestation que des mouvements à orientation stratégique ou contre-culturelle. Indéniablement, la méthode du décompte d'événements, qui était la nôtre et qui est pratiquée par beaucoup d'études dans la tradition de l'approche du processus politique (Tilly, 2008), focalise l'attention sur le côté visible et, donc, politique de la contestation et risque ainsi de renforcer le réductionnisme politique. Si l'action stratégique des nouveaux mouvements sociaux restait très importante, il est vraisemblable que nous avons sous-estimé l'action peu visible et submergée de leur versant identitaire, comme l'avait suggéré la critique de Melucci (Kriesi Hanspeter, 2009, p.25).

Le fait même d'aborder les mouvements par rapport à l'ouverture ou à la fermeture du système politique réduit considérablement leurs marges de manœuvre. Ainsi, « les configurations nationales sont conçues comme des entités qui s'imposent inévitablement aux acteurs » (Didier Le Saout, 1999, p.10). Or, de notre point de vue, un mouvement social peut clairement transcender les frontières nationales, comme les mouvements altermondialistes, ou prendre pour cible des institutions transnationales.

Par ailleurs, en ce qui concerne l'ouverture ou l'accès au système politique, Eisinger (1973), sous-entend que « la relation entre la contestation et les opportunités politiques est curvilinéaire : ni l'accès total, ni son absence, n'encouragent la plus forte contestation.

Celle-ci a le plus de chances de se produire dans des systèmes caractérisés par un mélange de facteurs d'ouverture et de fermeture » (cité par Anne Revillard, 2003, p.4). Dans cette perspective l'ouverture ou la fermeture du système politique nous paraît une variable (certes importante), mais secondaire pour expliquer l'émergence d'un mouvement social.

Par ailleurs, dans l'objectif de faire évoluer cette approche en tenant compte de ces différentes critiques, McAdam et al., 2001, affirment dans *Dynamics of Contention* :

les menaces et les opportunités n'émergent pas toujours automatiquement de certains changements objectifs dans la société, mais qu'il faut des acteurs qui attribuent à ces changements une signification spécifique et qui construisent des interprétations en termes d'opportunités et de menaces pour la défense des intérêts de certains groupes »(Kriesi Hanspeter, 2009, p.24).

Olivier Fillieule et Lilian Mathieu (2020) quant à eux, reprochent au modèle du SOP une insouciance vis-à-vis de la connaissance des médiations par lesquelles les acteurs se plient aux contraintes structurelles, de même qu'une négligence de la complexité par laquelle les structures influencent les mobilisations. Ils articulent cette critique adressée au modèle du SOP autour de trois éléments.

La définition de l'État comme entité indivise et le présupposé d'étanchéité entre champ politique et espace des protestations politiques ; la manière univoque dont les structures étatiques interagissent avec les mouvements protestataires ; le désintérêt pour la manière dont les formes prises par les mobilisations sont le produit d'une coconstruction, avec les structures étatiques (Fillieule Olivier et Lilian Mathieu, 2020, p. 575-576).

Par rapport à cette critique concernant le rôle central de l'État dans le modèle du processus politique, il y a une critique que nous trouvons particulièrement intéressante. Elle a été formulée par Hanspeter Kriesi (2009) sur la place et l'influence du public dans les campagnes de contestations.

Le modèle a toujours été quelque peu inadéquat comme cadre heuristique pour l'analyse des mouvements sociaux, parce qu'il ne prend pas en considération un élément pourtant crucial pour la définition des campagnes des mouvements sociaux — le public. [...] les campagnes

relient au moins trois parties: un groupe formulant des revendications, les destinataires de ces revendications et le public. Le public est absolument essentiel pour le mouvement social, car c'est à travers le public qu'il cherche à exercer de l'influence sur le destinataire, c'est-à-dire sur les insiders dans le modèle du système politique de Tilly. Ce modèle du système politique ne tient pas compte de cette tierce partie sans laquelle nous ne pouvons pourtant pas comprendre la relation entre le mouvement — ou plus généralement l'acteur qui lance un défi — et le destinataire de ce défi (Kriesi Hanspeter, 2009, p. 30).

Cette critique vis-à-vis de la place du public dans les campagnes de contestation est l'une des raisons, entre autres, qui nous a amenés à considérer le processus du cadrage, que nous aborderons un peu plus loin dans ce chapitre, en complémentarité au SOP dans notre contexte théorique. D'ailleurs, certains tenants de l'approche de la structure des opportunités politiques se sont tournés vers la théorie du cadrage afin de renforcer le modèle de la SOP. Notamment, Doug McAdam, John McCarthy et Mayer N. Zald (1996) ont proposé « une modélisation qui inclue les trois dimensions de la structure des opportunités politiques, des organisations (mobilizing structures) et des cadres d'interprétation (framing processes) » (Olivier Fillieule, 2005, p. 206-207).

2.3- Présentation de la théorie du cadrage

Dans la section précédente, nous avons pu voir que l'une des critiques qui a été faite à l'égard de cette approche est un manque de considération de la perception qu'ont les militant-e-s des opportunités politiques. Ce que nous entendons par là, c'est qu'il ne s'agit pas que la structure politique soit ouverte ou fermée pour qu'il ait mobilisation. Il est impératif, d'une part, que les acteur-e-s perçoivent les opportunités politiques qui s'offrent à eux pour lancer une mobilisation dans une conjoncture donnée; et d'autre part, parviennent à convaincre d'autres personnes à s'y engager. C'est justement cette question que soulève Kathleen Rodgers (2018, p.82) ci-dessous :

We already understand that networks are a key factor explaining why people will participate, but the fact that we need to be convinced to care means that there is also a “message,” a way

of understanding an issue, that bridges the gap between our capacity to act and our willingness to act» (Kathleen Rodgers, 2018, p.82)

Dans la perspective de la théorie du cadrage, les militant-e-s s'engagent à convaincre les gens à prendre part aux mobilisations en se servant des cadres d'action collective (*collective action frames*) qu'ils mettent en place. Ils font un travail continu de construction de sens, de sorte que « les acteurs des mouvements sociaux sont considérés comme des agents signifiants activement engagés dans des activités de production et de reconduction du sens auprès des autres membres, des adversaires, ainsi que de leurs auditoires ou des observateurs » (Benford Robert D, Snow David A, 1988; 2012, p.223).

Certains tenants de cette approche parlent même d'une « politique de signification » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.224). Dans cette lignée, Benford et Snow, deux pionniers de cette approche, dans un article intitulé, *Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan*⁸, expliquent de manière claire et précise, dans l'extrait ci-dessous, le travail des militant-e-s :

Les spécialistes des mouvements sociaux conceptualisent ce travail de signification et de construction du sens par le biais du verbe « cadrer ». Ce phénomène actif et processuel de construction de la réalité implique une « capacité d'agir » (agency) et une dimension conflictuelle. Ce phénomène est actif en ce que quelque chose est effectué et processuel au sens où il s'agit d'un processus dynamique et évolutif. Ce phénomène implique une capacité d'agir dans la mesure où ce qui évolue reflète bien le travail des organisations de mouvement social et de leurs militants. Il est conflictuel dans la mesure où il engendre des cadres interprétatifs qui diffèrent non seulement des cadres existants, mais qui remettent aussi en cause ces derniers. On appelle « cadres de l'action collective » les produits de cette activité de cadrage (Benford Robert D, Snow David A, 2012, p.224).

⁸ Cet article du titre originel en anglais « FRAMING PROCESSES AND SOCIAL MOVEMENTS: An Overview and Assessment », publié en 2000 a été traduit par Nathalie Miriam Plouchard en français.

En effet, la théorie du cadrage est inspirée des cadres d'expérience d'Erving Goffman, élaboré par William Gamson et David Snow (Lilian Mathieu, 2004, p.63). À ce propos Caroline Guibet Lafaye (2017, p.241) clarifie la conception des cadres de Goffman.

Les cadres constituent des « schèmes d'interprétation » à partir desquels les individus « localisent, perçoivent, identifient et étiquettent » (Goffman, 1974, p. 21) des situations de la vie ordinaire et, plus généralement, des situations auxquelles ils doivent faire face. Les cadres confèrent un sens à des événements et à des situations. Ils organisent l'expérience et orientent l'action.

Il nous paraît important de souligner, à la lumière de Robert D. Benford et David A. Snow (2012), une différence notable entre les concepts de « cadre » mobilisé dans le processus du cadrage et celui de « schème » dont certains spécialistes ont tendance à confondre au premier. Le concept de schème contrairement à celui de cadre ignore le « caractère interactif et constructionniste des processus de cadrage des mouvements sociaux » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.225). Autrement dit, « les cadres de l'action collective ne se réduisent pas à un agrégat d'attitudes et de perceptions individuelles, mais sont aussi l'aboutissement de la négociation d'un sens partagé » (Gamson (W. A.), 1992, p. 111; cité par Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.225). Alors que, nous dit Benford et Snow (2012), les schèmes se révèlent plus du domaine des attentes des participants à l'égard de personnes ou d'évènements qui les entourent, non pas de la négociation interactive propre aux alignements des cadres.

Ainsi, les cadres permettent de rendre compte des dimensions subjectives et discursives des phénomènes protestataires (Mathieu Lilian, 2010) et de tout le processus qui amènent les gens à se mobiliser pour une cause. Jean Gabriel Contamin (2010, p.57-58) dans *cadrage et luttes de sens* affirme qu'

en matière de mobilisation collective, cette perspective repose d'abord sur l'idée qu'il ne suffit pas qu'une situation soit injuste pour qu'elle soit perçue comme telle et qu'elle donne lieu à mobilisation. Pour qu'il y ait mobilisation, il faut donc au préalable qu'une masse critique de gens aient socialement construit une représentation commune de la situation comme injuste et immorale et non comme malheureuse, mais tolérable. Autrement dit, il ne saurait avoir mobilisation sans alignement des cadres d'interprétations des individus autour d'un cadre commun.

Nous reviendrons sur l'alignement des cadres interprétatifs plus en détail dans les lignes qui suivent.

2.3.1- Les différentes opérations essentielles au processus de cadrage

Dans la théorie du cadrage, il y a un processus de cadrage qui se fait en plusieurs opérations.

Il y a le cadrage de diagnostic (diagnostic framing) qui se réfère à l'identification et l'attribution des problèmes (Benford Robert D et Snow David A, 2012). À ce propos, Kathleen Rodgers (2018)⁹ soutient que dans le cadrage diagnostic, les militant-e-s doivent d'abord l'identifier et alerter le public pour parvenir à un changement social.

Ensuite, une deuxième opération de cadrage est le cadrage motivationnel (motivational framing). Dans le cadrage motivationnel, les militant-e-s exhortent les gens à se positionner face au problème et à agir. De ce fait, « une fois que les activistes auraient convaincu leur audience de l'existence d'un problème, ils développeront une approche pour encourager les gens à agir. Cette partie du processus est le *cadrage motivationnel* qui consiste à convaincre les gens que cette situation est intolérable et doit être changée » (Kathleen Rodgers, 2018, p.86, traduction libre)¹⁰. Ainsi Benford et Snow relatent que « le cadrage

⁹ “when activists want to tell a story about a social issue they begin with a social condition. In order to encourage social change they first need to identify the problem and alert the audience” Kathleen Rodgers (2018, p. 85-86).

¹⁰ - “once activists have convinced their audience that there is a problem, they will develop an approach to encourage people to act. This part of the process is the *motivational frame* that convinces people that this situation is intolerable and must change” (Kathleen Rodgers, 2018, p.86).

motivationnel constitue un « appel aux armes » et offre des raisons de s'engager dans une action collective. Elle passe entre autres par la construction de « vocabulaires de motifs » (vocabularies of motive) adéquats » (2012, p.229).

Enfin, il y a le cadrage de pronostic (pronostic framing) où les militant-e-s expliquent la solution au problème. À ce propos, Benford et Snow écrivent, « le cadrage de pronostic implique que soit proposée une solution au problème, ou du moins un plan d'attaque, ainsi que des stratégies permettant de mener à bien ce plan. En somme, il aborde la question du « que faire ? » ainsi que les problèmes de construction du consensus et de l'action » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.228).

Benford et Snow (2012) attirent l'attention non seulement sur la genèse et l'élaboration des cadres de l'action collective, mais aussi sur la diffusion des cadres à travers les mouvements, les cultures et le temps. En s'appuyant sur une littérature scientifique mobilisant plusieurs théoricien-ne-s de cette approche, ils conviennent que « les cadres sont développés, produits puis élaborés non seulement par les trois opérations essentielles de cadrage déjà évoquées (diagnostic, pronostic et motivationnel), mais aussi par trois ensembles de processus imbriqués qu'on peut concevoir comme discursifs, stratégiques et conflictuels » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.238).

L'ensemble du processus discursif renvoie aux communications écrites et orales qui sont produites par les membres du mouvement dans le cadre des activités que le mouvement entreprend. Dans la dynamique de ce processus,

la genèse des cadres de l'action collective s'appuie sur deux processus fondamentaux, à la fois interactifs et discursifs : l'articulation de cadre (frame articulation) et l'amplification ou ponctuation de cadre (frame amplification or punctuation). L'articulation implique la mise en rapport et l'alignement d'événements et d'expériences, de telle sorte qu'ils se coordonnent

de manière relativement unifiée et convaincante (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.238).

En ce qui concerne l'ensemble du processus stratégique, l'accent est porté sur le développement des cadres dans le but spécifique de recruter de nouveaux membres, de mobiliser des adhérents et d'acquérir des ressources, entre autres.

Il y a un travail stratégique que font les organisations pour aligner leurs intérêts, les cadres interprétatifs aux intérêts des personnes qu'elles veulent attirer dans le mouvement. Ce travail est appelé « processus d'alignement de cadres » (Snow et al., 1986, cités par Benford et Snow David A, 2012). Kathleen Rodgers (2018) voit le processus d'alignement de cadres (frame alignment processes) comme étant les différentes stratégies que les leaders du mouvement social utilisent pour obtenir la sympathie d'autres personnes et d'autres organisations envers la cause du mouvement¹¹.

Les alignements sont de quatre types (Lilian Mathieu, 2004). Dans le premier, « *cadre de connexion ou frame bridging* », l'enjeu est de fournir un schéma interprétatif unifié et une base organisationnelle à un public potentiel que le mouvement veut attirer l'attention et l'intégrer. Le cadre de connexion ou encore cadre de rapprochement (frame bridging traduit par Nathalie Miriam Plouchard, Benford Robert D et Snow David A, 2012) offre une certaine unification de différents cadres que le mouvement invoque.

Le rapprochement de cadres renvoie à la mise en rapport de deux ou plusieurs cadres qui sont idéologiquement congruents, mais qui ne sont pas connectés et qui concernent une question ou un problème en particulier. Le rapprochement peut porter sur un mouvement et des individus, mettant en rapport une organisation et un ensemble d'individus sensibilisés, mais non mobilisés ou un pan de l'opinion publique ou encore différents mouvements sociaux (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.239-240).

¹¹ “ This means that social movement leaders use variety of strategies to reach out to individuals and organizations that might contain members sympathetic to the movement's cause”(Kathleen Rodgers, 2018, p.87).

Quant au deuxième cadre d'alignement, le « *cadre d'amplification ou frame amplification* », il est question de clarifier et développer, d'amplifier le schéma interprétatif sur la base des valeurs ou croyances existantes pour qu'il entre en résonance aux potentiels participant-e-s. Benford et Snow, en réalisant un bilan de cette approche, écrivent à ce propos :

L'amplification de cadre consiste à idéaliser, embellir, clarifier ou vivifier les valeurs ou des croyances existantes. Comme l'un des facteurs clés de la résonance d'un cadre disponible pour les participants potentiels dépend de la manière dont le cadre tire profit de valeurs culturelles existantes, de croyances, de récits, du sens commun et ainsi de suite, il n'est pas surprenant de constater que la plupart des mouvements sociaux cherchent à amplifier des croyances et des valeurs résiduelles (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.240).

Le troisième, « *cadre d'extension ou frame extension* », c'est une extension des discours de l'organisation afin d'intégrer d'autres valeurs pour attirer les personnes qui ne partagent pas les valeurs du schéma interprétatif. En effet, « l'extension de cadre consiste à dépeindre les intérêts et le(s) cadre(s) d'une organisation ou d'un mouvement comme allant au-delà de ses intérêts originels afin d'inclure les questions et les préoccupations présumées importantes aux yeux des adhérents potentiels » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.241). Ce cadre souligne bien la dynamique de contestation, d'interaction et de négociation au sein même de l'organisation du mouvement.

Enfin, le dernier cadre d'alignement, « *cadre de transformation ou frame transformation* ». Ce cadre, vise une transformation radicale des valeurs ou croyances des individus de manière à les rendre conformes à celles du cadre interprétatif mis en place par l'organisation (Lilian Mathieu, 2004 p.67-68). Ainsi, « la transformation de cadre consiste soit à changer la manière dont un cadre est compris et est rendu significatif, soit à produire de nouvelles significations » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.241). Les cadres d'alignement effectuent un travail continu pour alimenter la mobilisation et créer les conditions d'adhésion d'autres personnes à la cause.

En ce qui a trait au cadre de transformation, certains auteur-e-s parlent même de la possibilité de provoquer ou de stimuler un choc moral (*moral schock*). De ce fait, James Jasper souligne quand les gens se désintéressent complètement à un mouvement, les activistes peuvent stimuler un outrage moral (*moral outrage*) afin d'amener les gens à transformer drastiquement leur façon de penser. En effet, "that raises such a sense of outrage in a person that she becomes inclined toward political action (Jasper, 1998, p. 406, cité par Kathleen Rodgers, 2018, p.87-88). Le choc moral fait appel surtout aux émotions.

Pour revenir aux trois ensembles de processus, voyons en quoi consiste le tout dernier, l'ensemble du processus conflictuel. Le processus du cadrage de l'action collective étant dynamique fait objet de contestations au sein et à l'extérieur du mouvement. Tout comme les acteur-e-s des mouvements sociaux effectuent un travail de cadrage, c'est-à-dire de construction de sens, d'autres acteur-e-s construisent également des contre-cadrages (*counterframing*). Par conséquent, « cela signifie que les militants ne sont pas en mesure de construire et d'imposer à leurs cibles la version qu'ils privilégient de la réalité, quelle qu'elle soit. Au contraire, ils sont confrontés à une multiplicité de défis » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.242). D'où la nécessité pour les mouvements de remettre en cause parfois leurs propres cadres. Somme toute, « les processus essentiels de cadrage indiquent que les cadres de l'action collective ne sont pas des entités statiques et réifiées. Ils sont constamment constitués, contestés, reproduits, transformés et remplacés, au gré des activités du mouvement social. Le processus de cadrage est par conséquent dynamique et continu » (Benford Robert D et Snow David A, 2012, p.246). Tout comme les tenants de la SOP étaient parvenus à intégrer les cadres interprétatifs dans le modèle du processus

politique comme un facteur clé, ceux de la théorie du cadrage soulignent également l'importance du contexte structurel et culturel dans le processus du cadrage.

Bien qu'en théorie un nombre indéterminé de facteurs puisse influencer sur ces processus ainsi que sur la teneur et la continuité des cadres qui en résultent, les travaux mettent en évidence trois facteurs primordiaux : la structure des opportunités politiques, les contraintes et les ressources culturelles, la nature des publics visés (Benford Robert D. et Snow David A., 2012, p. 246).

En raison de ces considérations, nous avons trouvé pertinent de passer en revue ces deux grandes approches théoriques qui offrent d'importants outils pour comprendre notre objet d'étude.

2.4- Pertinence de ce contexte théorique dans l'étude du peyilòk

Comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent, le peyilòk aurait émergé de manière spontanée en Haïti et le contexte politique paraissait être le facteur clé à la base de son émergence. Nous sommes d'avis que « les vives critiques adressées à la SOP n'invalident en rien l'ambition initiale de ses promoteurs, à savoir se donner les moyens d'une évaluation de l'influence du contexte politique sur l'émergence et le développement des mobilisations » (Lillian Mathieu, 2010, p.51).

Nous considérons la place que jouent les structures et contextes politiques dans l'émergence du peyilòk et le fait qu'il a résulté d'une décision politique fait de la SOP une approche théorique tout à fait pertinente à considérer dans l'étude du peyilòk. D'autant que, « les réflexions en termes de structures des opportunités politiques ont utilement appelé à prendre en compte des effets que produisent les transformations de l'exercice du pouvoir, les capacités distributrices ou coercitives de l'État, ou encore l'accès des groupes sociaux à ce dernier » (Hélène Combes et al., 2011 p.24-25). Toutefois, nous estimons que le contexte politique est loin d'être le seul facteur qui a permis le développement et même

l'émergence du peyilòk. Même si nous reconnaissons que la SOP peut éventuellement fournir un pouvoir explicatif intéressant à la spontanéité de son émergence.

D'autre part, nous sommes enclins à croire que les différents processus de cadrage ainsi que l'alignement des cadres d'interprétations sont une démarche théorique pertinente dans l'appréhension du peyilòk et son articulation au mouvement pétrocaribe, ainsi que le développement de ce dernier. De plus, l'approche théorique du cadrage dispose des outils qui peuvent nous aider à aborder notre objet sous l'angle qui nous intéresse. Il s'agit de faire la mise en sens du phénomène peyilòk d'un point de vue émiq. En fait, la théorie des cadres fait ressortir les représentations culturelles dans les actions collectives, et une dimension subjective qui peuvent être pertinentes pour saisir la mise en sens que font les acteur-e-s du peyilòk.

La complexité de la situation sociopolitique en Haïti qui accouche d'une action protestataire aussi drastique que le peyilòk nous suggère en tant que chercheure à trouver des outils existants dans la littérature scientifique pour le comprendre, même si nous sommes aussi perplexes quant à la force de ces théories pour appréhender la réalité des sociétés aussi singulières qu'Haïti. D'ailleurs, c'est pourquoi nous nous référons plutôt à un contexte théorique et optons pour la théorisation ancrée dans le cadre de cette recherche.

Chapitre III : L'étude du peyilòk au prisme de la méthodologie qualitative

Cette recherche qualitative s'approprie d'une démarche méthodologique propre à l'enquête qualitative de terrain. D'une manière générale, nous entendons par méthodologie, « la façon dont nous observons la réalité, de la manière dont nous la décrivons et des moyens dont nous employons pour créer et organiser nos descriptions et nos explications de phénomènes sociaux » (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018, p. 2). En soi, la recherche sociale est une expérience de pensée créatrice.

La singularité de la recherche qualitative réside dans « [...] la finalité de comprendre et de donner du sens à un phénomène étudié, et ce, à partir de l'expérience et des voix des participants à la recherche » (Lorraine Savoie-Zajc, 2013, p.7). Toujours dans cet ordre d'idées, Pierre Paillé et Alex Mucchielli définissent « l'enquête qualitative de terrain » comme étant « une recherche qui implique un contact personnel avec les sujets de la recherche, principalement par le biais d'entretiens et par l'observation des pratiques dans les milieux mêmes où évoluent les acteurs » (2016, p.13).

Le choix de la démarche qualitative dans le cadre d'une analyse sociologique du phénomène peyilòk, nous a paru pertinent, car nous avons voulu saisir le sens que les acteurs accordent à ce phénomène afin de parvenir à un schéma explicatif du peyilòk, voire à une certaine théorisation. Ce choix méthodologique sous-tend une rigueur scientifique qui implique une cohérence entre les différents éléments de notre modèle, à savoir nos questions et objectifs de la recherche, les choix théoriques, la posture épistémologique adoptée, tout ceci interrelié dans un processus itératif de production de connaissances axée sur l'interprétation (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018; Joseph Maxwell, 1999).

En effet, Marta Anadón (2006, p.6) estime que « la recherche qualitative en référence à des techniques particulières est trop restrictive, car elle doit davantage être associée à des postures épistémologiques et théoriques privilégiant d'une façon ou d'une autre l'expérience et les points de vue des acteurs sociaux ».

À ce propos, la posture épistémologique est d'une importance capitale. Elle participe non seulement à orienter les choix que nous avons faits dans les différentes étapes de cette recherche, mais aussi, elle « détermine quelles questions sont dignes d'intérêt, quels cadres d'analyse seront utilisés pour expliquer les faits et quel usage sera fait du savoir ainsi produit » (Patricia Hill Collins, 2016 p. 385). Ainsi, la précaution portée à l'usage que l'on pourrait faire du savoir produit dans le cadre de cette recherche nous renvoie à une double dimension : une dimension éthique de la recherche et une dimension politique. Par ailleurs souligne Marta Anadón, « la recherche qualitative gagne de la valeur et les postures politiques et éthiques dans la recherche deviennent des éléments de grand intérêt et de préoccupation » (2006, p.11). Par ailleurs, la transparence du chercheur vis-à-vis les postures politiques et éthiques contribue grandement à la validité de la recherche qualitative.

3.1- Approche méthodologique

Dans le cadre de cette recherche, nous poursuivons un triple objectif qui consiste à dégager une compréhension des contextes sociaux et politiques qui a vu émerger et développer le *peyilòk*; à saisir ses significations du point de vue des protestataires qui se sont engagés dans les dynamiques de mobilisations; et parvenir à une théorisation de ce phénomène. La théorisation ancrée nous semble indéniablement l'approche méthodologique la plus adaptée pour les atteindre. Le *peyilòk* étant un phénomène singulier et relativement

nouveau, tout au moins dans la littérature scientifique existante, il nécessite une approche méthodologique qui laisse une grande place aux données dans une démarche inductive.

3.1.1- Théorisation ancrée

La théorie ancrée, « grounded theory », est une approche méthodologique empirique et inductive mise de l'avant en 1967 par Glaser et Strauss (Pierre Paillé, 1994). Par la suite, plusieurs auteur-e-s « vont progressivement s'approprier et adapter l'approche de la théorie ancrée » (Paillé Pierre et Mucchielli Alex, 2016, p.28). Notamment Pierre Paillé, dont sa perspective de théorisation ancrée, au lieu de théorie ancrée, influence grandement ce travail. En effet, « l'appellation d'analyse par théorisation ancrée, retenant la notion d'une méthode d'analyse qui soit ancrée[...] dans les données empiriques de terrain, mais délaissant l'objectif de générer une théorie (...) pour celui de théorisation, qui est plutôt d'ordre d'un processus jamais tout à fait accompli » (Paillé Pierre et Mucchielli Alex, 2016, p. 29).

La théorisation ancrée vise « à générer inductivement une théorisation au sujet d'un phénomène culturel, social ou psychologique, en procédant à la conceptualisation et la mise en relation progressive et valide de données empiriques qualitatives » (Paillé Pierre, 1996, cité par Valérie Méliani, 2013, p. 436). En effet, elle vise à créer des théories substantives en conceptualisant les expériences sociales (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018). Produire des théories ne signifie pas nécessairement produire de grand cadre explicatif du monde, c'est plutôt une démarche de théorisation qui permet de dégager « le sens d'un événement, c'est lier dans un schéma explicatif divers éléments d'une situation, c'est renouveler la compréhension d'un phénomène en le mettant différemment en lumière »

(Pierre Paillé, 1994, p.149). C'est ce à quoi nous voulons principalement parvenir en étudiant le phénomène peyilòk.

3.1.2- Analyse à l'aide des catégories conceptualisantes

Nous avons opté pour la méthode d'analyse à l'aide des catégories conceptualisantes. Elle est la méthode d'analyse la mieux appropriée à notre approche méthodologique de la théorisation ancrée. Cette méthode d'analyse met l'accent sur la catégorie. Elle est un outil d'analyse très puissant et flexible à la base de la méthode d'analyse des catégories conceptualisantes (Paillé Pierre et Mucchielli Alex, 2016).

La catégorie renvoie à la « *désignation substantive d'un phénomène* apparaissant dans l'extrait du corpus analysé. [...] elle permet d'aller au-delà du simple relevé de contenu pour toucher à la théorisation même des phénomènes » (Paillé Pierre et Mucchielli Alex, 2016, p.20). La catégorie est la conceptualisation mise en forme, la théorisation en progression, dans laquelle « on n'en peut pas moins déceler trois possibilités quant au travail effectué : un travail de description analytique, un travail de déduction interprétative, et un travail d'induction théorisante » (Paillé Pierre et Mucchielli Alex, 2010, p.247). Ces différents travaux concordent aux trois strates d'analyse que Stéphanie Gaudet et Dominique Robert (2018) appellent respectivement, analyse verticale, analyse horizontale et analyse théorisante.

Nous avons adopté l'approche d'analyse à l'aide de catégories conceptualisantes de Pierre Paillé qui est une suite de six opérations : codification, catégorisation, mise en relation, intégration, modélisation et théorisation.

On peut isoler six grandes étapes marquant l'évolution d'une analyse par théorisation ancrée: il s'agit de la codification, qui consiste à étiqueter l'ensemble des éléments présents dans le

corpus initial, de la catégorisation, où les aspects les plus importants du phénomène à l'étude commencent à être nommés, de la mise en relation, étape où l'analyse débute véritablement, de l'intégration, moment central où l'essentiel du propos doit être cerné, de la modélisation, où l'on tente de reproduire la dynamique du phénomène analysé, et enfin de la théorisation, qui consiste en une tentative de construction minutieuse et exhaustive de la «multidimensionnalité» et de la «multicausalité» du phénomène étudié (Pierre Paillé, 1994, p.153).

Ces six étapes résument bien « *l'analyse à l'aide des catégories conceptualisantes*, qui repose sur la création et le raffinement de catégories se situant d'emblée à un certain niveau d'abstraction, revendique une posture conceptuelle et non pas uniquement descriptive face aux données à analyser » (Paillé Pierre et Mucchielli Alex, 2016, p. 17). Il est à noter que dans l'analyse de nos données, nous avons eu recours au logiciel Nvivo tout au long du processus.

3.2- Méthodes de production du matériel empirique

Nous avons coproduit notre matériel empirique par le biais de l'enquête qualitative de terrain. Ainsi, nous avons mobilisé deux méthodes de recherche afin de produire notre matériel empirique : l'entretien semi-dirigé et le groupe de discussion. À la base nous n'avions pas prévu d'animer des groupes de discussion. En cours des activités de terrain, la nécessité d'en faire est apparue. Nous y reviendrons. Bien évidemment nous avons effectué des observations de terrain et réalisé des discussions informelles. Nous avons colligé les informations liées à ces activités dans nos notes de terrain. Nous tâcherons de le notifier à chaque fois que nous mobiliserons ces données recueillies dans un cadre non formel de la recherche au cours de l'analyse.

3.2.1- L'entretien semi-dirigé

Nous avons choisi de faire l'entretien semi-dirigé parce qu'il permet d'interagir avec nos participant-e-s dans un processus de coproduction de données. À ce propos, Colette Baribeau et Chantal Royer (2012, p.26) affirment que l'entretien :

[...] plus que tout autre dispositif, permet de saisir, au travers de l'interaction entre un chercheur et un sujet, le point de vue des individus, leur compréhension d'une expérience particulière, leur vision du monde, en vue de les rendre explicites, de les comprendre en profondeur ou encore d'en apprendre davantage sur un objet donné. Comme la parole est donnée à l'individu, l'entretien s'avère un instrument privilégié pour mettre au jour sa représentation du monde.

L'entretien semi-dirigé nous a permis de maintenir une certaine homogénéité sur l'ensemble des entretiens en utilisant une grille de question de manière souple, tout en laissant la place à nos participant-e-s dans la construction du matériel empirique. Les données sont pour ainsi dire construites dans l'interaction. Dans cette lignée, Savoie Zajc nous dit l'entrevue semi-dirigée (autrement dit l'entretien semi-dirigé),

consiste en une interaction verbale animée de façon souple par le chercheur. Celui-ci se laissera guider par le rythme et le contenu uniquement de l'échange dans le but d'aborder, sur un mode qui ressemble à celui de la conversation, les thèmes généraux qu'il souhaite explorer avec le participant à la recherche. Grâce à cette interaction, une compréhension riche du phénomène à l'étude sera construite conjointement avec l'interviewé (in Benoit Gauthier, 2004, p.296).

Ce type d'interaction épouse bien notre position épistémologique et notre démarche méthodologique dans la mesure où « le sens que les acteurs sociaux donnent à leur réalité est privilégié et la recherche s'inscrit dans une dynamique de co-construction de sens qui s'établit entre les interlocuteurs [...] rendant possible l'élaboration d'un nouveau discours, à propos du phénomène étudié » (Savoie-Zajc, in Benoit Gauthier, 2004, p.293). Ceci est l'objectif même de ce travail en voulant faire une théorisation ancrée du peyilòk.

3.2.2- Le focus group

Le focus group, encore appelé en français groupe de discussion par certains chercheur-e-s et entretiens collectifs par d'autres, est une technique d'entrevue qui réunit plusieurs participant-e-s. Le groupe doit avoir un « nombre suffisamment important pour favoriser une discussion susceptible de générer une dynamique d'interaction, des significations partagées et des plages de divergence (Touré El Hadj, 2010, p.8) ». Pour certains, « le nombre de personnes par groupe oscille entre 4 et 12, 8 ou 10 étant la moyenne. Quant au nombre de groupes, aucune précision n'est donnée » (Baribeau Collette, 2009, p.135).

Le groupe de discussion offre plusieurs avantages, dont un qui nous paraît particulièrement intéressant dans le cadre de notre recherche est la possibilité de recréer un milieu social notamment par l'interaction contrôlée des participant-e-s (Paul Geoffrion, 2004). De plus, cette technique d'entrevue permet d'atteindre certaines personnes plus facilement. En ce sens, El Hadj Touré (2010, p.8) affirme que « les entretiens collectifs signifient littéralement qu'une attention est accordée à des groupes restreints, parfois sans paroles, dont les participants discutent ouvertement sur des problématiques sociétales bien souvent définies par le chercheur selon des modalités particulières ».

C'est dans cette veine, *accorder la parole à des sans parole*, que nous avons réalisé des groupes de discussion. Selon El Hadj Touré (2010, p.8), certains auteurs soutiennent que « le groupe de discussion offre finalement une tribune à des groupes marginalisés, déviants, dominés, leur permettant de prendre la parole pour s'exprimer librement. Il procède d'une entrevue centrée sur l'humain (Steward et al., 2007), participant ainsi à la conscientisation des populations sur leur propre situation (Simard, 1989) ». Nous y reviendrons dans la section où nous présenterons les profils de nos participant-e-s.

3.3- Échantillonnage et recrutement des participant-e-s

L'échantillonnage théorique constitue l'un des fondamentaux de la théorisation ancrée (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018). À ce propos Janine Barbot abonde dans le même sens en écrivant :

Ce sont les promoteurs de la *Grounded theory* qui, en rupture avec le modèle hypothético-déductif, vont formuler les principes de la démarche inductive [...] Pour les tenants de la démarche inductive, il est impossible de définir *a priori* le nombre et les caractéristiques des enquêtés à sélectionner pour l'entretien. Le principe à retenir est celui de l'échantillonnage théorique. Dans le choix des personnes à interviewer, l'enquêteur n'est pas en quête d'une représentativité au sens statistique, il cherche davantage à identifier et à explorer, au fur et à mesure de l'accumulation des données et du travail d'analyse, les situations contrastées qui vont lui permettre d'échafauder un cadre théorique (2010, p.187).

Cela étant, dans une dynamique académique limitée par le temps, nous avons fixé un nombre limité de douze entretiens à réaliser en ciblant trois catégories d'acteurs : les Petrochallenger¹² faisant désormais partie d'une nouvelle structure organisationnelle « Nou Pap Dòmi »; les membres de partis politiques de l'opposition, et enfin des militant-e-s des organisations progressistes et populaires. Nous avons pensé que douze entretiens étaient un nombre raisonnable pour nous aider à maintenir un équilibre entre les contraintes liées au temps et le principe d'échantillonnage théorique qui vise la saturation dans les données. Nous avons aussi pensé à colliger nos données primaires à des données secondaires, tirées des rapports institutionnels, des articles de presse et certaines supports multimédias utilisées dans les dynamiques de mobilisations. Finalement nous avons pu réaliser onze entretiens semi-dirigés. Cependant, nous avons réalisé trois focus groups que nous n'avons pas prévus avant d'entamer l'enquête de terrain. Ces groupes de discussion ont été réalisés

¹² Un pétrochallenger est à la base une personne qui a participé au challenge « kòt kòb pétrocaribe a? » sur les réseaux sociaux. Elle peut être un ou une militant-e qui planifie le mouvement dans d'autres espaces et utilise les réseaux sociaux pour booster la cause, ou juste quelqu'un qui fait du slacktivism. Nous avons décelé /au moins trois catégories de pétrochallengers. Parmi eux, ceux et celles qui ont lancé de nouvelles structures organisationnelles à partir de cette conjoncture comme « noupapdòmi » par exemple.

avec des habitants de certains quartiers qui participent aux peyilòk, mais qui ne sont pas membres d'une organisation.

3.3.1- Processus de recrutement pour les entretiens individuels

Nous avons réalisé un avis de recrutement pour les entretiens individuels que nous avons envoyé à certaines structures qui répondaient aux profils des participant-e-s que nous recherchions. J'ai¹³ été invité à participer à une rencontre sur la conjoncture qui regroupait différentes organisations et partis politiques de l'opposition. À la fin de la rencontre, l'animateur m'a invitée à parler de ma recherche et de mon avis de recrutement. J'ai fait l'annonce de recrutement et laissé mes contacts pour que les personnes intéressées puissent me contacter.

Les critères de participation à la recherche étaient : être une personne majeure (avoir au moins 18 ans); avoir participé dans les mobilisations populaires sur les deux dernières années/ sans forcément être membre d'une structure organisationnelle et/ou politique, être membre d'une structure organisationnelle et/ou politique qui est impliquée dans les dynamiques des mobilisations; avoir participé dans le pétrochallenge sur les réseaux et/ou être membre de Nou pap dòmi. J'ai aussi suggéré aux personnes présentes de faire circuler l'annonce de recrutement dans leurs organisations respectives et autoriser le partage de mes coordonnées aux personnes potentiellement intéressées. Sur le champ, certaines m'ont donné rendez-vous et d'autres m'ont contacté soit le jour même, soit quelques jours après, pour manifester leur intérêt à participer dans la recherche.

¹³ Le choix d'utiliser *je* au lieu de *nous* (qui est une reconnaissance de la contribution des participant-e-s à cette recherche) ici contrairement dans le reste du texte, est un choix délibéré. Pour moi, l'utilisation de la première personne du singulier à ce moment précis traduit ma responsabilité vis-à-vis de la confiance qui m'a été accordée par ceux-et-elles qui m'ont invité à prendre part à cette rencontre.

3.3.2- Processus de recrutement pour les focus groups

Comme mentionné ci-dessus, nous avons réalisé trois focus groups. Au fur et à mesure que nous progressions dans nos entretiens individuels, nous avons constaté qu'il y avait une catégorie d'acteurs clés dans les dynamiques de protestation qui généralement sont vus comme des « suiveurs » (le public à atteindre), qui exécutent les mots d'ordre des lanceurs de mobilisations, ou encore se laissant convaincre de rejoindre les mobilisations grâce à un travail de cadrage réalisé par les activistes. Dans cette conjoncture, ces gens se sont révélés comme de véritables acteur-e-s dans la mise en forme du peyilòk. Généralement, les militant-e-s que nous avons interviewés ont tendance à se référer à eux en termes de « peuple, de masses défavorisées, les gens qui vivent dans des quartiers populaires ». Par contre eux, s'identifient comme militant-e-s, « des militant-e-s du peuple souverain ».

Nous avons décidé de réaliser des groupes de discussion avec cette catégorie d'acteurs. Cela nous a paru l'option la mieux adaptée pour des raisons d'accessibilité. Le temps nous aurait fait défaut, si nous avions opté pour des entretiens individuels. La planification de chaque entretien aurait été un vrai défi. Étant des personnes défavorisées socioéconomiquement, cela aurait été incommode de leur demander de payer leur transport, de laisser leurs activités quotidiennes pour que nous puissions nous rencontrer pour un entretien. D'un autre côté, il n'est pas évident de se rendre régulièrement dans certains quartiers quand on n'a pas un fort point d'ancrage, surtout dans le contexte sociopolitique actuel du pays. Ces personnes habitent dans des quartiers qui sont considérés comme des zones à risque, des quartiers chauds. Par conséquent, planifier un groupe de discussion a été l'option la plus sécuritaire.

Les critères de recrutement pour les groupes de discussion ont été fixés à partir des informations émergées de nos premiers entretiens et de discussions informelles avec des militant-e-s. Notre stratégie a été d'identifier des « lieux de résistance » qui revenaient fréquemment dans nos entretiens en tant que quartiers populaires qui ont été d'une manière ou d'une autre fortement impliqués dans les dynamiques de protestations dans lesquelles le peyilòk s'est consolidé dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Nous avons pris en compte plusieurs paramètres pour établir nos critères : la configuration du quartier par rapport à des lieux stratégiques (des grandes voies de circulation) où des barricades ont été érigées et maintenues sur de longues périodes; des quartiers qui ont été ciblés par la répression, et bien entendu notre capacité en tant que chercheure à pénétrer dans ces quartiers en toute sécurité.

Par la suite nous avons ciblé six lieux, dans l'intention de parvenir à mener entre trois à quatre focus groups de quatre à huit participant-e-s. Les lieux que nous avons ciblés étaient: Carrefour Marassa, Delmas 2, le Champ de mars (qui n'est pas un quartier, mais qui est un espace stratégique compte tenu de sa proximité avec le Palais national), les quartiers de Bélair, Fort-national et Solino. Mise à part des critères pour définir les lieux où les focus groups allaient se tenir, nous avons aussi défini des critères relativement souples pour le recrutement des participant-e-s.

Pour participer aux focus groups, il fallait être majeur, habiter l'un des quartiers sélectionnés, ne pas être membre d'un parti politique ou d'une organisation, avoir participé activement dans les dynamiques de mobilisations en lien avec le peyilòk. Nous avons eu une personne contact dans chacun de ces quartiers qui a fait le suivi du recrutement à

l'intérieur du quartier. Nous avons proposé la technique « boule de neige » à cette personne comme moyen de diffusion de l'information.

Finalement, nous avons pu planifier quatre rendez-vous pour les groupes de discussion, mais à cause des contraintes liées au temps nous n'avons pu en faire que trois. Nous avons réalisé ces groupes de discussion dans le quartier Bélair avec six participant-e-s, dans le quartier de Solino avec six participant-e-s, et à Fort-national avec cinq participants. Les discussions ont duré environ une heure et quart. Nous avons mobilisé la même grille de questions que pour nos entretiens, avec beaucoup plus de souplesse. Contrairement à nos entretiens semi-dirigés, nos groupes de discussion étaient d'un format beaucoup plus libre. Nous avons mobilisé les thèmes de notre grille pour lancer et animer les discussions.

3. 4- Profil sociodémographique des participant-e-s

Selon les activités de terrain entreprises, entretiens individuels et groupes de discussion, nous avons pu établir deux grands portraits de nos participant-e-s. Compte tenu des enjeux éthiques et politiques¹⁴ liés à cette recherche, nous avons fait le choix de ne pas faire une présentation individualisée des profils sociodémographiques de nos participant-e-s. Certains sont des militant-e-s très en vue dans l'opposition politique, de ce fait, nous avons évité de faire la moindre présentation individuelle comme mesure de protection supplémentaire. Les deux grands profils que nous proposons nous aideront à saisir la situation socioéconomique de nos participant-e-s que sur un plan global.

¹⁴ Depuis quelques mois, le gouvernement (qui dirige maintenant par décret vu qu'il n'avait pas réussi à faire les élections qui auraient permis de renouveler le Parlement), devient de plus en plus agressif et ouvertement répressif. À un point tel, il est légitime de parler de tentative d'installation d'une nouvelle dictature en Haïti.

En ce qui concerne les groupes de discussion, nous sommes face à une catégorie sociale économiquement vulnérable et socialement marginalisée. Nos participant-e-s sont majoritairement de sexe masculin, sur les dix-sept participant-e-s dans les groupes de discussion nous avons eu seulement trois femmes. Ces participant-e-s ont des niveaux de vie très précaires. Par exemple, pour nos participant-e-s qui habitent le quartier de Bélair, aucun d'eux n'a d'emploi et c'est quasiment la même chose dans les deux autres quartiers. Pourtant, ils sont tous en âge de travailler. L'âge des participant-e-s des groupes de discussion se situe entre la mi-vingtaine et le début de la quarantaine, à l'exception de deux participants qui se rapprochent plus la cinquantaine. La majorité n'a jamais été salariée de leur vie. Environ trois d'entre eux ont été employés pour la dernière fois de leur vie depuis le début des années 90. C'était d'anciens employés de la Téléco¹⁵ qui ont perdu leur emploi lors du processus de privatisation de cette entreprise. Nous avons pu identifier une participante qui a eu une formation universitaire et qui a déjà travaillé sur sa profession qui, maintenant, est sans-emploi. Et un autre participant qui a un profil universitaire. Les profils des participant-e-s des groupes de discussion correspondent aux personnes qui évoluent dans l'économie informelle en Haïti et vivent au jour le jour.

En ce qui concerne les entretiens individuels, nous sommes sur des profils différents. Leur âge varie entre trente ans et le début de la cinquantaine. Sur onze participants, dix ont eu une formation universitaire, et le seul qui n'est pas allé à l'université a presque terminé ses

¹⁵ L'entreprise publique des télécommunications (Téléco) d'Haïti a été privatisée. L'État haïtien a vendu 60% des parts à la compagnie vietnamienne « Viettel Corporation ». L'ancienne Téléco est maintenant devenue l'entreprise de télécommunication Natcom. Cyprien L Gary. «Et la Téléco devient Natcom ». Publié le 2010-04-30. <https://lenouvelliste.com/article/79358/et-la-teleco-devient-natcom>

études secondaires. Ils sont presque tous des salariés. En revanche, pour les quatre qui n'ont pas d'emploi, trois d'entre eux habitent les quartiers populaires (y ont grandi) et l'autre a aussi grandi dans un quartier populaire et reste très attaché à cet environnement même s'il n'y vit plus. Les participants aux entretiens individuels sont tous des militants membres d'une structure organisationnelle impliquée dans les dynamiques de mobilisations. La plupart sont des personnalités publiques. Quatre des participants sont membres d'organisations politiques de l'opposition qui ont déjà participé dans un processus électoral; l'un d'eux était un ancien parlementaire; trois de nos participants sont des membres de syndicats (ouvrier, enseignement) ; et les quatre derniers sont membres d'autres types d'organisations progressistes et/ou populaires.

3.5- Considérations éthiques de la recherche

Cette recherche a été approuvée par le Comité éthique de la recherche (CER) de l'Université d'Ottawa. Conformément aux règles d'éthique de la recherche, j'ai pris le temps d'expliquer les objectifs de la recherche, le principe du consentement libre, le fait que le consentement pouvait être retiré à n'importe quel moment de la recherche et la possibilité de demander que nous arrêtions l'enregistrement s'il y a des informations sensibles qu'ils-elles voulaient partager sans être enregistrés. J'ai aussi mis l'accent sur l'anonymat et la confidentialité des données. Le consentement libre et éclairé des participant-e-s de cette étude a été obtenu avant que débute chaque entretien.

Pour les entretiens individuels, chaque participant a lu et signé un formulaire de consentement. Par contre, pour les groupes de discussion nous avons opté pour le consentement oral. Étant une population plus vulnérable, nous avons pensé qu'il était fort

probable que nous ayons des participant-e-s qui ne savent ni lire ni écrire¹⁶. Au cas où cette situation serait survenue, cela aurait pu générer une gêne vis-à-vis du reste du groupe. Une autre raison qui nous a amené à faire ce choix était d'ordre culturel. Dans les pratiques de recherche en sciences humaines et sociales en Haïti, il n'est pas courant de faire signer des formulaires de consentement aux participant-e-s. Le consentement se donne à l'oral, il y a tout un rapport à l'engagement écrit complètement différent du Canada.

Nous avons aussi fait des considérations éthiques et épistémologiques par rapport à l'intertextualité dans l'écriture. Le texte est produit en grande partie à la première personne du pluriel, parce que j'estime que même si ce travail n'est pas inscrit dans une dynamique méthodologique de recherche avec, les participant-e-s occupent une grande place dans la production de la connaissance qui émergera de cette étude. Parfois, j'utilise aussi la première personne du singulier(je) pour mettre l'accent sur des choix et responsabilités qui n'engagent que moi.

¹⁶ Par contre, *je* reconnais que c'était une prénotion de ma part. Je suis arrivé à la conclusion que même si ces personnes vivaient dans des situations précaires, ils sont pour la grande majorité scolarisés. Pour des raisons culturelles, je suis convaincu que cette démarche reste la meilleure, mais l'idée basée sur la faible scolarisation de ces personnes parce qu'ils vivent dans des quartiers précaires était un biais de la chercheuse (Notes de terrain).

Chapitre IV: L'émergence du phénomène peyilòk en Haïti

Le phénomène peyilòk, en plus d'être un nouveau phénomène de protestation dans le répertoire d'action protestataire en Haïti, s'est révélé être un phénomène extrêmement complexe à étudier. Cette complexité est non seulement liée à sa nouveauté qui donne lieu à un vide de production scientifique sur la question, mais aussi, au fait que le peyilòk a pris son ancrage dans la crise multidimensionnelle et complexe que traverse la société haïtienne depuis des décennies. La première étape de l'analyse, à laquelle nous nous adonnons dans ce chapitre consiste à étudier le contexte sociopolitique de son émergence. Nous tenterons d'étendre cette contextualisation sur une portée longitudinale.

Nous avons été amenés à poser plusieurs questions qui seront abordées dans ces trois derniers chapitres. Des questions qui veulent appréhender la spontanéité par laquelle ce phénomène a émergé ; la vitesse par laquelle il s'est consolidé et s'est imposé comme une nouvelle forme de protestation ; les différentes significations que les acteurs qui embrassent le peyilòk accordent à ce dernier ; et enfin, parvenir à une théorisation du phénomène peyilòk. Un ensemble de questions nous a amenés à cette question centrale qui constitue la pierre angulaire de cette recherche : *comment pouvons-nous appréhender l'émergence et la mise en sens du phénomène peyilòk dans les dynamiques de mobilisation contre l'État haïtien?*

La formulation de cette question amorce déjà un travail de mise en sens du phénomène et de théorisation qui va être mené tout au long des prochains chapitres à l'aide des catégories conceptualisantes. Compte tenu de la complexité du phénomène, pour parvenir à répondre à la question de recherche, nous allons d'abord procéder à un travail de contextualisation.

Nous avons choisi de démarrer notre analyse à partir des évènements 6, 7, 8 juillet 2018. Selon nous, ces évènements sont incontournables pour étudier le peyilòk et en constituent le point d'amorce.

4.1- Les évènements 6, 7, 8 juillet 2018, point d'éclatement d'une crise sociétale

Le 6 juillet 2018 marque un soulèvement populaire, sa relative spontanéité et son ampleur annoncent un changement dans les répertoires d'action protestataire en Haïti. Les trois jours de protestation les 6, 7 et 8 juillet 2018 qui ont été porteur de plusieurs évènements (blocages, pillages, violence politique) sont entrés dans les annales des mobilisations les plus percutantes qui eurent lieu en Haïti. Les évènements qui se sont produits durant ces trois jours peuvent être considérés comme une mobilisation populaire, car :

La mobilisation populaire se réfère aux types d'action collective, réalisée de façon violente ou pacifique par des ensembles importants de citoyens ou d'aspirants-citoyens, lesquels dans leur grande majorité, proviennent de secteurs défavorisés et/ou subalternes de la population, et visent à exprimer en commun leurs griefs, leur mécontentement et matérialiser leurs vœux. À ce compte, la mobilisation populaire, comme phénomène sociohistorique, implique une grande disponibilité de participation, une intense circulation ainsi qu'un vaste brassage de personnes et d'idées, le tout aboutissant à la construction d'un fort sentiment d'identité retrouvée et partagée (Michel Hector, 2006, p.22).

Les évènements 6, 7, 8 juillet 2018, loin d'être ponctuels et isolés, sont articulés autour des problèmes sociaux les plus complexes de la société haïtienne. Nous verrons comment ces problèmes sont historiquement ancrés dans les structures sociales de la société haïtienne. Bien avant, attardons-nous un peu à la description de ces trois jours de mobilisations populaires.

Le 6 juillet 2018, l'administration Jovenel/Lafontant a annoncé l'augmentation du prix du carburant, une augmentation respective des prix de l'essence de 38 %, du diesel de 47 %

et de kérosène de 51 %. Le jour même, un autre communiqué du gouvernement est publié pour aviser des ajustements sur le prix du transport public, augmenté en moyenne à 50 %¹⁷. La population a réagi spontanément¹⁸ en barricadant la zone métropolitaine de Port-au-Prince et d'autres centres urbains, créant de la sorte un dysfonctionnement global du pays. Cette situation a duré trois jours, menant à la mort de plusieurs citoyen-ne-s et aux pillages de certaines entreprises.

Selon les informations recueillies par le RNDDH et la *Commission épiscopale nationale Justice et Paix*, les 6 et 7 juillet 2018, au moins *vingt* (20) personnes ont perdu la vie. Un enfant a été blessé. De plus, *quatre-vingt-quatre* (84) entreprises commerciales et *cinq* (5) institutions étatiques ont été vandalisées et/ou incendiées (RNDDH, février 2019, p.4).

Les évènements de verrouillage (terme utilisé par le Réseau national de défense des droits humains, RNDH) des 6, 7 et 8 juillet 2018 ont ouvert la voie à une nouvelle stratégie de résistance, une nouvelle forme de protestation. Cette forme de protestation appelée **peyilòk** dans le discours social met à nu les contrastes et contradictions historiques qui opposent l'État à la nation haïtienne¹⁹ et reflètent une crise politique la société haïtienne est confrontée depuis des décennies. Depuis les dix dernières années, cette situation de crise s'est aggravée jusqu'à devenir ce que Michel Hector (2016, p. 78) appelle une grande crise:

[...] une crise au cours de laquelle tous les champs structurant la vie sociale se retrouvent plus ou moins affectés. On peut parler, en d'autres mots de crises systémiques généralisées ou multisectorielles, qui se caractérise à la fois par une significative et intense mobilisation populaire, une grande instabilité du régime politique sur un fond d'affaiblissement accentué de l'État et par une marquante aggravation des conditions d'existence de nombreuses

¹⁷ Baron, Amélie. « Violences en Haïti: la hausse des prix des carburants est suspendue ». Publié le 7 juillet 2018. <https://www.tvanouvelles.ca/2018/07/07/violences-en-haiti-la-hausse-des-prix-des-carburants-est-suspendue>

¹⁸ La réaction de la population a été immédiate, les protestations ont surgi le jour même. En moins de trente minutes, sans attendre de mot d'ordre de la part des organisations dites progressistes et/ou populaires, des syndicats, ou encore des leaders politiques, dans toutes les rues de la zone métropolitaine, que ce soit sur les grands axes ou à l'intérieur des petites rues, des barricades ont été érigées. Cela a été le contexte d'émergence du phénomène peyilòk en Haïti.

¹⁹ Cette proposition est développée par plusieurs théoriciens haïtiens, notamment Michel Rolph Trouillot dans *les racines historiques de l'État duvaliérien*; Jean Casimir dans presque tous ses travaux...

catégories de travailleurs, dans le cadre, soit d'une chute du volume de certaines productions clés, surtout d'un avilissement prolongé de la valeur monétaire d'importantes sources de la richesse nationale.

Les événements 6, 7, 8 juillet 2018 marquent la cristallisation de cette grande crise sociétale. Par ailleurs, quand nous avons demandé à nos participant-e-s de décrire en leurs propres mots ce qui se passe en Haïti, le terme qui est revenu presque à chaque fois est celui de crise. Les mobilisations populaires de 6, 7 et 8 juillet 2018 apparaissent presque à chaque fois comme le point d'explosion d'une crise. Ainsi Thomas, un ancien parlementaire, nous dit, « 6,7 et 8 juillet les gens se sont exprimés parce qu'ils n'en pouvaient plus ». Cette affirmation sous-entend un ras-le-bol généralisé par rapport à la dégradation continue en Haïti des conditions de vie en Haïti. Il y a une accélération de l'appauvrissement des Haïtien-ne-s depuis le séisme. C'est un fait que Pablo a souligné lors d'un entretien réalisé dans le cadre de cette recherche. Il a déclaré :

Depuis les 10 dernières années, depuis 2010, le pays se meurt à petit feu, quand on prend le séisme, les élections qui ont amené Michel Martelly au pouvoir. Depuis lors, les choses se sont empirées. Il se passe quelque chose et tout le monde le voit. Les conditions de vie des personnes qui vivent dans les quartiers populaires deviennent de plus en plus difficiles. Même ceux et celles qui travaillent, que ce soit dans le secteur privé ou le secteur public sont touchés par une détérioration des conditions de vie.

Cette périodisation dans l'analyse de cette crise est particulièrement intéressante pour deux raisons. La première est qu'elle soulève le séisme de 2010. En 2010, Haïti a connu le séisme le plus dévastateur dans son histoire (Haïti PDNA 2010²⁰), qui a eu de graves conséquences sur la situation socioéconomique de la population. Mis à part les pertes énormes en vie humaine, soit plus de 220 000 personnes ayant perdu la vie et plus de 300 000 blessés; les dommages matériels étaient extrêmement élevés. En effet, « la valeur

²⁰ Séisme en Haïti PDNA (Post-Disaster Needs Assessment): évaluation des dommages, pertes, besoins généraux et sectoriels (anglais). Washington, DC: Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/355571468251125062>

totale des dommages et des pertes causés par le tremblement de terre du 12 janvier 2010 est estimée à 7 863 millions de dollars ce qui équivaut à un peu plus de 120 % du produit intérieur brut du pays en 2009 » (Haïti PDNA 2010, p.3). La deuxième raison est que cette périodisation marque aussi le début du régime politique PHTK.

4.1.1- Bilans des mobilisations populaires précédentes à celles de 6,7 et 8 juillet 2018

Dans l'analyse d'une crise systémique, le régime politique est un facteur clé à considérer. Par ailleurs, Michel Hector écrit que « trois éléments s'imbriquent pour caractériser une grande crise : mobilisations populaires, accentuation de détérioration des conditions de vie, affaiblissement du régime politique » (2006, p.85). Selon lui, il existe une conjonction de ces trois facteurs dans une dynamique relationnelle. Ces trois facteurs sont ressortis dans notre enquête de terrain comme des significations que les acteurs attribuent aux mobilisations de 6,7 et 8 juillet 2018 et au peyilòk²¹ en général. L'augmentation des prix du carburant en Haïti s'accompagne généralement d'une inflation du coût des produits de première nécessité, et ainsi impacte les conditions de vie déjà précaires. Les gens en sont pleinement conscients du fait de leurs expériences. Ainsi, a affirmé Douyon, militant syndicaliste du mouvement ouvrier au cours de notre entretien:

Depuis le budget criminel jusqu'à l'augmentation des prix du carburant, tout le monde sait que le carburant est un produit transversal. Son augmentation aura des impacts sur les prix des produits de première nécessité, le prix du transport, le prix de la scolarité, des vêtements, de l'énergie et d'autres biens. [...] quand le prix du gaz augmente, ce sont les paysans qui en paient les frais, les démunis des quartiers populaires qui n'obtiennent plus de l'électricité.

²¹ Le peyilòk a encore bien d'autres significations pour les acteurs, nous y reviendrons en détails au sixième chapitre.

Les propos de Douyon soulignent non seulement les enjeux socioéconomiques autour du carburant en Haïti, mais aussi des enjeux politiques autour de l'incapacité et la non-volonté du régime politique PHTK à répondre aux demandes sociales, notamment quand il a commencé par dire « depuis le budget criminel »²². L'une des premières vagues de mobilisation qu'il y a eu à l'encontre du gouvernement Jovenel Moïse était due à la contestation du budget national 2017-2018. Plusieurs partis politiques de l'opposition (Pitit Desalin, Fanmi Lavalas...) ont été au premier plan de cette contestation. Le sénateur Antonio Cheramy a mené une résistance contre ce projet de loi au sein même du parlement²³. Il va de soi que la gestion que le gouvernement a faite des revendications liées aux mobilisations contre le budget a créé un précédent qui a déterminé la radicalité que les mobilisations de 6,7 et 8 juillet 2018 ont atteint. Noyer, l'un des participants a en effet soulevé ce point dans un entretien :

Par exemple, la question de budget allait être un tournant important. Il a généré une vague de contestations où les gens ont dit non, on ne veut pas ce budget, parce qu'il ne répond pas à nos conditions de vie, et, il est injuste parce que le gouvernement avait de l'argent, il l'a gaspillé. Maintenant, il nous demande de serrer nos ceintures. Quand le président, le régime de manière générale, va insister pour voter le budget comme tel, les gens vont avoir le sentiment qu'ils n'ont pas été entendus. C'est ce sentiment qui selon moi, a accouché la colère 6 et 7 juillet.

Bien que ces mobilisations aient été lancées par les forces de l'opposition politique, plusieurs organisations des droits humains ont également contesté ce projet de loi de finance 2017-2018. En revanche, face aux mobilisations contre le budget 2017-2018, le gouvernement avait répondu par la répression. D'ailleurs, le Ministre de la Justice et de la

²² Le 19 septembre 2017, dans un numéro spécial (27) du journal officiel le moniteur, le gouvernement a publié le budget « loi de finances, exercice 2017-2018) tel que voté par le Parlement, malgré les vagues de contestations populaires qu'avait suscité ce projet de loi. Par ailleurs, après les vagues de mobilisations qui contestaient la fraude électorale par laquelle ce président fut élu, les protestations contre le budget national 2017-2018 est la première grande vague de protestation nationale à laquelle ce pouvoir était confronté.

²³ Il a déchiré le projet de loi lors de la première session où il devrait être soumis au vote.

Sécurité publique de l'époque M. Heidi Fortuné a tenu des propos menaçant à l'égard des manifestants tout en prétextant vouloir protéger les citoyen-ne-s haïtiens, leurs biens et le patrimoine de l'État dans un communiqué. Il a déclaré que :

Des instructions formelles ont été passées au Commissaire du Gouvernement près le Tribunal de Première Instance de Port-au-Prince et au Directeur général de la PNH, chacun en ce qui le concerne, de prendre toutes mesures appropriées; avec la mention suivante: arrêter et faire juger les coupables sans considération d'appartenance politique ²⁴.

À la manière dont le gouvernement avait géré cette première grande vague de mobilisations, la population a tiré la conclusion qu'avec ce gouvernement, il faut aller vers un retranchement radical pour obtenir des réponses.

D'autre part, les questionnements sur la dilapidation des fonds pétrocaribe commençaient déjà à s'agiter dans la sphère publique. Même si le mouvement pétrocaribe n'était pas encore considéré comme tel. Dans l'imaginaire collectif, il était clair que ce régime politique était impliqué dans une vaste opération de corruption par rapport à l'utilisation de ce fonds. Basile a souligné cet élément lors de notre entretien.

N'oublions pas l'accord du pétrocaribe. Les gens s'étaient rendu compte de cette dilapidation, d'un pillage de ce fonds. Le fonds d'une coopération qui n'a rien apporté à la population, qui a été volatilisé. Ils ont commencé à exiger des explications et n'ont eu aucune réponse. Toute cette situation a généré une tension qui allait éclater avec l'annonce de l'augmentation des prix du carburant, ce qui a occasionné les événements 6,7,8 juillet.

Avant ces trois jours de mobilisations populaires, il y avait déjà eu deux enquêtes sénatoriales qui pointaient le régime politique en place dans la dilapidation des fonds pétrocaribe. Sans compter, il y avait d'autres revendications sociales que le gouvernement

²⁴ Numa, Marie Laurette. 2017. « Manifestation contre la loi de finances 2017-2018 ! ». Publié 13 septembre 2017. <https://haitiliberte.com/manifestation-contre-la-loi-de-finances-2017-2018/>

avait ignorées, sur les questions du salaire minimum, d'assurance sociale, d'assurance maladie. Ainsi Thomas a souligné lors de notre entretien, «il n'avait pas ajusté le salaire des ouvriers, il y a eu des problèmes avec ONA, OFATMA, les gens ne pouvaient pas avoir accès à des services de santé avec leur assurance ».

Toujours au cours de l'année 2017, le gouvernement avait déjà augmenté les prix du carburant. Suite à des mobilisations, « manifestations et grèves », des syndicats de transport et le gouvernement se sont mis d'accord après plus d'une semaine de négociations sur une augmentation du prix du kérosène de 17% celui de l'essence de 18,5% et celui du diesel de 20%²⁵. Par la suite, il y a eu les mobilisations contre le budget. Depuis l'ascension de Jovenel Moïse au pouvoir et même avant, puisqu'il y avait accédé sur un fond de contestation, les conflits politiques (contentious politics) n'avaient fait qu'augmenter.

Toutes ces contestations nous amènent à considérer les événements 6,7,8 juillet comme le point d'éclatement d'une grande crise, dont la temporalité remonte bien avant juillet 2018 et s'étend jusqu'à ce jour. En effet, selon Michel Hector (2016, p.80), « les crises systémiques généralisées se déploient toutes sur un laps de temps relativement plus étendu ». À propos de la temporalité de ces genres de crise, il a écrit :

Cette temporalité particulière des grandes crises nous renvoie directement à une phase d'extrême affaiblissement du régime politique dans un cadre de contestation incessante et universalisée. Dans ces conditions, l'incapacité du système à répondre aux nombreuses et pressantes demandes sociales, ouvertes et latentes, de larges secteurs de la population s'accroît considérablement (Michel Hector, 2016, p.80).

²⁵ « Haïti: hausse de 18% du prix de l'essence ». Par le Figaro, publié le 15 mai 2017. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/05/15/97002-20170515FILWWW00015-haiti-hausse-de-18-du-prix-de-l-essence.php>

Il faut dire que durant le début du mandat de Jovenel Moïse, il y a eu pas mal de mobilisations, par rapport aux prix du carburant, au salaire minimum, au budget 2017-2018, et à l'inflation... Toutes ces mobilisations avaient comme fond la cherté de la vie, la détérioration des conditions de vie. En fait, « la question de la vie chère rejaillit dans toutes les grandes crises du pays sans aucune exception. Celles-ci représentent des moments aigus de rareté, dépréciation de la monnaie et de hausse des prix des articles de première nécessité » (Michel Hector, 2006, p. 83). Comme l'a souligné Noyer lors de notre entretien, « 6,7, juillet posent des questions socioéconomiques, car la population sait que la hausse du carburant va avoir un impact sur leur vie ». Or, la subvention du carburant est l'un des rares bénéfices dont la population peut encore jouir de l'État haïtien. C'est un point que Thomas a expliqué au cours de notre entretien en ces termes :

De nos jours, c'est la seule chose que le peuple bénéficie de l'État. C'est pour cette raison qu'à chaque fois qu'on essaie de le lui enlever, « tout plim sou do l kanpe²⁶ ». Le peuple sait qu'il ne peut obtenir rien d'autre de l'État. C'est pour ça qu'il y a eu cet éclatement 6,7,8 juillet. L'annonce de l'augmentation du gaz par Jovenel est comme la goutte de trop, après toutes les mesures qu'il avait déjà adoptées.

Donc, Il y avait d'une part, un passif avec le régime qui n'avait jamais répondu aux revendications portées lors des mobilisations précédentes, puis il y avait déjà des soupçons de corruption vis-à-vis du régime par rapport au fonds pétrocaribe qui étaient comme une étincelle en attente d'être attisé.

D'autre part, le gouvernement prenait aussi des mesures qui contribuaient grandement à la paupérisation de la population. La population devait résister face à ces mesures. Elle savait que ses formes d'actions protestataires habituelles sont inefficaces face à ce gouvernement. En ce sens, Noyer nous a dit : « la population savait que le président ne

²⁶ « tout plim sou do l kanpe » projette l'image des poils hérissés d'un animal qui se sent menacé.

l'écouterait pas, c'est pour cette raison qu'elle a pris une position radicale, le blocage de tout le pays, afin que Jovenel retourne sur sa décision, et c'est ce qui l'a fait revenir sur sa décision ».

En raison du blocage opéré par la population haïtienne 6,7 et 8 juillet 2018, l'administration Moïse/Lafontant a effectivement rétracté sur sa décision. En effet, le Premier ministre d'alors, Jack Guy Lafontant, a annoncé le samedi 7 juillet 2018 sur son compte twitter, « la suspension de la mesure d'ajustement des prix des produits pétroliers jusqu'à nouvel ordre ». Cette mesure d'ajustement à laquelle il se réfère nous permet de situer le peyilòk dans un contexte global, celui du néolibéralisme grandissant²⁷. En effet, cette décision répondait à l'exigence d'un accord signé entre l'État haïtien et le Fonds monétaire international (FMI). Cet accord s'inscrit au prisme des politiques néolibérales qu'appliquent l'État haïtien en connivence avec plusieurs institutions internationales (FMI, BM) et d'autres États impérialistes.

4.2- L'État haïtien aux prises avec les politiques néolibérales et des revendications populaires

Le 25 février 2018, sous la présidence de Jovenel Moïse, l'État haïtien a signé un accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Cet accord qui s'inscrit dans le cadre du Staff Monitored Program (SMP), consisterait principalement à réduire « *le déficit public* » en

²⁷ Le fait est, l'année 2018 est marquée par plusieurs vagues de mobilisation en lien aux mesures d'austérité des politiques néolibérales dans différents pays. Par exemple, en France, il y a eu les mobilisations des Gilets jaunes, au Canada les Franco-ontariens avec les coupures du gouvernement Ford. Étudier le peyilòk comme une question émergente singulière peut aussi nous amener à jeter un regard plus général sur ces mobilisations qui se sont produites d'autres parts en réaction aux mesures d'austérités d'autres États.

privatisant la compagnie d'Électricité d'Haïti (Ed'H) et surtout en cessant la subvention aux produits pétroliers²⁸.

Force est de constater que cet accord est d'un alignement parfait aux Plans d'Ajustement Structurel (PAS) que les puissances impérialistes imposent à Haïti depuis les années 80-90, lesquels étaient censées déboucher sur une stabilité macroéconomique, une forte croissance économique...entre autres. Dès le départ, le plan néolibéral qui s'est matérialisé dans l'application des politiques de libéralisation des exportations sur des produits comme le (café, sisal, cacao) et des importations sur des produits comme (riz, poids, maïs, farine, lait, huile...) en 1987, ont été désavantagé pour Haïti. En baissant les tarifs douaniers, ainsi qu'en opérant la levée des mesures de contingentement sur un ensemble de produits agricoles et industriels, sous prétexte que Haïti ne bénéficiait pas d'avantages comparatifs par rapport à ces produits, l'économie haïtienne est restée sans protection (Yves Barthélemy, 2008). Ce processus de libéralisation s'est s'accroché depuis 1987. Même l'ancien président Jean Bertrand Aristide qui au départ était réticent au plan néolibéral a maintenu intact le tarif douanier qui s'était fixé en février 1987 (Yves Barthélemy, 2008).

Aussi convient-il de se rappeler que l'accord du Staff Monitored Program (SMP) s'inscrit dans la même logique d'imposition des politiques néolibérales qui se fait depuis plusieurs décennies sous différent couvert : division internationale du travail, plan américain, plan d'ajustement structurel... Toutes ces politiques ont joué un grand rôle dans l'accentuation d'un grand nombre de problèmes sociaux, « problèmes de malnutrition, problèmes

²⁸ Flecher, Jose. « Signature du SMP entre Haïti et le FMI pour la satisfaction de certains bailleurs ». Publié le 28 février 2018. <https://lenouvelliste.com/article/183864/signature-du-smp-entre-haiti-et-le-fmi-pour-la-satisfaction-de-certains-bailleurs>

d'éducation, problèmes de santé, ce sont les résultats de la politique néolibérale qui a amené l'État à se désengager progressivement de toutes les activités économiques et sociales au profit du secteur privé » (Yves Barthélemy, 2008, p.72). Il est clair que les acteur-e-s qui luttent sur le terrain sont bien conscient-e-s de ces enjeux, cela se cristallise clairement dans les propos de nos participant-e-s. Ainsi a déclaré Noyer:

Je pense que le pouvoir en dépit du fait qu'il n'est pas à l'écoute comprenait clairement dans quel contexte il fonctionnait. Il comprend qu'il y a une légitimité qu'il n'a pas, il comprend qu'il n'est pas populaire. Et s'il avait à choisir de façon délibérée, ce n'est pas cette décision qu'il aurait prise. Je pense qu'il y avait une pression de la part des institutions financières internationales. D'ailleurs, il y a des travaux qui ont été réalisés, dont j'étais au courant, sur comment ajuster les prix du carburant par rapport aux exigences extérieures. Je pense qu'il y avait des institutions financières internationales comme le FMI et la Banque mondiale qui croyaient qu'il fallait une augmentation des prix du carburant pour que l'État puisse réduire ses déficits, que l'État devrait augmenter ses entrées, et que l'augmentation de ces recettes passe par la pressurisation des consommateurs.

Il est à constater que les politiques néolibérales que l'État haïtien applique depuis les années 90 n'ont pas apporté les résultats escomptés auxquels prétendaient les institutions internationales. Au contraire, « la paupérisation en Haïti s'intensifie au fur et à mesure de la soumission au diktat des institutions financières internationales » (Sophie Perchellet, 2010b, p.74). Comme l'a souligné Noyer, il est clair que les politiques néolibérales sont d'une part perçue par les acteur-e-s comme une imposition de l'impérialisme international et d'autre part comme des politiques qui sont appliquées au détriment de certaines catégories sociales.

En dehors de ses effets économiques, l'application de la politique néolibérale a eu aussi des effets sociaux. Elle a abouti à une augmentation du taux de chômage, d'un manque d'accès de la population à certains services de base dans l'économie haïtienne. Elle a contribué à l'aggravation des conditions de vie des couches les plus pauvres de la population et a sérieusement affecté les couches moyennes, mais a permis aux couches dominantes de la société, notamment les grands commerçants, de s'enrichir davantage (Yves Barthélemy, 2008.p 68).

Comme nous l'avons déjà mentionné, ces politiques précèdent ce régime politique. À la suite du coup d'État contre Jean Bertrand Aristide²⁹ orchestré par les forces armées d'Haïti en 1991, l'imposition et l'application des politiques néolibérales en Haïti se sont explosées. En effet, l'Organisation des États américains (OEA) décréta un embargo sur Haïti le 8 octobre 1991 afin de sanctionner le coup d'État. De 1991 à 1994, d'autres embargos sont survenus avec la communauté européenne et l'Organisation des Nations Unies (ONU).

L'ensemble de ces sanctions économiques, notamment sur les produits pétroliers et l'armement, n'étaient pas sans conséquence sur l'économie du pays. Selon Jean Yves Despinas (2008), l'agriculture a connu une diminution de 32% de sa valeur ajoutée (cité par Sophie Perchellet, 2010a). Au terme d'un arrangement sur l'application des PAS, les États-Unis d'Amérique organisèrent le retour de Jean Bertrand Aristide sous couvert d'une opération de restauration de la démocratie, « restore democracy », (Sophie Perchellet, 2010a). Les successeurs de Jean Bertrand Aristide incluant l'actuel président Jovenel Moïse n'ont jamais tenté de se démarquer de cette démocratie libérale ni des politiques néolibérales qui en sont corollaires.

En suivant cette même ligne directrice, pour répondre aux exigences de l'accord Staff Monitored Program (SMP), le gouvernement haïtien a pris la décision d'annoncer l'augmentation du carburant et le prix du transport public le 6 juillet 2018. En augmentant

²⁹ Jean Bertrand Aristide est un ancien prêtre catholique critique envers la dictature duvaliériste qui fut amené à la présidence d'Haïti en 1990 par les forces populaires selon les règles qui régulent la démocratie tant désirée par le peuple haïtien après 29 ans de dictature. Il a remporté les élections avec 67,48% des voix face au candidat Marc Bazin, un ancien haut fonctionnaire de la banque mondiale, ancien ministre des Finances sous Duvalier (Sophie Perchellet, 2010a). Il faut dire que son élection est très significative pour la population haïtienne. Il symbolise la rupture avec l'ancien régime, l'espoir d'un renouveau démocratique et une alternative émergée d'un pôle de la gauche haïtienne.

le prix du carburant, l'État haïtien s'est engagé à appliquer une politique d'austérité en réduisant la subvention du pétrole. Ainsi, nous a dit Bovin lors d'un entretien,

C'est sur la base de déficit que le FMI leur a demandé d'augmenter le prix du carburant. Pour satisfaire l'international, ils l'ont augmenté. Comme la population savait qu'il ne pouvait pas tenir, elle savait l'impact que ça allait avoir sur les coûts des produits par le fait que le gaz est un produit transversal. Elle savait que le poids allait être trop lourd à porter, les masses populaires vivaient déjà en dessous de 2\$ américain par jour, alors l'augmentation des prix du carburant allait rendre les choses plus difficiles pour eux.

D'une certaine manière, les mobilisations de 6,7 et 8 juillet 2018 peuvent être comprises comme une résistance au néolibéralisme. Les motivations sous-jacentes à la décision du gouvernement nous permettent de situer ce moment de crise qui a servi de déclencheur au phénomène *peylòk*, dans un contexte national et international. Comme l'a souligné Bovin,

6,7,8 juillet 2018, est la première fois que le *lòk* (*diminutif de peylòk*) s'est produit dans le pays. Il y a une condition qui l'a créé, une situation qui a atteint son apogée. C'est comme j'expliquais, c'est une population qui était au bout de sa résilience, qui n'avait plus d'autre marge d'action. Il y a eu plusieurs organisations qui réfléchissaient sur comment lancer une grève, une lutte anticorruption, poser des actes de résistances... Et d'un coup, ils ont eu l'impression que l'État a pris la décision de satisfaire le FMI, puisque le FMI leur a dit pour continuer à avoir son soutien, il devait augmenter le prix du gaz, pas seulement le gaz, il devait libéraliser le marché du pétrole. Or nous savons que le carburant en Haïti est un produit stratégique dans la manière dont les gens vivent. En Haïti la majorité de la population qui dépend du carburant est dans l'incapacité de se nourrir.

Comme le soulignent Sidney Tarrow et Charles Tilly (2012, p.50), « il paraît important de porter le regard au-delà de l'État-nation vers des processus tels que le déplacement de certains conflits d'un niveau local ou national à celui des institutions internationales ». Cette assertion est d'autant plus percutante à l'ère du capitalisme impérialiste dominant sur l'échiquier international. En fait, les mesures d'ajustement imposées par le FMI à travers le Staff monitoring Program (SMP) s'inscrivent dans les politiques néolibérales qui prônent l'idéologie du capitalisme-impérialiste où l'économie est le primat de tout : la santé, la culture, l'éducation... (Guilbert Thierry, Frédéric Lebaron et Ricardo Peñafiel, 2019).

Les années 2018-2019 ont été marquées par plusieurs vagues de mobilisations en protestation à des mesures d'austérité prises par les gouvernements de plusieurs pays. Il y a une nette impression que les citoyen-ne-s de ces pays sont de plus en plus conscient-e-s de ces politiques. Tout au moins, dans le cas d'Haïti, nos données nous ont permis de souligner qu'il y a une prise de conscience engagée qui s'est faite sur les rapports de pouvoir qui existent entre certaines institutions internationales, certains pays impérialistes et la gouvernance locale³⁰. L'un des éléments forts qui est ressorti de cette analyse est que la population haïtienne est de plus en plus consciente de la domination impérialiste qu'elle subit, de la domination et de l'exploitation de la bourgeoisie haïtienne, et surtout, de la corruption qui gangrène les administrations publiques.

4.3- Les mobilisation populaire de 6,7 et 8 juillet 2018 : entre spontanéité et travail de conscientisation

Les évènements 6, 7 et 8 traduisent un malaise social d'ordre structurel. Comme abordé précédemment, ces mobilisations sont l'éclatement social d'une situation de crise politique qui ne faisait qu'empirer depuis plusieurs années et qui allait devenir une grande crise avec l'enchaînement de toutes les mobilisations qui s'ensuivirent et la nature des revendications. Pour expliquer les mécanismes conjoncturels qui ont amené cet éclatement à ce moment précis, nous partirons d'un triple postulat qui peut sembler tout à fait contradictoire. Premièrement, ces évènements ont pris un caractère spontané à un point tel que même les militant-e-s ont été surpris. Deuxièmement, ils résultent d'un travail de conscientisation sur la conjoncture qui avait été fait préalablement (par ces mêmes militant-e-s).

³⁰ Par gouvernance locale, nous entendons le gouvernement haïtien et le secteur privé(bourgeois).

Troisièmement, ce travail de conscientisation a stimulé la conscience politique des classes défavorisées vers une prédisposition à la révolte.

4.3.1- Spontanéité créative et conscience politique populaire

Que ce soit dans les presses locales et internationales, selon ce qui est ressorti dans notre enquête, les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 sont perçues comme étant spontanées. Nous voyons cette spontanéité par un effet de surprise que les mobilisations ont suscité par rapport à la mise en forme des différentes actions de protestation qui eurent cours durant ces trois jours. Généralement, l'augmentation des prix du carburant en Haïti suscite des mobilisations. Cependant, la manière dont les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 se sont dessinées, personne ne s'y attendait. Même les militant-e-s qui menaient un travail de conscientisation constante sur la conjoncture ont été surpris par l'ampleur, la soudaineté, les performances de cette protestation.

Dans le groupe de discussion réalisé dans le quartier de Solino, l'un des participants-e-s (Dany), a révélé, « 6,7,8 juillet est une forme de résistance à laquelle l'État ne s'attendait pas ». En même temps, il a poursuivi en disant « On les avait avertis. On leur a dit que s'ils augmentaient le prix du carburant voilà ce qui arriverait. Notre arme la plus puissante que nous avons en tant que militants est notre barricade. Dès que l'État prend une mauvaise décision, nous avons recours à nos barricades ». En fait, la spontanéité attribuée à ces mobilisations n'est pas liée au fait qu'il y a eu lieu des mobilisations face à la décision du gouvernement. Tout le monde pouvait se douter qu'il y aurait une forme de résistance à ces nouvelles dispositions. D'ailleurs, Basile a abondé dans le même sens que Dany :

Les évènements 6,7,8 juillet 2018, c'est quelque chose que tout le monde a vu venir, on en avait parlé dans les radios, sur les réseaux sociaux. Comment dire (*pause réflexive*) c'est un mécontentement, une grogne, un cri par lequel les gens ont exprimé leur désespoir. Ils ont

trouvé un déclencheur dans l'augmentation du carburant. Ils avaient averti le pouvoir de ce qui se passerait s'il augmentait le gaz.

Historiquement, il existe une forme de socialisation politique des classes défavorisées haïtiennes qui peut facilement générer des formes de mobilisations plus ou moins violentes quand elle se joint à la colère et à l'indignation collective. Cette socialisation politique est tellement ancrée dans la mémoire collective que l'on a tendance à l'attribuer à l'identité haïtienne³¹. À ce sujet, nous pouvons nous référer à l'extrait suivant du discours de Dorval qui en parle comme un phénomène naturel au cours de notre entretien.

C'est un travail qui se fait naturellement en la personne. Normalement la personne se dit ah oui, c'est comme ça! En tant que personne révoltée, parce que chaque Haïtien est révolutionnaire du moment que ses intérêts sont menacés, il se soulève. Tous les Haïtiens sont capables de se révolter, d'agir violemment pour contester leurs conditions de vie, le fait que l'État dirige en faveur d'un groupe qui possède déjà toutes les richesses alors qu'il ignore celui qui ne possède rien.

Cette socialisation politique a accouché d'une sorte de conscience politique, qui est « comme une conscience de soi en relation avec les affaires locales et nationales et prête à agir dans l'arène politique » (Gutkind cité par Copans Jean, 1975, p.48). Cette conscience, loin d'être un élément naturel, s'est construite par un travail d'éducation populaire, dans les formes de résistances quotidiennes et dans les luttes historiques. En ce sens, nous pouvons dire que c'est une conscience politique populaire qui se forge à la fois dans la militance de certains acteur-e-s et dans la résistance des classes défavorisées. Bien souvent cette conscience politique populaire est perçue comme une simple question sociale par les acteur-e-s. Ainsi, nous a expliqué Dorval :

Le peuple était déjà mobilisé à cause de la question du carburant, nous étions déjà dans la misère, dans le chômage, dans la pauvreté, sans logement, nous vivons mal. Puis ils ont voulu augmenter les prix du carburant. Le peuple s'est emporté d'un coup, ce n'était pas une question politique. Je peux dire que c'était une question sociale, parce que tout le monde

³¹ Cela peut aussi bien être un cliché socioculturel, le fait est que la perception qu'elle renvoie aux masses défavorisées peut générer des étincelles dans un environnement socio-politique propice à la protestation.

était conscient. Même si la personne n'était pas dans la politique, dans une organisation, elle n'était impliquée nulle part. Parce qu'il n'avait aucun secteur dans l'opposition qui aurait pu mobiliser ainsi les gens sur la question. Ce sont tous les dix départements qui se sont soulevés contre Jovenel, ils étaient convaincus que Jovenel était un criminel.

La « spontanéité » des mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 se traduit d'une part par la vitesse de réaction³² de la population après la sortie du communiqué annonçant l'augmentation du carburant, d'autre part par la forme que s'est revêtu l'action protestataire. Ces propos de Noyer au cours de notre entretien est bien éclairant à ce sujet :

Moi je ne dis pas que c'était planifié, mais je pense qu'il y avait un état d'esprit, que les gens étaient déjà en contestation. Par contre, la forme que la contestation a prise, selon moi elle est spontanée. Personne ne s'y attendait, ni le pouvoir, ni même le peuple ne savait. C'est tellement allé vite que je ne crois pas qu'ils avaient planifié de bloquer le pays. Ou bien, s'ils avaient prévu de bloquer le pays, je pense que certains acteurs avaient seulement pensé à mettre des barricades dans les grandes artères. Mais il n'y a personne qui a pensé, par exemple, dans la zone où j'habite à quelque 100 mètres de mon travail, je n'allais pas pouvoir m'y rendre, que j'allais devoir traverser près de 5 barricades pour me rendre au bureau. Il y a certaines routes qui sont des allées piétonnes, ils ont carrément mis des barricades dans ces routes. Ça, je ne pense pas que quelqu'un l'a prévu, c'était spontané. Mais, je pense qu'il y avait un esprit de contestation dans le pays, un refus du régime, que les gens ont vécu comme n'étant pas à l'écoute de leurs revendications.

Comme l'a souligné Noyer, la spontanéité du mouvement doit être comprise dans les performances visibles de la protestation. En effet, « l'action protestataire est toujours le résultat de processus sociaux fluctuants » (Olivier Fillieule, 1997, p.22), par conséquent ne saurait être purement spontané. Par ailleurs, écrit Antonio Gramsci (1971 p.196), « il faut souligner que la spontanéité "pure" n'existe pas dans l'histoire [...]. Dans le mouvement "le plus spontané", il est tout simplement vrai que les éléments du "leadership conscient" ne peuvent être vérifiés, n'ont laissé aucun document fiable ».

³² Ces mobilisations populaires ont été désignées par les participant-e-s comme étant des émeutes (parce qu'elles traduisent la colère et le mécontentement de la population), une insurrection populaire (parce qu'elles révèlent d'autres problèmes d'ordre structurel qui vont au-delà de l'augmentation du prix du carburant), un soulèvement populaire (de par sa généralisation nationale) ...

Ces mobilisations (et celles qui se poursuivent jusqu'à date) s'inscrivent dans une conjoncture de crise qui remonte à une dizaine d'années. Presque tous les participant-e-s à cette recherche sont parvenus lors de nos échanges à faire des connexions entre les mobilisations de 6, 7 et 8 juillet 2018 et l'accentuation des inégalités sociales, injustices sociales qui existent en Haïti. Dans cette veine a dit Basile, au cours de notre entretien « ce qui s'est passé n'est pas une simple question d'augmentation des prix du carburant, c'est une remise en question de la structure sociale qui est faite ». Puis, il a avancé un exemple qui illustre bien son point de vue et ceux d'autres participant-e-s : « il n'est pas acceptable qu'une personne travaille tous les jours, vote aux élections, pour que ses conditions de vie se détériorent de jour en jour ».

Le fait d'affirmer que les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 sont spontanées et surprenantes doit être compris, non dans le sens d'absence totale de cadrage organisationnel, mais de préférence au sens d'action directe. Les mots d'ordre de l'action protestataire ne sont pas venus des organisations populaires ni des partis politiques de l'opposition. Ces mobilisations ont émergé de l'action spontanée et créative des classes populaires. À la lumière de Rosa Luxemburg, nous dirions que ces mobilisations ont une certaine autonomie par rapport aux acteur-e-s qui effectuent généralement un travail de direction dans les luttes. Les tactiques propres à ces protestations ont émergé directement de l'action spontanée et de la créativité des masses³³.

³³ Il est à noter que quand Rosa Luxemburg se réfère à l'action spontanée et la créativité des masses, « cela n'implique nullement que la direction doit rester passive en attendant la progression révolutionnaire, ni se contenter de déclencher des actions comme la grève générale, mais bien plutôt qu'elle doit s'emparer de la direction politique en stimulant l'engagement des travailleurs par des discours galvanisants. Rosa Luxemburg insiste bien sur l'action spontanée des masses et la marche en avant stimulée par le parti socialiste, plutôt que sur le travail d'organisation et les ordres de la direction » (Ottokar Luban, 2016, P.19-20).

4.3.2- Travail de conscientisation des acteur-e-s en préparation à l'environnement sociopolitique de mobilisations 6,7 et 8 juillet 2018

Il est vrai que nous avons vu que le contexte sociopolitique était propice à l'émergence des mobilisations, mais la décision du gouvernement d'augmenter les prix du carburant peut être saisie comme une opportunité politique qui a ouvert la voie aux mobilisations. Il existe un élément primordial à capter dans l'explication des mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018. Souvent invisibilisé dans les médias, il y a un travail de conscientisation continue en anticipation à l'augmentation potentielle des prix du carburant qui avait été réalisé. En effet, Gayard, un acteur très actif dans plusieurs espaces de militance, a souligné lors de notre entretien:

Nous avons déjà commencé un travail de conscientisation, dans la manière que les événements 6,7,8 juillet se sont produits, certaines personnes disent que c'était un mouvement spontané. Il est vrai qu'il y a une part de spontanéité dans la manière que les mobilisations se sont produites subitement après l'annonce de l'augmentation du prix du gaz. Par contre, c'est le résultat d'un ensemble de travail de conscientisation qui se faisait sur le terrain, sur les réseaux sociaux. Nous avons beaucoup mobilisé les réseaux pour faire circuler des messages contre cette décision que les autorités prévoyaient annoncer. Du coup, l'espace des réseaux sociaux a joué un rôle prépondérant dans ce qui allait se passer. Parallèlement, d'autres mouvements commençaient à se développer sur la question de la corruption.

En effet, « la construction sociale de la protestation, à la fois au niveau des identités, de la communication persuasive mise en œuvre par les mouvements et de l'individu dans l'action » (Olivier Fillieule, dir, 1993, p.46) joue un rôle capital dans la mise en forme des mobilisations. Ainsi, Gayard a souligné comment certains militant-e-s avaient déjà commencé à mettre en place des espaces organisationnels pour planifier la riposte dans l'éventualité d'une augmentation des prix du carburant.

Si nous prenons en exemple notre propre expérience au niveau du Konbit, des organisations politiques syndicales et populaires, c'est une initiative que nous avons commencé depuis la période avril-mai 2018, peu de temps avant le grand soulèvement. Nous, nous avons prévu qu'il allait y avoir des contestations, qu'il devait y avoir. Il fallait qu'on se regroupe avec d'autres organisations pour faire face à cette situation, et c'était la première chose qu'on a faite...

Par ailleurs, il a poursuivi en indiquant comment ils ont organisé tout un travail de communication persuasive, dont fait mention Olivier Fillieule (1993). Voici ce qu'il a déclaré au cours de notre entretien.

Depuis un mois avant l'augmentation du prix du carburant au mois de juillet, nous avons commencé à publier une série de communiqués, fait circuler des informations sur les réseaux sociaux relayant s'il augmentait le prix du carburant, tout le pays s'opposerait, qu'il y aurait des mobilisations contre cette mesure. Mais le pouvoir ne nous a pas écoutés. Dans cette même période, on commençait déjà à travailler sur la préparation d'une grève. On réfléchissait à quel moment lancer la grève, avant qu'on augmente les prix du carburant ou après, pour que nous puissions mobiliser encore plus de personnes.

Bovin, abonde dans le même sens lors de notre entretien en affirmant : « il y a des gens qui croient réellement que c'était une chose improvisée. Ce n'était pas le cas. Il y a un groupe de progressistes qui réfléchissait sur un outil, un meilleur outil qui pouvait bousculer l'oligarchie et faire plier l'État ». Ces deux extraits nous permettent de revenir à la question de spontanéité créative de Rosa Luxemburg, quand Bovin et Gayard soulignent qu'ils étaient encore en train de réfléchir sur la forme que devrait prendre la protestation au moment qu'ont surgi les événements 6, 7, 8 juillet 2018. Pendant qu'ils réfléchissaient encore sur les modalités de la protestation, la décision est survenue puis la population a réagi avant même que ces acteur-e-s puissent lancer les mobilisations. Mais, le plus surprenant n'est pas tant la vitesse de la réaction, mais la créativité dans la forme qu'a prise l'acte de protestation. Comme dirait Rosa Luxemburg, « l'avant-garde » s'est révélée en retard par rapport au mouvement des masses (Cécile Péchu, 2020).

Par ailleurs le Konbit n'est pas la seule organisation à s'être engagé dans ce travail de conscientisation qui a précédé les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet³⁴. D'autres

³⁴ J'estime que mentionné le konbit ne fait courir aucun risque à l'identification des participant-e-s puisque c'est un espace multi-organisationnel. Ceci dit, je ne cite pas les noms des autres organisations qui ont menées des activités médiatiques de conscientisation de masse sur la question, afin de protéger les participant-e-s et m'assurer que les normes éthiques liées à la confidentialité et l'anonymat soient respectées. En remontant à

militant-e-s qui évoluent dans d'autres espaces (syndicats, organisations populaires) nous ont mentionné certaines initiatives, par exemple des conférences de presse sur la question... Un de nos répondants (*choix délibéré de ne pas mentionner lequel des participant-e-s*) en témoigne :

6,7, 8 juillet, j'étais dans le complot, j'ai participé à faire le blocage. C'était une explosion, une explosion sociale. Je suis l'une des personnes qui ont été à la radio fréquemment. À l'époque, j'ai participé dans une émission radio très écoutée avec (un membre du gouvernement). Je lui ai lancé le défi d'augmenter le prix du gaz. Nous avons réalisé une campagne médiatique, une campagne sur les réseaux sociaux afin de défier l'État haïtien d'augmenter les prix du carburant. Nous avons incité le peuple à se soulever, à bloquer leurs zones respectives, c'est de là qu'a découlé la vision qui a accouché 6,7,8 juillet.

Ce témoignage relève un point contrastant dans nos données. C'est le seul acteur qui a affirmé s'être prononcé sur la forme précise de l'action avant qu'elle soit produite. Nous avons essayé à partir de nos discussions informelles sur le terrain, surtout dans les quartiers populaires de trianguler cette information. Nos participant-e-s des groupes de discussion entre autres, nous ont expliqué qu'ils ont réagi en fonction de ce qui se passait le jour même du 6 juillet. Les informations ont vite circulé dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans les regroupements de quartiers qui s'étaient constitués quelques heures avant pour regarder le quart de final de la coupe du monde (Brésil-Belgique). Ils ont vite répliqué en mettant tout ce qu'ils pouvaient trouver à leurs dispositions pour barricader les lieux où ils se trouvaient. Selon eux, les premières barricades ont été mises par une base populaire sur l'autoroute de Delmas.

En ce sens, les événements 6,7 et 8 juillet qui ont accouché le peyilòk (matérialisation d'une forme de résistance par la mise en place généralisée de barricades), ont été captés

ces initiatives médiatisées, il serait probable d'identifier l'identité de participant-e-s qui sont dans des espaces organisationnels plus restreints.

par les masses défavorisées comme une arme dont la population haïtienne s'est procurée spontanément dans le conflit politique qui l'opposait à l'État haïtien, afin d'exiger que ce dernier rétracte sur sa décision d'augmenter les prix du carburant.

Les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 constituent un véritable point de départ dans la compréhension du phénomène peyilòk, car elles permettent de saisir le contexte de son émergence. Elles permettent de comprendre pourquoi le peyilòk s'est institué aussi rapidement comme forme de mobilisation protestataire. Le peyilòk étant inspiré de la créativité que les masses ont fait preuve pendant les événements 6,7,8 juillet était de ce fait facile à approprier par ces dernières. Ainsi, a affirmé Bovin au cours de notre entretien, « automatiquement la population se l'approprie, avec la question que chacun gère son bloc. Puis ils font le blocage. C'était la première fois (en l'occurrence au 6,7,8 juillet) que nous avons expérimenté le lòk ».

Si les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 permettent de mettre à jour le contexte d'émergence du peyilòk, il importe maintenant de voir le contexte dans lequel il s'est développé et consolidé comme nouvelle forme de mobilisation protestataire, à savoir l'espace du mouvement pétrocaribe, qui fera l'objet du prochain chapitre.

Chapitre V : Le mouvement pétrocaribe : espace de consolidation du peyilòk

Dans le chapitre précédent nous avons contextualisé l'émergence du phénomène peyilòk à compter des mobilisations populaires de 6, 7 et 8 juillet 2018. Pour comprendre la consolidation du peyilòk comme nouvelle forme de mobilisation protestataire, il faut l'appréhender dans son articulation avec le mouvement pétrocaribe. Cette stratégie spontanée de résistance et de contestation politique d'une décision du gouvernement au premier abord s'est intégrée dans le répertoire d'action protestataire haïtien à travers le mouvement pétrocaribe. Au même moment que le peyilòk se consolidait comme phénomène social dans l'espace du mouvement social pétrocaribe ; dans un rapport dialectique, il participait également à la transformation de la campagne de mobilisation autour du fonds pétrocaribe, qui remonte depuis le prédécesseur de Jovenel Moïse, en mouvement social « pétrocaribe » .

Le mouvement pétrocaribe est supposément démarré sur les réseaux sociaux à partir d'un *challenge* lancé par un citoyen haïtien qui a soulevé une question sur l'utilisation douteuse du fonds pétrocaribe³⁵. Ce *challenge* a émergé à partir d'un hashtag « Kot kòb Petrocaribe a ? » (où est l'argent du pétrocaribe ?)³⁶ lancé sur les réseaux sociaux par un cinéaste

³⁵ Le pétrocaribe est un accord signé entre le Venezuela et Haïti, qui permet à ce dernier d'obtenir le pétrole à des taux préférentiels. « L'État transfère un pourcentage de ce montant d'argent (variant entre 40% et 70%) au Venezuela directement, et conserve le pourcentage restant du montant (entre 60% et 30%), qu'il place dans un fonds. Ce capital doit être réinvesti afin de stimuler le développement du pays et la croissance économique. Puisqu'il s'agit d'un prêt, l'État bénéficiaire de cet accord doit rembourser au Venezuela ce montant sur 25 ans, avec un taux d'intérêt de 1% et deux ans de sursis avant le premier versement ». Maxoyer, Guillaume. « Comprendre Pétrocaribe, l'alliance pétrolière au cœur de la crise en Haïti ». Publié le 7 décembre 2018. <https://www.exemplaire.com.ulaval.ca/international/comprendre-petrocaribe-lalliance-petroliere-au-coeur-de-la-crise-en-haiti/>

³⁶ Cela ne veut pas dire qu'il n'y avait pas une campagne de revendications sur la question bien avant qu'elle soit amené sur les réseaux sociaux. Nous le verrons dans les lignes qui suivent, les questionnements sur l'utilisation du fonds pétrocaribe remonte des années avant le challenge pétrocaribe (Pétrochallenge).

haïtien, Gilbert Mirambeau, le 14 août 2018. Ce *challenge* a soulevé des questions par rapport à l'utilisation du fonds pétrocaribe et a exigé la reddition de comptes. Le hashtag « Kot kòb Petro caribe a? » est devenu viral dans un laps de temps sur les réseaux sociaux.

L'accessibilité des gens aux réseaux sociaux révèle une « nouvelle configuration d'internet, démocratisé et accessible [...] parfois nommée web participatif et est souvent perçue comme susceptible de favoriser un renouvellement des débats d'idées et des modes de participation au politique [...] » (David Bertrand, 2018, p.233). Le travail de cadrage effectué par des pétrochallengers et d'autres militant-e-s a transformé ce qui était un simple challenge et/ou une contribution citoyenne en un véritable mouvement social. Du Pétrochallenge au mouvement pétrocaribe, nous sommes passés de l'activisme numérique aux mobilisations de rues. Tout le processus de cette transition a contribué au développement du phénomène peyilòk.

5.1- L'accord Pétrocaribe : corruption d'une opportunité en or

L'accord pétrocaribe s'inscrit dans le cadre d'une alliance entre le Venezuela et Haïti. Il importe de mentionner que Haïti n'est pas le seul pays de la Caraïbe à faire cette alliance avec le Venezuela. L'accord entre Haïti et le Venezuela a été signé le 15 mai 2006 et ratifié par l'Assemblée nationale le 29 août 2006. Selon ce qui est écrit dans les deux derniers rapports de la Cour supérieure des comptes « audit spécifique de gestion du fonds pétrocaribe », publiés en 2019 (p. 28-29)

... les ressources provenant de la vente des produits pétroliers en provenance du Venezuela ont constitué un levier financier non négligeable pour les gouvernements successifs entre 2008 et 2016 et même au-delà. En particulier, elles ont permis de financer différents programmes et projets de développement. De même, l'utilisation de ces ressources a contribué à accroître le niveau d'endettement du pays, puisque la portion de la vente revenant

à la partie haïtienne constitue un prêt préférentiel selon les termes de l'accord conclu entre Haïti et le Venezuela qui est le principal créancier du pays sur le plan bilatéral.

D'une part, cet accord aurait pu constituer un levier financier dans le développement d'importants projets au bénéfice de la population haïtienne. Eu égard à la grande crise qui sévit en Haïti, et les preuves flagrantes de corruption révélées par l'audit réalisé par la Cour supérieure des comptes, nous sommes en droit d'affirmer que l'utilisation de ce fonds n'a pas apporté les résultats escomptés. D'autre part, loin de servir de levier à un quelconque développement, il est une source d'endettement pour la population haïtienne. Cet accord est vu par nos participant-e-s comme une opportunité en or, unique, qui a été gâchée par les dirigeant-e-s haïtiens. Ainsi, Bovin affirme lors de notre entretien :

Le contrat avec le Venezuela, dans nos expériences bilatérales, je me réserve à dire un accord Sud-Sud, je ne veux pas dire que l'accord avec le Venezuela est un accord Sud-Sud. Par contre, dans le cadre des accords internationaux, entre Haïti et un autre pays, nous n'avons jamais signé un accord aussi bénéfique pour Haïti que l'accord pétrocaribe. Sincèrement, si nos dirigeants avaient fait bon usage de cet argent, ils auraient pu réaliser beaucoup de choses, générer beaucoup de profit, faire du développement...

Mais au lieu de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des plus vulnérables et créer des infrastructures de base, cet argent a fait l'objet d'une vaste opération de corruption. Au contraire, nous dit Basile, « la pauvreté a augmenté. Ils ont donné un ensemble de contrats à des personnes qui n'ont rien exécuté. Les gens ont dit non à ce système corrompu ». En effet, Thomas a expliqué dans son entretien,

Les dirigeants ont réalisé des projets « bidon ». Ils ont pris des résolutions pour concrétiser un ensemble de projets, mais quand on va sur le terrain aucun projet n'a été effectivement réalisé; quand on vérifie dans le système, on voit que l'argent avait été débloqué. Par exemple, certains contrats sont des contrats de gré à gré. Mais eux, ils considèrent le gré à gré comme des engagements verbaux, de façon très vague. Or, même si c'est un contrat de gré à gré, la loi sur la passation de marché donne des indications sur la procédure à suivre.

Les propos de Thomas résonnent avec ce qui est ressorti dans les deux rapports d'audits de la Cour supérieure des comptes. Il est à noter que ces rapports sont des acquis obtenus par

la pression du mouvement pétrocaribe. Il importe de saisir comment des premiers questionnements au challenge, nous sommes arrivés à un mouvement social, et comment ce processus est important à l'appréhension du phénomène peyilòk.

5.1.1- Les premiers questionnements sur l'utilisation du Fonds pétrocaribe

Dans les articles de presse (à défaut d'articles scientifiques), que nous avons consultés, à chaque fois qu'on parle des revendications liées au fonds pétrocaribe, il y a une tendance à considérer le *challenge* lancé sur les réseaux sociaux comme le premier questionnement de l'utilisation du fonds pétrocaribe. Une telle approche peut être justifiée dans un certain sens, puisque c'est l'ultime action contestataire qui a amené à la construction de tout un mouvement social autour du pétrocaribe. En même temps cette approche invisibilise un ensemble de micro-mobilisations qui avaient précédé ce *challenge*. Elles ont préparé un environnement propice au développement et à la réussite de l'activisme numérique qui eut lieu sur la question, ainsi que la transition des revendications de la sphère publique digitale aux mobilisations de rue.

Quand nous avons demandé à nos participant-e-s de parler du mouvement pétrocaribe, nous avons souvent eu des narrations qui commençaient avec le challenge, qui plaçaient les pétrochallenger au centre de l'action, comme l'espoir d'un idéal autour de la jeunesse porteuse de renouveau. Dans les quartiers populaires où nous avons réalisé les groupes de discussion, cette version est celle qui prime. D'ailleurs, les pétrochallenger sont perçus comme de nouveaux acteur-e-s sur la scène politique qui ont l'avantage d'avoir une ardoise toute neuve. Ils-elles sont aussi vues comme étant des jeunes inexpérimentés qui doivent encore faire leurs preuves. Il y a une autre narration qui commençait avec une périodisation dans laquelle les questionnements sur l'utilisation du fonds pétrocaribe remontaient à bien

avant le Pétrochallenge. Ce discours est surtout tenu par des militant-e-s qui ont plusieurs années d'expérience de militance, dans des organisations et/ou partis politiques. Selon eux le *challenge* est considéré comme une forte dimension de participation citoyenne atteinte grâce aux médias sociaux sur la question du pétrocaribe qui était déjà en cours.

Ces deux perceptions nous ont permis d'une part de retracer les mobilisations liées à cette question, d'autre part, de saisir les différentes étapes dans la construction du mouvement pétrocaribe. Un de nos participants, Noyer, qui est l'une des figures du Pétrochallenge qui avait aussi une carrière de militantisme avant le Pétrochallenge, a expliqué au cours de notre entretien, que les premiers questionnements sur le fonds Pétrocaribe ont commencé avec l'expression « tôle rouge » :

Le mouvement pétrocaribe a commencé depuis l'expression de tôle rouge. Je ne me souviens pas exactement de l'époque, mais je crois que c'était dans la période 2015-2016. Je ne peux pas le situer. Mais c'était après une manifestation organisée au bas de la ville. Les manifestants avaient commencé par faire tomber les tôles qui clôturaient des sites en reconstruction dans toutes les aires du Champ de mars. C'est dans cette période que la question du pétrocaribe a commencé par être soulevé avec l'expérience de tôle rouge.

En fait, selon Noyer, quand les manifestants ont fait tomber ces tôles (de couleur rouge), ils ont vu que ces tôles ne clôturaient pas des chantiers en reconstruction, contrairement à la propagande gouvernementale de l'époque. Ces tôles étaient un camouflage qui créait l'illusion que le pays était en reconstruction. À ce moment, les questions ont commencé à surgir sur l'utilisation des fonds qui avaient été débloqués pour réaliser certains projets. À ce propos Bovin a expliqué :

Nous, en tant que personnes politiques, nous avons réalisé des conférences de presse pour exiger des explications sur l'utilisation qui a été faite de cet argent. [...] nous nous sommes rendu compte qu'une gaffe a été commise sous les gouvernements : Martelly/Lamothe, après le départ de Lamothe, il y a eu Kplim (Evans Paul), et Kplim a continué sur la même lancée du pillage. Puis Privert est venu, dès le départ de Martelly nous avons lancé un projecteur sous la question pétrocaribe. ASO, en tant que parti politique a organisé plusieurs

conférences de presse sur l'argent du pétrocaribe et d'autres organisations en ont fait aussi, par contre la population ne s'était jamais engagée sur la question.

Par ailleurs, ces premières initiatives ont suscité suffisamment l'intérêt pour qu'il ait deux enquêtes sénatoriales sur la question.

5.2- Le Pétrochallenge : un espace d'engagement citoyen dans la construction du mouvement pétrocaribe

Avec les débats suscités sur les réseaux sociaux, il y a eu un saut qualitatif entre le fait de demander où est l'argent du pétrocaribe, une question qui soulève la suspicion et la prise de conscience de tout ce que ce fonds aurait pu apporter dans l'amélioration des conditions socioéconomiques de vie de la majorité des citoyen-ne-s haïtiens. Le challenge a donc suscité un engagement citoyen sur la question.

La dimension renvoyant à la participation rappelle que la citoyenneté n'est pas une réalité passive. Les individus ne se bornent pas à souscrire à des normes – notamment juridiques – ou à répondre béatement à des attentes déclinées, de manière plus ou moins péremptoire, par les autorités publiques en matière d'appartenance et d'adhésion aux valeurs dites communes. Ils interviennent en tant que sujets actifs qui négocient les conditions de leur inclusion économique, sociale, culturelle et politique (François Roger, 2015, p.160).

Dans cette optique participative de la citoyenneté, il y a eu un glissement allant des questionnements sur le fonds pétrocaribe sur les réseaux sociaux vers des mobilisations dans la rue, lieu par excellence de la participation citoyenne et de démocratisation en Haïti. Ceci dit, « non seulement le sens attribué au fait d'être citoyen se modifie (il ne s'agit plus simplement d'exprimer son opinion politique par le vote), mais les lieux de la citoyenneté eux-mêmes évoluent » (Pascale Dufour, 2005, p.5). Les réseaux sociaux évoluent également dans cette direction, dans la mesure qu'ils deviennent eux aussi des lieux d'exercice à la citoyenneté. Ainsi, a écrit Michel Burnier (2009, p.103) :

le net'activisme est le symbole visible de l'émergence d'une méta citoyenneté mondiale. Ses pratiques langagières (textes, sons, images, attitudes), exprimant une communication culturelle multiforme, mais uniformisée par la transmission numérique, révèlent toute la

puissance du médium Internet, universaliste, immédiatiste et échappant à la plupart des contrôles économiques et politiques.

Le challenge a justement déplacé les questionnements sur le pétrocaribe vers les médias sociaux, par la même occasion a suscité l'intérêt d'un plus large public. Ainsi a expliqué Basile dans notre entretien,

le Pétrochallenge est un mouvement intéressant, dans le sens qu'il y a un ensemble de personnes qui ne participaient pas à la vie politique du pays, qui un beau jour, une semaine, un mois, elles se sont impliquées. C'est un questionnement, un challenge comme ils l'ont dit c'est un challenge sur notre vie, sur la politique qui se fait dans le pays. À un moment donné, un citoyen, deux, trois citoyens ont posté une affiche, une pancarte qui est écrite « Kot Kòb Petwo Karibe a ? ». Cette question a interpellé les gens, ce hashtag a attiré les gens, il s'est emparé de la société. Puis c'est devenu un embrasement, tout le monde a embarqué.

Non seulement la rue constitue un lieu d'exercice de la citoyenneté populaire en Haïti, mais aussi les réseaux sociaux commencent à devenir une sphère publique digitale propice à la dimension participative de la citoyenneté. Ces derniers sont mobilisés par des activistes dans la construction d'une conscience collective autour des problèmes sociaux. Dans le cadre du Pétrochallenge, Noyer a souligné dans notre entretien:

Il y a aussi le partage des informations, les réseaux sociaux, tout devient clair. Les gens peuvent expliquer ce qui se passe. Les gens se sont rendu compte qu'aucune mesure n'est prise pour régler les problèmes. En même temps, les proches du régime continuent leurs actes de dilapidation et de pillage, s'accordent des privilèges entre eux. Cela a provoqué un éveil, les gens se sont sentis concernés, parce qu'il y a un travail de communication qui est fait. Par exemple, avec le Pétrochallenge, il y a eu une tendance à faire des captures d'écran de certains extraits du rapport et à les partager sur Facebook, sur WhatsApp. Les gens ont fini par conclure que c'est un scandale. Et ce scandale n'a pas laissé les gens insensibles, le 17 octobre l'a prouvé³⁷.

Les réseaux sociaux ont été le pivot du mouvement pétrocaribe. En effet, les médias sociaux jouent un rôle primordial dans les mouvements sociaux contemporains. Ainsi écrit, Paolo Gerbaud (2012, p.4),

³⁷ Le 17 octobre 2018, date qui symbolise l'assassinat de l'empereur Jean Jacques Dessalines, père fondateur de la patrie, et du projet sociétal qu'il construisait.

Social media can be seen as the contemporary equivalent of what the newspaper, the poster, the leaflet or direct mail were for the labour movement. They are means not simply to convey abstract opinions, but also to give a shape to the way in which people come together and act together[...] (Paolo Gerbaud, 2012, p.4)³⁸.

Les réseaux sociaux, notamment dans le cas du Pétrochallenge, ont constitué un espace d'engagement citoyen sur l'affaire pétrocaribe. En analysant l'extrait ci-mentionné dans l'entretien de Noyer, nous avons convenu que cet espace d'engagement citoyen s'est construit en offrant un lieu d'expression et d'engagement au risque minimal sur un sujet sensible; en informant les gens sur l'accord et en drainant les émotions des gens vers une conscience citoyenne susceptible de susciter l'action protestataire.

5.3- Le mouvement pétrocaribe : d'une dépolitisation apparente à une répolitisation radicale

Nous l'avons déjà vu, l'agitation sociale et politique sur la dilapidation du fonds pétrocaribe a commencé bien avant le Pétrochallenge. Respectivement, 17 août 2016 et 26 octobre 2017, deux rapports d'enquêtes sénatoriales avaient révélé plusieurs cas de corruption observés dans l'utilisation de ce fonds³⁹. Par ailleurs, Noyer a signalé que c'est l'incident « tôle rouge » qui été à la base des deux enquêtes sénatoriales. Il y a eu constamment un lobbying politique mené par l'opposition politique, notamment sous l'instigation d'André Michel, figure publique du secteur démocratique et avocat du premier citoyen « Jonhson Colin » qui avait porté plainte le 29 février 2018 contre les personnes

³⁸ Les médias sociaux peuvent être considérés comme l'équivalent contemporain de ce que le journal, l'affiche, le dépliant ou le courriel étaient pour le mouvement ouvrier. Ce sont des moyens non seulement de transmettre des tracts, mais aussi de donner une forme à la manière dont les gens se rassemblent et agissent ensemble[...] (notre traduction).

³⁹ « Le RAPPORT PETROCARIBE de la Commission Sénatoriale Spéciale d'Enquête du Sénateur Evallière BEAUPLAN ». Publié le 11 novembre 2017. <https://haitiliberte.com/le-rapport-petrocaribe-de-la-commission-senatoriale-speciale-denquete-du-senateur-evalliere-beauplan/>

qui ont été épinglées dans la dilapidation du fonds pétrocaribe dans les rapports sénatoriaux⁴⁰. Plusieurs autres plaintes étaient déposées avant le Pétrochallenge.

Dans un article de presse publié le 10 août 2018⁴¹, soit quatre jours avant l'*hashtag* qui a lancé le Pétrochallenge sur les réseaux sociaux, nous pouvons voir que soixante-deux plaintes avaient déjà été déposées au Cabinet d'instruction contre les dilapidateurs du Fonds Pétrocaribe. Elles avaient suscité tout un débat juridico-politique, à savoir quelles institutions avaient les prérogatives légales de se saisir de cette affaire. Sans entrer dans le fond de ce débat, il est à noter que le 22 février 2018 le Cabinet d'instruction s'est déclaré compétent pour traiter le dossier pétrocaribe. Or le Sénat avait déjà confié l'enquête d'audit à la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) le 1^{er} février 2018.

Ces différents éléments montrent à quel point l'affaire pétrocaribe était bien ancrée dans la sphère politique haïtienne et même dans la sphère sociale en général. Car, le merengue carnavalesque du groupe Brothers posse « Danse Petro » en 2018, a porté la question jusqu'aux couches sociales les plus isolées des actualités politiques. Quand on considère que la figure centrale de ce groupe est le sénateur Antonio Cheramy (Don Kato), étant membre de la Commission d'enquête sénatoriale qui a travaillé sur le dossier pétrocaribe, cela a donné plus de visibilité à l'affaire. Il ne fait aucun doute que l'affaire pétrocaribe

⁴⁰ Geffrard, Robenson. « Pétrocaribe : 33 plaintes déposées, le juge d'instruction attend les réquisitions du parquet ». Publié le 19 mars 2018. <https://lenouvelliste.com/article/184857/petrocaribe-33-plaintes-deposees-le-juge-dinstruction-attend-les-requisitions-du-parquet>

⁴¹ « Bilan du dossier PETROCARIBE Jusqu'au début mois d'Aout 2018 » <http://www.touthaiti.com/touthaiti-actualites/5422-bilan-du-dossier-petrocaribe-jusqu-au-debut-mois-d-aout-2018>

était dès le départ une affaire politique et citoyenne⁴². En effet, l'une des personnes qui a déposé plainte le 3 août 2018, a signifié son action par les mêmes arguments que nous verrons plus tard qui a servi de cadre interprétatif dans la construction du mouvement pétrocaribe. Cet extrait tiré d'un article de presse peut en témoigner.

Quand on a posé à Mlle Nancie Mondestin encore dans sa trentaine pourquoi tu as porté plainte ? Elle a répondu avec les larmes aux yeux : *j'ai porté plainte parce que dans l'année 2015 mon père a eu un accident au Cap, il est décédé parce qu'il n'y avait pas un hôpital sérieux [au sens équipé] pour l'emmener ; s'ils avaient créé au moins un hôpital avec l'argent pétrocaribe dans la ville du Cap mon père serait encore en vie. C'est pour cette raison que je porte plainte* (la partie italique est notre traduction du créole haïtien en français)⁴³.

Cette déclaration qui montre une « motivation citoyenne » a été publiée dans un article le 3 août 2018, avant le lancement du Pétrochallenge. En consultant nos notes de terrains, nous avons pu dégager deux conceptions du mouvement pétrocaribe, eu égard à sa dimension de participation citoyenne. L'une veut que ce soit une question politique qui a pris une dimension de citoyenneté participative à travers le Pétrochallenge, et l'autre veut que ce soit un mouvement citoyen qui s'est fait politiser en cours de route. Ces deux propositions paraissaient exclusives l'une de l'autre.

⁴² D'ailleurs, il y a une fausse dichotomie politique/citoyenne qui a été créée par les pétrochallenger les plus en vue du mouvement que nous analyserons comme un cadre interprétatif (théorie du cadrage). Le fait est, le citoyen est toujours membre d'un État, quand ces contestations ciblent cet État il est pleinement dans la participation politique. Par ailleurs, même si des citoyen-ne-s ont porté plainte à titre de citoyen, cela n'exclut pas la possibilité que leur démarche ait été instrumentalisée par les leaders politiques de l'opposition ou avait des visées politiques.

⁴³ « Affaire PETROCARIBE !!! Deux plaintes déposées ce Vendredi 3 Août 2018 contre le Dominicain Felix Bautista ». Publié le 3 août 2018, pas d'auteur. <http://www.touthaiti.com/touthaiti-actualites/5420-affaire-petrocaribe-deux-plaintes-deposees-ce-vendredi-3-aout-2018-contre-le-dominicain-felix-bautista>

5.4- La perception du mouvement pétrocaribe par les acteur-e-s

Le mouvement pétrocaribe est perçu avant tout comme une lutte citoyenne. Ce cadrage du mouvement comme lutte citoyenne a été le cadrage le plus rassembleur du mouvement. Il a grandement contribué dans l'amplification de ce dernier. À ce propos, Bovin a expliqué le mouvement en commençant sa narration par le challenge.

Un mois d'aout, un citoyen qui est un artiste, il est dans le cinéma, a pris une pancarte et a demandé, où est l'argent du pétrocaribe? Sur cette base des challenger vont s'y mettre. Il n'y a pas qu'eux qui l'ont fait, d'autres artistes l'ont fait. Et parce qu'ils l'ont fait, un détachement s'est fait dans la lutte, en tant que lutte politique pour devenir une lutte sociale. Eux en tant que citoyen-ne-s, ils auront à rembourser cet argent, eux et leurs enfants. Ils ont pris leur engagement, ils l'ont fait.

Dans cet extrait nous pouvons clairement situer les propos de Bovin dans la première conception du mouvement pétrocaribe qui part d'une approche politique vers une approche citoyenne. Dans cette approche la motivation des acteur-e-s est expliquée par la prise de conscience d'une double injustice qui a été commise à leur égard en tant que citoyen-ne. D'une part, il y a un sentiment de victimisation collective découlé d'une analyse de leur situation socioéconomique, le manque de services, d'infrastructures de base que cet argent aurait pu palier s'il avait été bien géré. D'autre part, le fait de se rendre compte de la responsabilité citoyenne qui incombe à tout un chacun dans le remboursement de ce fonds accentue doublement le sentiment d'injustice. D'ailleurs a expliqué Bovin,

le pétrocaribe est une lutte citoyenne. Il y a des gens qui n'ont jamais lu un journal avec une affiche politique, qui ne font pas de nouvelles, ils disent quand ils font des nouvelles, cela leur donne des maux de tête. Ils n'écoutent pas quand les politiciens parlent, ils ne participent pas aux élections. Ils font le choix de ne pas voter, parce qu'ils disent quand ils votent cela ne change pas leurs conditions de vie. Puis, un bon matin, ils se sont dit cet argent, c'est moi qui vais le rembourser, que la corruption est train de détruire le pays davantage.

La reconnaissance de cette double injustice provoque l'indignation des gens. Les initiatives liées au Pétrochallenge, les utilisations des médias sociaux « [...] ont constitué non seulement des canaux d'informations, mais aussi des conduits émotionnels cruciaux à

travers lesquels les organisateurs ont condensé les sentiments individuels d'indignation colère, la fierté et un sentiment de victimisation partagée et les ont transformés en passions politique conduisant le processus de mobilisation » (Paolo Gerbaudo, 2012, p.14⁴⁴ ; notre traduction).

En effet, le *challenge* a offert aux premiers questionnements sur l'affaire pétrocaribe un espace qui allait être primordial dans sa transformation en tant que mouvement. Cet espace de diffusion massive des informations, difficilement contrôlable par le gouvernement, a servi d'assise à une prise de conscience de la responsabilité de tous dans le remboursement de cet argent. La prise de conscience de l'impact que cet argent aurait pu avoir dans l'amélioration des conditions de vie qui se détériorent en Haïti à grande vitesse depuis une dizaine d'années; enchevêtré au contexte de crise systémique qui a abouti à l'éclatement social 6,7 et 8 juillet 2018 a forgé l'environnement parfait pour amplifier les mobilisations autour du pétrocaribe. Ainsi Bovin a expliqué dans les termes qui suivent, comment cela rend le mouvement singulier.

Ils se sont rendu compte qu'ils sont plus en difficulté quand ils arrivent à l'hôpital général [le plus grand centre hospitalier public du pays, Hôpital de l'Université d'État d'Haïti]. Même une toile gaz c'est à eux de l'acheter, même le gan que le médecin doit utiliser c'est à eux de l'acheter. Par conséquent, ils se sont dit, ils doivent savoir où est passé cet argent, ils se sont engagés dedans. C'est une chose différente de ce qui se fait habituellement.

Du premier questionnement depuis l'expression « tôle rouge », passant par toutes les agitations politico-juridiques, les plaintes qui ont été déposées jusqu'au Pétrochallenge, tous ces éléments ont généré un environnement politique propice à la construction d'un

⁴⁴ “Channels of information but also crucial emotional conduits through which organisers have condensed individual sentiments of indignation, anger, pride and a sense of shared victimhood and transformed them into political passions driving the process of mobilization” (Paolo Gerbaudo, 2012, p.14).

véritable mouvement social. C'est la première fois que les réseaux sociaux ont autant impacté la construction d'un mouvement social en Haïti. Par contre, le mouvement pétrocaribe est loin d'être un mouvement numérique.

5.5- De l'activisme numérique aux mobilisations de rue : les différents processus de cadrage dans la construction du mouvement pétrocaribe

Dans son livre *Twitter and Teargas: The Power and Fragility of Networked Protest*, Zeynep Tufekci (2017, p.23) souligne que « la capacité d'utiliser des outils numériques pour rassembler rapidement un grand nombre de manifestants avec un objectif commun donne du pouvoir aux mouvements » (notre traduction)⁴⁵. Elle souligne également que l'action politique sur les réseaux sociaux est souvent considérée comme du « slacktivism » ou "clicktivism", termes qui suggèrent une action facile nécessitant peu d'efforts ou d'engagement » (Zeynep Tufekci, 2017, p.26; notre traduction⁴⁶). À l'aube du Pétrochallenge, avant le lancement du premier sit-in devant les locaux de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif (CSCCA) le 24 août 2018, les activités associées au Pétrochallenge étaient pour beaucoup un effet de mode.

Les propos de Noyer font échos en ce sens, « dans un premier niveau, c'était un simple challenge qui avait une dimension d'effet de mode. D'ailleurs, il y avait un slogan qui disait "depi'w pa patisipe nan challenge nan ou pèdi bèl ou " ⁴⁷. C'était quelque chose en vogue

⁴⁵ "The ability to use digital tools to rapidly amass large numbers of protesters with a common goal empowers movements" Zeynep Tufekci (2017, p.23).

⁴⁶ "Sometimes, networked online political action is derided as "slacktivism" or "clicktivism," terms that suggest easy action requiring little effort or commitment" (Zeynep Tufekci, 2017, p.26).

⁴⁷ C'est une expression qui peut être comprise littéralement ainsi, « si tu ne participe pas au challenge tu perdras ta beauté ». L'idée c'est de susciter un sentiment de honte et de culpabilité chez celles et ceux qui refusent de prendre part au challenge. Elle minimise en quelque sorte le challenge comme un simple acte slacktivism en termes d'effort à fournir, mais qui en même temps pourrait avoir de grands impacts.

sur les réseaux sociaux et tout le monde y participait », nous dit-il. Selon Noyer, le challenge en soi n'est pas considéré comme de l'activisme. Il a expliqué :

Il y avait une deuxième phase que j'appelle une phase activiste. C'est le moment où le mouvement a fait son premier sit-in, qui a été une réussite devant la Cour des comptes, où les gens vont faire des banderoles, où il y a eu une planification, le choix d'un lieu, un appel à mobilisation et les gens sont venus, puis un discours politique commença à s'agiter sur la question.

La mobilisation réalisée dans la sphère publique digitale par le Pétrochallenge a accouché à ce que Paolo Gerbaudo (2012), appelle une « Choreography of assembly », c'est-à-dire un processus de construction symbolique d'un espace public qui facilite l'action. La « Choreography of assembly », est une pratique « rendue visible dans l'utilisation des médias sociaux pour diriger les gens vers des formes de participation spécifiques avec des suggestions et des instructions sur la façon d'agir, et dans la construction d'une narration émotionnelle pour soutenir leur rassemblement dans l'espace public » (Paolo Gerbaudo, 2012, p.12; notre traduction)⁴⁸.

Il est à noter que depuis les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018 en Haïti, il y a un cycle de mobilisations qui ne fait qu'augmenter. Tout de suite après ce week-end, il y a eu d'intenses mobilisations, les organisations populaires avaient lancé une grève générale. Même après le retrait de la décision d'augmenter les prix du carburant par le gouvernement, des protestataires ont poursuivi leurs mobilisations en exigeant le départ du président. L'environnement sociopolitique était propice au développement de n'importe quelle

⁴⁸ “This practice is made visible in the use of social media in directing people towards specific, participants with suggestions and instructions about how to act, and in the construction of an emotional narration to sustain their coming together in public space” (Paolo Gerbaudo, 2012, P.12).

initiative revendicative qui allait à l'encontre du régime politique en place. Parce qu'il était déjà question d'une grande crise.

La mobilisation directe ou indirecte contre le régime politique représente incontestablement un des éléments essentiels de la caractérisation de ce type de crise. En effet, même quand parfois ces mobilisations ne posent pas encore les revendications à l'échelle de l'État pour une véritable mise en cause de ce dernier, cependant elles proposent toujours d'opérer des changements au niveau de l'appareil gouvernemental (Michel Hector, 2016, p.78).

En nous basant sur la grille conceptuelle de Michel Hector, nous avons déjà démontré que les mobilisations de 6,7 et 8 juillet 2018 étaient au diapason d'une grande crise. Ce contexte politique de grande crise, combiné au Pétrochallenge, a défini un environnement parfait au développement du mouvement pétrocaribe. Néanmoins, il a fallu l'existence de cadres interprétatifs à une telle concrétisation.

5.5.1- Le processus du cadrage diagnostique dans le mouvement pétrocaribe

Dans notre contexte théorique, nous avons vu dans la perspective de la théorie du cadrage quand les activistes/militant-e-s veulent attirer l'attention sur un problème social, ils commencent par identifier et attribuer le problème. En effet, ce processus appelé cadrage de diagnostic a été clairement défini bien avant la phase numérique des mobilisations sur le pétrocaribe. Ce que nous appelons les premiers questionnements sur l'affaire pétrocaribe, le débat politico-juridique, le lobbying politique, les micro-mobilisations, les plaintes qui ont été déposées... s'insèrent tous dans le cadrage de diagnostic du mouvement. Il en est de même du Pétrochallenge qui a été à la fois un grand amplificateur dans ce processus de diagnostic. Dans la mesure que le challenge est l'action collective qui a été la plus convaincante dans la conscientisation des masses populaires sur la dilapidation

du fonds pétrocaribe; en définissant le problème en tant que problème public ⁴⁹en passant par des cadres motivationnels divers et variés.

5.5.2- Le cadrage motivationnel et le choc moral généré par le Pétrochallenge

Les émotions corrélées à l'évaluation cognitive d'une situation sociale jouent un rôle primordial dans la mobilisation des masses et la construction des mouvements sociaux (Jochen Kleres & Asa Wettergren, 2017). James Jasper dans plusieurs de ses travaux s'est intéressé au rôle constructif des émotions dans les activités de protestation (Kathleen Rodgers (2010). C'est un élément clé que les militant-e-s mobilisent afin de motiver les gens à passer à l'action. En fait, « les tenants de l'analyse des émotions (...) critiquent la focalisation excessive sur la dimension cognitive au détriment de la dimension affective, voire l'interprétation instrumentale des émotions » dans l'étude des mouvements sociaux (Isabelle Sommier, 2020, p.219).

Or, à travers des faits attestant l'ampleur de la corruption dans le dossier pétrocaribe, les acteur-e-s impliqués dans les mobilisations sur la question ont suscité différentes émotions chez la population haïtienne et même un certain choc moral. Les militant-e-s, les pétrochallengeur, les opposants politiques se sont tous investis dans les médias sociaux pour imposer des cadres motivationnels qui incitent à l'action. Ceci est de loin le plus grand apport du Pétrochallenge dans la construction du mouvement pétrocaribe.

⁴⁹ C'est un élément qui est soulevé par plusieurs auteur-e-s. Ainsi écrit Rodgers, "Activist need to convince the masses that **the private issues they face are actually public problems**. (Wright Mills (1959), the sociological imagination). When people feel as though their life circumstances are caused only by their own failings, they don't look to identify broader societal issues as problematic (Kathleen Rodger, 2018, p.83)".

Ce processus de cadrage motivationnel, de la manière dont il a été amené est non seulement innovant, mais aussi fait la singularité du mouvement pétrocaribe par rapport aux autres mouvements sociaux qu'Haïti ait connu. Par ailleurs, c'est ce qui explique que les gens ont tendance à commencer la narration du mouvement pétrocaribe à partir du Pétrochallenge. Les différentes stratégies imbriquées dans la définition de ce cadrage motivationnel ont revêtu différentes formes : discursive, littéraire et artistique, formative et informationnelle, et conflictuelle.

La dimension discursive s'est construite sur une fausse dichotomie entre lutte politique et lutte citoyenne dans l'étiquetage du mouvement. D'ailleurs, cette dichotomie a été alimentée par de nombreux-e-s Pétrochallengers très médiatisés. Même *Ayibopost* en tant que média (regroupant plusieurs pétrochallenger) qui a été très actif sur la question a alimenté cette fausse dichotomie. Par exemple, dans un article publié sur *Ayibopost* intitulé *le vide n'existe pas, les pétrochallenger doivent se battre pour la rue*⁵⁰, dans l'extrait ci-dessous nous pouvons voir qu'un accent est porté sur le mouvement comme étant un *mouvement citoyen* et il est même présenté comme *apolitique*.

Cela fait déjà plus de trois mois qu'un *mouvement citoyen* a pris chair sur internet pour ensuite atterrir dans les rues. [...] Plusieurs centaines de milliers de gens se sont mobilisés pour exiger reddition de comptes sur les fonds Pétrocaribe. Ce mouvement de protestation avait une chose d'extraordinaire. *Apolitique*, il s'était mis en face de ces systèmes corrompus avec un cas scandaleux de corruption en main (italique ajouté par la chercheuse).

De notre point de vue, un mouvement citoyen ne saurait être apolitique, surtout celui-ci qui dénonce la dilapidation de fonds public par l'État (dont plusieurs gouvernements). Toutefois, il faut reconnaître que ce cadre discursif du mouvement en tant que mouvement

⁵⁰ Ayibopost. « Le vide n'existe pas. Les PetroChallengers doivent se battre pour la rue! ». <https://ayibopost.com/le-vidé-n'existe-pas-les-petrochallengers-doivent-se-battre-pour-la-rue/>

citoyen porté par la jeunesse a eu de grands impacts dans le rassemblement des gens autour de la cause. La perception dominante que l'on a des Pétrochallenger comme de simples citoyen-ne-s désintéressés par la prise du pouvoir, des jeunes inexpérimentés⁵¹, emmêlé au fait qu'ils sont pour la plupart des personnalités publiques dans le milieu artistique ont dessiné un climat de confiance vis-à-vis du mouvement. Les propos de Noyer illustrent bien ce point de vue.

Je pense que le pétrocaribe a amené d'autres acteurs sur le terrain et ces acteurs ne sont pas forcément des figures politiques. Ils ne sont pas identifiés comme des personnes qui ont des intérêts directs, par exemple les politiciens sont vu comme des personnes qui voulaient récupérer la place de Jovenel Moïse ou des pleurnichards qui ont perdu les élections. Dès l'apparition de la question de corruption avec d'autres groupes d'acteurs, les gens se sont dit que ces deux arguments ne pouvaient pas tenir contre ce groupe d'acteur.

Il y a aussi une dimension littéraire et artistique du mouvement. Certes, plusieurs autres mouvements sociaux qui ont précédé le mouvement pétrocaribe ont déjà mobilisé la musique par exemple comme mode d'expression. Avec le mouvement pétrocaribe, les formes d'expression artistique et littéraire ont décuplé dans la contestation. Dans le cadre du mouvement pétrocaribe, « l'art démontre ainsi sa dimension publique et collective, politique et contestataire » (Justyne Balasinski et Lilian Mathieu, 2020, p.69). Par ailleurs Pablo a expliqué au cours de notre entretien,

La singularité de ce mouvement réside dans la manière de revendiquer. Je sens qu'il y a beaucoup plus de créativité. C'est ce qui m'a marqué. Les gens ont utilisé des graffitis, ils ont utilisé tout ce qui était à leur portée... Les gens se sont rencontrés dans certains espaces de la ville pour en débattre. De plus, les gens ont mobilisé les réseaux sociaux, ils en ont fait un autre usage. Les réseaux ont acquis une place importante dans les mouvements de masses, dans les mouvements populaires, nous en avons la preuve avec le pétrocaribe. Il y a une question de style aussi dans la manière dont les gens ont amené les revendications. La majorité de ces gens font soit du théâtre, ou de la peinture, sont du milieu universitaire ...euh donc, la créativité est une particularité à ce mouvement.

⁵¹ Dans nos groupes de discussion c'est ainsi qu'ils sont perçus : des jeunes qu'on veut leur accorder le bénéfice du doute en attendant qu'ils-elles fassent leurs preuves.

Cette créativité est singulière de plusieurs manières. Elle l'est du fait des formes plurielles et innovantes que prend la contestation : poésie⁵², peinture, théâtre de rue, chants, musique, autodérision ... Elle l'est aussi parce qu'elle retient l'attention sur une nouvelle catégorie d'acteurs dans l'arène politique haïtienne. Plusieurs de nos participant-e-s ont nommé cette catégorie d'acteurs de bien des moyens, *des jeunes, des artistes, des petits-bourgeois*. En fait, nous avons souligné que toutes ces dénominations ne sont pas évoquées dans le simple but d'étiqueter ces acteur-e-s, mais dans la perspective de faire ressortir le capital socioculturel de cette nouvelle catégorie d'acteurs. Elle l'est aussi d'une part, par la popularité de certains artistes qui se sont engagé dans le mouvement, puisque « la renommée de l'artiste servant de marqueur symbolique de légitimité et de généralité de la cause » (Justyne Balasinski, Lilian Mathieu, 2020, p. 71) et joue sur l'affect de son public; d'autre part, le fait que bon nombre de ces artistes n'étaient pas étiquetés avant le Pétrochallenge comme artistes engagés.

Le cadrage motivationnel s'est opéré également par des publications faites sur les réseaux sociaux dans le but de susciter un choc moral. Celui-ci est une expérience sociale susceptible de provoquer :

[...] une réaction très vive, viscérale, ressentie physiquement parfois même jusqu'à l'écoeurement, la nausée, le vertige ; elle conduit celui qui y est confronté à jauger et juger la manière dont l'ordre présent du monde semble s'écarter des valeurs auxquelles il adhère ; enfin, cette expérience sociale suscite un sentiment d'épouvante, de colère, de nécessité de

⁵² Dans cette veine un concours de poésie a même été lancé par l'organisation Mus'Elles. Voici l'affiche de diffusion qui a été publiée sur la page Facebook de l'organisation. « Le #PetroCaribeChallenge, se caractérisant à ses débuts par l'inscription sur sa photo de profil Facebook de l'hashtag #KotKobPetroCaribe a fait école. Nous avons repéré un challenge presque du même cru, sur une page Facebook dénommée Mus'Elles. Il s'agit du #PetroPoesieChallenge qui est en réalité un concours de poésie visant à encourager les femmes et les filles à produire sur la problématique de la dilapidation des fonds Petro Caribe ».

réaction immédiate, qui commande un engagement dans l'action [...] (Christophe Traïni, 2020, p.105).

Ce choc moral a été stimulé notamment, par un discours anticorruption construit sur les valeurs de la société haïtienne qui sanctionnent le vol. Il est suscité par la publication de photos de certaines réalisations qui ont été faites à partir du fonds pétrocaribe avec leurs estimations en comparaison à d'autres réalisations du même type qui ont été faites dans d'autres pays. Parfois, c'est en comparaison à d'autres pays de la Caraïbe qui participaient également dans le programme pétrocaribe. Il y a eu également des publications de photos sur des sites complètement vides où des fonds ont été débloqués pour réaliser des travaux, ou encore des photos de travaux réalisés avec des estimations qui révèlent une surfacturation choquante. Parallèlement, il y a un travail propagandiste qui est fait dans les médias sociaux qui consistent à susciter de la suspicion sur des avoirs acquis par la famille présidentielle Martelly durant son mandat. Une articulation est faite entre l'acquisition de ces richesses et le détournement du fonds pétrocaribe.

Les différentes couches sociales engagées dans les mobilisations sur le pétrocaribe ont relié un cadre d'injustice et un cadre anticorruption afin d'invoquer le choc moral. Il y a eu même une simulation sur les réalisations probables que ce fonds aurait pu accomplir s'il avait été bien utilisé. Cette simulation a été virale sur les réseaux sociaux, elle a été mise en forme sur plusieurs formats (capture d'écran, vidéo, texte). Nous l'avons tabularisé ci-dessous.

Tableau I : Spéculation sur le potentiel d'accomplissement du fond pétrocaribe

Infrastructure de base	Exemples	Données budgétaires	Spéculation	3.3 millions USD
Université	L'université Limonade	\$ 50 millions	10 universités	\$ 500 millions
Stade	Stade en Russie	\$ 300 millions	1 stade	300 millions
Route	1 kilomètre de route	1 million	600 kilomètres	600 millions
Écoles	1 école publique	500 000\$	100 écoles publiques	50 millions
Agriculture	hectare de terre	\$ 3000	200 000 hectares	600 millions
Aéroport	1 aéroport international	470 millions	2 aéroports	940 millions
Hôpital	1 hôpital envergure de l'hôpital général	200 millions	3 hôpitaux	600 millions
Montant restant				210 millions

Source : réalisé par moi à partir des informations circulant sur les réseaux sociaux (impossible de remonter à la source originelle). Ce n'est pas la véracité de ces informations qui est abordée dans l'analyse, mais les impacts comme cadrage motivationnel.

Des photos sur des conditions de vie infrahumaines, des populations marginalisées, des quartiers marginalisés, des photos et vidéos d'enfants qui participent au challenge ont participé à définir le cadrage motivationnel.

5.5.3- Dimension formative et communicationnelle

Au cours de l'un de nos entretiens, Thomas a dit, « je pense que ce dossier, il est maîtrisé par tous dans le pays, même les enfants le maîtrisent. Ils ont volé un fonds d'investissement qui était censé réaliser de beaux projets rentables pour le pays et ces projets sont devenus inutiles pour la communauté ». En tenant compte de nos discussions informelles sur le terrain, nous pouvons affirmer que l'affaire pétrocaribe est l'une des questions sociales sur lesquelles la population haïtienne est mieux informée. Certes, c'est un évènement

historique, c'est la première fois que les générations actuelles sont confrontées à un scandale sur une opération de corruption étatique de cette envergure. Néanmoins, il y a une campagne d'information et de formation intense qui a été menée sur les réseaux sociaux avec le Pétrochallenge. Les gens sont sensibilisés sur la question parce qu'ils comprennent les enjeux qui entourent les revendications, les impacts que cela implique sur leurs situations actuelles, sur leur avenir.

5.6- La conflictualité des acteur-e-s : vers la légitimation du mouvement en tant que lutte politique

Au moment où cette nouvelle catégorie d'acteurs « pétrochallengeur » avait commencé à s'affirmer dans l'arène politique, elle essayait de se démarquer dans son discours de la campagne de mobilisation continue qui exigeait la démission du président depuis les mobilisations populaires de 6, 7 et 8 juillet. Les pétrochallengeurs n'exigeaient que la reddition compte. Aux antipodes de ces derniers, d'autres catégories d'acteur-e-s plus anciennes dans les luttes sociales et politiques⁵³ ont vite articulé leurs revendications sur le pétrocaribe à une lutte globale.

La publication des rapports de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif, conciliée à un travail de réflexion politique réalisé par les militant-e-s a amené à un consensus autour de l'acceptation de la lutte comme lutte politique. À ce propos, Noyer a expliqué,

⁵³ Certains d'entre eux étaient aussi très actifs dans le Pétrochallenge, sont perçus par le grand public comme des pétrochallengeurs, mais eux ne se reconnaissaient pas comme tel. Ils se disent tout simplement militants, parfois pétro-militant. C'est notamment le cas du participant que nous avons donné le pseudonyme de Basile. Au cours d'un de nos focus groupe, les participant-e-s se sont référés à lui comme étant un pétrochallengeur influent. Pourtant lors de notre entretien il nous a confié qu'il ne se considérait pas comme pétrochallengeur. Pour lui le Pétrochallenge n'est qu'une activité parmi d'autres dans lequel qu'il s'est impliqué.

quand les rapports ont été publiés, le président est indexé dans une lutte contre l'impunité et la corruption, on ne pouvait plus maintenir le silence sur l'implication du président. Cela a causé un malaise au sein des pétrochallenger qui disaient qu'ils ne faisaient pas de la politique. Cela a généré un dilemme, entre le fait de dire qu'on ne fait pas de la politique et le fait de rester cohérent dans notre combat.

D'autant plus que le pouvoir en place n'avait pas hésité à lancer sa machine répressive en ligne contre les pétrochallenger. Au fur à mesure, tous ces paramètres ont amené à la dissipation de cette fausse dichotomie « lutte citoyenne, lutte politique ». Ainsi a souligné Gayard, « au fur à mesure, tout le monde a fini par se rendre compte que le seul moyen pour qu'il ait un procès sur le pétrocaribe, il faut renverser ce pouvoir, les rapports de la Cour supérieure des comptes et d'autres éléments ont renforcé cette lutte ». Plus la légitimation de la lutte comme lutte politique s'imposait, plus les enjeux sociopolitiques ont commencé à être plus clairs. Ainsi Gayard a souligné :

Il y a un ensemble d'entreprises capitalistes qui sont très impliquées dans le pillage du fonds pétrocaribe. Au fur et à mesure, les acteurs se sont rendu compte de la nécessité de concilier une lutte politique à la lutte pour le procès pétrocaribe. Le fait que les dirigeants qui devraient créer les conditions pour rendre le procès possible sont eux-mêmes impliqués dans le pillage de cet argent, obtenir justice, obtenir un procès est impossible.

Dès que le consensus sur le mouvement pétrocaribe comme lutte politique s'est imposé, le mouvement s'est totalement imbriqué à la grande crise qui a éclaté les 6,7 et 8 juillet 2018. Joubert a abondé dans le même sens lors de notre entretien : « ce mouvement est un élément au sein d'un mouvement global ». Selon lui le mouvement pétrocaribe correspond à un moment de la lutte. Il décrit les étapes de la lutte ainsi, « cette lutte a plusieurs moments, il faut renverser cette équipe de mafias, de voleurs, ce moment c'est la bataille conjoncturelle. Il y a aussi la bataille structurelle qui va être plus longue. C'est une longue lutte contre ce

système d'exploitation, les gens utilisent très bien cette expression, « sistèm pezesouse⁵⁴ », c'est très courant dans la rue ».

C'est une lecture partagée de presque tous les répondants à cette recherche. Même dans le discours social, dans les médias sociaux, lors des mobilisations, la dimension systémique de la crise est projetée et scrutée. D'où le fameux slogan « changer le système » qui devient l'étendard de la lutte. Comme a affirmé Gayard, « au départ, c'était beaucoup plus une lutte contre la corruption, mais au fur à mesure qu'elle se développait, il va y avoir toute une articulation autour d'un discours contre le système ». C'est au cœur de ce glissement que s'inscrit le phénomène peyilòk qui fera l'objet du prochain chapitre.

⁵⁴ Pezesouse, cette expression compose du verbe peser (dans le sens de presser), puis de celui de sucer (comme l'image d'une mangue qu'on aurait pressée sans l'éplucher, puis on fait juste un petit trou afin de pouvoir aspirer le jus avec la bouche) l'expression traduit l'idée d'une exploitation à outrance.

Chapitre VI : Peyilòk une nouvelle forme d'action protestataire porteuse d'un idéal de transformation sociale

Dans le chapitre quatre, nous avons abordé le contexte d'émergence du peyilòk à l'égard des mobilisations populaires de 6, 7 et 8 juillet 2018. Au cours de ces mobilisations qui sont l'expression d'une crise systémique, les protestataires ont eu recours à une forme d'action de type manifestant préexistante dans le répertoire d'action protestataire en Haïti « la barricade ». Les Haïtien-ne-s mobilisent les barricades assez fréquemment pour faire entendre leurs revendications. En effet, la barricade est une forme de protestation très ancienne. Ainsi explique Danielle Tartakowsky, (2020, p. 81), « ce mode d'occupation de l'espace public surgit au XIV^e siècle, en Bohême, durant les guerres hussites, sous l'espèce de chariots destinés à barrer la route à l'adversaire, s'affirme au XVI^e siècle dans la stratégie du siège, s'efface au XVII^e siècle puis réapparaît au XIX^e siècle »⁵⁵. Cette forme d'action manifestante remonte de très loin dans l'histoire des luttes sociopolitiques en Haïti également, elle surgit toujours lors de grandes crises et dans les résistances quotidiennes du peuple haïtien.

Le peyilòk, nouvelle forme d'action protestataire émergée en juillet 2018, était à la base une mobilisation généralisée de barricade dans toutes les aires métropolitaines de Port-au-Prince et d'autres centres urbains jusqu'à en constituer un blocage total du pays. Ce qui était une simple manifestation populaire fut consolidé et transformé en une nouvelle action protestataire au sein de l'espace du mouvement pétrocaribe, jusqu'à en devenir complètement autonome de ce dernier. En ce sens, Gayard a souligné dans notre entretien le lien entre le mouvement pétrocaribe et le peyilòk.

⁵⁵ Il faut toutefois préciser que cette citation s'inscrit dans le contexte historique de la France.

Il y a un rapport assez étroit avec la question du pétrocaribe. C'est l'un des éléments moteurs de la mobilisation. Ce pouvoir pose un ensemble d'actes qui met les gens dans des situations difficiles. Mais le pétrocaribe a servi comme le plus grand des mobiles, le plus grand moteur qui a révolté les gens, qui a indigné les gens, qui les a amenés aux révoltes, au niveau du blocage. L'une des choses que les gens diront, c'est qu'il a un ensemble de personnes qui ont volé leur richesse, leur avenir, qui les empêchent d'avoir accès à l'éducation, à la santé, à l'université à cause du vol de cet argent. Puisque l'argent du pétrocaribe aurait pu construire plusieurs hôpitaux, écoles, universités, des routes dans plusieurs départements du pays. Par conséquent, les vies de ces gens sont *lòk*. Donc, ils pensent qu'il faut *lòk* également ces dirigeants pour qu'ils puissent sortir de cette situation. Il y a un lien étroit entre le pétrocaribe et la bataille sur la question du *lòk*, puisque c'est l'une des questions qui alimente le *lòk*.

Comme dans cet extrait de Gayard, les participant-e-s ont utilisé parfois de façon interchangeable les termes *lòk*, barricades, blocage à la place de *peyilòk*. Parfois le *lòk* prend aussi le sens d'un verbe qui traduit l'action d'adhérer au *peyilòk* ou qui justifie les raisons pour lesquelles les gens font le *peyilòk* et/ou un état de fait.

6.1- Vers une description dense du phénomène *peyilòk*

Étant un phénomène nouveau, le *peyilòk* charrie une charge conceptuelle qui le rend singulier à d'autres formes d'action protestataire préexistante, la nécessité d'une description dense de ce dernier se révèle d'autant plus importante. Visiblement le *peyilòk* est une action protestataire qui revêt la forme d'un blocage systématique de tout le pays. Il est opéré par une très grande frange de la population. L'implication stratégique d'une forte couche de la population est ce qui le rend possible, c'est une condition *sine qua non* à la réussite du *peyilòk*. Étant nouvelle, les acteur-e-s qui la mobilisent en parle en se référant à ses performances visibles, son expressivité, et les significations qu'on lui endosse. En s'adhérant au premier aspect, dans une dynamique d'autoréflexivité, Basile a tenté d'expliquer le *peyilòk* au cours de notre entretien ainsi : « c'est une forme... bon je l'appelle blocage, c'est un blocage, c'est une mobilisation. Nous sommes en mouvement, nous sommes parvenus à créer d'autres pratiques, une nouvelle pratique qui consiste à bloquer toutes les zones ».

Dans le discours de Basile, il est important de revenir sur ces deux éléments: *nouvelle pratique, et, toutes les zones* afin de faire ressortir la singularité du peyilòk. Nombre de nos participant-e-s, surtout ceux qui ont un plus long parcours de militance mettent un point d'honneur à souligner que le blocage ou la barricade n'est pas nouveau dans les pratiques de lutte en Haïti. Ainsi, Joubert l'un de nos plus expérimentés participants aux entretiens (âge et expériences de luttes) a souligné deux moments qui ont été marqués par de fortes tensions politiques où il y a eu des barricades; de longue période de blocages allant d'un à plusieurs mois, par exemple à partir de 5 décembre 2003 allant jusqu'à 4 ou 5 semaines, à partir de 2 novembre 1986 allant jusqu'à 2 mois.

En même temps, Joubert reconnaît qu'« il y avait des gens dans la rue, il y avait des pneus qui brulaient. Mais il n'y avait pas de barricade systématique au même niveau que maintenant. Je veux dire qu'il y a un niveau d'organisation des barricades, de blocage systématique dans les quartiers ». Avant, il y avait un territoire de la barricade, les barricades se trouvaient dans des lieux symboliques et stratégiques très spécifiques. Autrement dit, il y avait la cessation d'activités d'un côté, il y avait des mobilisations de rue qui usaient de barricades d'un autre côté, mais ce n'étaient pas les blocages opérés avec les barricades qui ont forcé l'arrêt de certaines sphères d'activités.

Mis à part des moments de fortes tensions politiques où les revendications visent un changement au niveau de l'appareil gouvernemental, la barricade est une forme de protestation utilisée régulièrement au niveau local. Ainsi nous explique Boivin,

dans notre expérience, quand nous voulons revendiquer pour l'électricité dans notre zone par exemple, notre première action consiste à bloquer. Si nous voulons qu'une route soit construite, on fait un blocage pour que les voitures ne puissent pas passer, pour que les autorités ne passent pas, afin d'obtenir les services. Donc, la question du blocage existait déjà.

La singularité du peyilòk par rapport aux autres formes de blocage qui se faisaient avant réside dans sa portée nationale. C'est en ce sens que Boivin a rebondi en déclarant, « mais la manière que cela se fait maintenant, où tout le monde s'y met sur le plan national avec le slogan « chak moun jere zòn li »⁵⁶, c'est la première fois qu'on l'a expérimentée. C'est parce qu'avant cela se faisait dans certaines zones qu'il a été possible de le répliquer quand on l'a lancée dans tous les lieux ».

Par ailleurs, dans plusieurs travaux de recherche la barricade a été abordée comme une « affaire de voisinage » (Danielle Tartakowsky, 2020, p. 82). En Haïti, même si elle est souvent utilisée en tant que tactique de protestation lors de grandes mobilisations qui visent un changement politique, elle n'en déroge pas pour le moindre à une forme de contestation de proximité. Dans une logique de comparaison du peyilòk à d'autres formes de contestation usant la barricade, Gayard nous a dit, « en même temps, nous avons une action partielle à certains moments dans la lutte du peuple qui lui ressemblait, certaines zones faisaient des blocages pour avoir accès à l'eau, à l'électricité, etc. ». La barricade a pour ainsi dire contribué à « l'émergence d'une « conscience de citoyenneté urbaine », à l'échelle locale » (Danielle Tartakowsky, 2020, p. 83). Il n'est donc pas étonnant qu'elle fasse partie des performances visibles du peyilòk, étant une action manifestante qui a émergé de la conscience politique populaire des masses.

Si la barricade était à la fois une stratégie et une tactique de lutte qui existait bien avant le peyilòk, c'est dans sa radicalisation qu'a vu naître le peyilòk comme nouvelle forme d'action protestataire. Comme le souligne Basile dans l'extrait ci-dessous, l'une des

⁵⁶ En français « que chacun gère sa zone », cette expression révèle la portée stratégique du peyilòk et l'implication massive d'une grande frange de la population.

singularités du peyilòk ce n'est pas la barricade en soi mais la force de blocage qui en découle, étant donné le niveau organisationnel et tactique du peyilòk.

Sa force de blocage est ce qui le rend singulier. Les autres n'ont pas sa force de blocage. Prenons par exemple une manifestation, parallèlement d'autres activités peuvent se faire pendant une manifestation. Même là encore j'ai certaines réserves, parce qu'il y a certaines zones qui continuent de fonctionner. Ce sont les relations entre villes qui sont bloquées. Cela se fait dans une dynamique qui va plus loin qu'une simple manifestation où l'on dépose un pneu puis on continue de marcher. C'est beaucoup plus organisé. C'est plus organisé dans le sens que tu peux entendre que la *base*⁵⁷ de Bélair ou celle de Delmas, d'Arcahaie, ou de Gonaïves font tous le blocage.

Le peyilòk parvient à imposer un blocage généralisé qui est difficile à contrecarrer à cause de son étendue territoriale, du poids des barricades parfois utilisé et de la gestion qui est faite des barricades. D'ailleurs Joubert a aussi souligné, « il y avait d'autres choses avant le peyilòk, mais le peyilòk a émergé récemment, avec des barricades, des arbres dans les rues où les voitures ne peuvent pas circuler. Il y a des carcasses de voitures dans les rues, auparavant il n'y avait pas tout ça, des gros camions dans les rues, partout où tu passes tu vois d'énormes barricades ». Le peyilòk a une grande capacité perturbatrice.

Le peyilòk a non seulement un grand pouvoir symbolique (nous y reviendrons plus tard), mais aussi une forte légitimité. Car, elle requiert une grande participation citoyenne pour être possible. Cette participation n'est pas toujours sollicitée par les activistes, parfois elle émerge d'elle-même de la conscience politique populaire. Ceci est une chose que Pablo

⁵⁷ Une base « *Baz* en créole » c'est un ensemble de personnes de **même génération** souvent **des jeunes dans les quartiers populaires** qui constituent un groupe qui **partage certaines affinités socioéconomiques, culturelles et identitaires**. Ils ont développé des **liens relativement forts** à partir de leurs expériences communes, leurs réalités sociales partagées et leur parcours de vie. Une base peut atteindre des niveaux divers d'organisations et peut entreprendre des activités de nature différentes (communautaires, politiques, même illégales). Chacun de ces groupes a leur propre réalité. Souvent, ils sont assimilés à des gangs. Même si certains gangs peuvent être aussi des bases, **les bases ne sont pas nécessairement des groupes armés**.

décrit comme étant une forme d'autonomie des masses démunies. Selon lui cette autonomie fait la singularité du peyilòk. Il l'a expliqué en ces termes lors de notre entretien:

Ce qui est singulier au peyilòk est surtout la façon dont les gens revendiquent, la façon d'amener les revendications qui est nouvelle. C'est-à-dire ce n'est pas obligatoirement une manifestation, ce n'est pas un sit-in. La personne peut rester dans son quartier, avec ce dont elle dispose et protester. C'est ce qui me paraît spécial. La deuxième chose, on ressent une autonomie qui se développe dans cette mobilisation, on sent que cette autonomie émerge des gens, dans leur pensée, dans leur action. C'est-à-dire, il se peut que la personne écoute la radio, puis s'indigne d'une information, sans forcément qu'il ait un mot d'ordre, elle passe à l'action.

Noyer reprend aussi cette même idée d'autonomie, en se référant à une forme de consentement populaire, quand il a affirmé « qu'il y a une grande part de consentement parce qu'il y a un niveau de réussite de certains peyilòk, sans consentement cela n'aurait pas été possible ». Les propos relatifs à l'autonomie dont a mentionné Pablo se conjuguent ainsi dans cet extrait de Noyer.

C'est elle (la population) aussi qui décide quand enlever les barricades. Parfois ce ne sont pas les politiciens (de l'opposition) qui lancent le peyilòk, parfois c'est l'initiative de certains jeunes dans les quartiers. Ou quand le politicien lance le peyilòk, il ne se donne pas les moyens lui-même pour le faire, ce sont des gens dans la population qui vont se prêter à faire le peyilòk.

Par ailleurs, les participant-e-s de nos trois groupes de discussion ont beaucoup mis l'accent sur leur participation autonome dans le peyilòk. Ils ont souligné la propagande gouvernementale qui sous-entend que le peyilòk est l'action des groupes de bandits payés par certains opposants du gouvernement. Aux antipodes de ce discours tenu par le gouvernement, Bengi a affirmé dans le groupe de discussion de Bélair:

Je suis d'accord avec le peyilòk à 100%, mais personne ne peut me convaincre de faire le peyilòk. Parce que ceux qui vont me demander de faire le peyilòk sont eux-mêmes des voleurs. Que ce soit l'opposition, que ce soit le gouvernement, je n'ai aucune confiance en eux. Ce sont tous des voleurs. Moi je suis le peuple, le peuple qui se bat pour Haïti.

C'est un point de vue partagé par les autres participant-e-s des groupes de discussion. Dans cette même veine, Clarissa a porté un démenti à ce sujet dans le groupe de discussion à Solino:

On le dit souvent, mais ce n'est pas pour l'argent que le peuple a gagné les rues. Tu vois, ce peuple, le peuple haïtien, l'argent ne saurait le faire gagner les rues. Il n'y aurait pas suffisamment d'argent pour mettre tout ce monde dans la rue. Ils mentent à eux-mêmes, c'est la conscience du peuple qui se révolte, ce sont ses conditions d'existence qui le révoltent et le poussent à gagner les rues pour dire non à ce système.

Dans ce même groupe de discussion, Julia a affirmé si cela ne dépendait que d'elle le pays serait resté *lòk* jusqu'à ce que les revendications soient entendues.

6.2- Peyilòk : remise en question d'un modèle étatique

Nous considérons le peyilòk comme une forme d'action protestataire dans la mesure qu'il vise principalement l'État haïtien. En effet, Olivier Fillieule dans *Stratégie de la rue*, distingue l'action protestataire des autres formes d'action collective dans son rapport exclusif à l'État.

L'action protestataire se distingue donc des autres formes d'action collective parce qu'elle s'inscrit dans une logique de conflit et de concurrence au centre de laquelle se trouve l'État, soit pour menacer, soit pour répondre à une menace (défense de droits anciens, réclamation de droits nouveaux), soit enfin pour arbitrer un conflit avec d'autres groupes. En ce sens, l'action protestataire est toujours politique (Olivier Fillieule, 1997, p.39).

Les propos de Thomas font écho à cette perspective quand il dit, « le lòk est une expression, c'est un désaccord, c'est une expression qui traduit le désaccord de la population avec ce modèle d'État ». En considérant que le peyilòk se manifeste par le blocage systématique et généralisé de l'espace public, par le biais des barricades, dans le but de protester un ordre sociopolitique et économique, nous affirmons qu'il est plus précisément une action protestataire de type manifestant. Celle-ci peut être considérée comme « toute occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert public ou privé et qui comporte

directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques » (Olivier Fillieule, 1997, p.44). Elle est « à la fois une expression et une action » (Olivier Fillieule, 1997, p.249). En ce qui concerne le peyilòk, Thomas nous dit :

Le lòk devient l'un des plus grands outils dont le peuple s'est procuré pour faire entendre sa voix. Parfois quand il s'exprime à la radio, on ne le diffuse pas. C'est un outil que nous avons perdu, aujourd'hui la presse fonctionne comme n'importe quelle entreprise. Elle ne met de l'avant que ceux qui peuvent lui apporter plus d'argent.

Expression (comme l'indique Thomas), de même *qu'exprimer* sont des termes récurrents auxquels nos participant-e-s se réfèrent quand ils expliquent le peyilòk. Dans cette même lignée Pablo a déclaré, « à travers le peyilòk les gens se sont exprimés, ils ont dit, voici la vie que nous voulons, voici le modèle étatique que voulons, voici le modèle de justice que nous voulons ». Dans la même optique, Joubert voit le peyilòk comme une protestation populaire qui est l'expression d'un ras-le-bol :

C'est une forme de protestation populaire pour exiger des réponses, pour exiger un changement qui leur permettra d'aboutir à un modèle d'État, un modèle de société, un modèle d'organisation de l'économie. Euh, c'est une protestation contre ce qui se fait dans le pays. Je pense que c'est une façon d'exprimer en fait un ras le bol, et une volonté d'aller le plus loin que possible pour atteindre ce changement, pas un changement superficiel, mais un changement profond.

En ce sens, Boivin a expliqué que le peyilòk exprime une volonté de changer tout un système à n'importe quel prix :

La volonté d'en finir avec ce système, la volonté d'obtenir un autre modèle d'État, un État beaucoup plus responsable, la volonté pour que réellement la lutte pour le bien-être poursuive sa route. Parmi eux, certains croient et ont déclaré si le pays ne peut fonctionner pour tout le monde, qu'il effondre pour tous. Si le pays fonctionne, tout le monde doit y vivre normalement, ou bien le pays est accessible pour tous, ou bien il disparaît. Ce sont ces expressions que les gens tiennent derrière leurs barricades.

Cette radicalité que Boivin rapporte dans ses propos est ressortie dans nos trois groupes de discussion. Souvent en des termes révolutionnaires, nos participant-e-s des groupes de discussion se réfèrent aux idéaux de la révolution haïtienne. L'idée d'un pays qui

fonctionne *pour tous ou qui disparaît avec tous* est calquée à la devise de la guerre de l'Indépendance « *vivre libre ou mourir* ». Par exemple, cette devise a été encore plus explicite dans les propos de Bengi, « Je préfère mourir au lieu de reculer dans une bataille » lors du groupe de discussion de Bélair. C'est en ces termes qu'il a exprimé son mécontentement par rapport au communiqué de certains leaders de l'opposition annonçant une pause du peyilòk pour la réouverture des écoles.

Dans ce même groupe de discussion, Gabriel a exprimé sa colère par rapport à la reprise des activités toujours en se référant à la mort. Il a dit, « je suis en colère parce que les activités ont repris. Nous avons commencé une lutte, nous aurions dû aller jusqu'au bout. Tous ceux qui ont survécu auraient dû venger ceux qui sont morts. Nous aurons dû poursuivre⁵⁸ ». Pour Gabriel, cette lutte va au-delà d'un changement de régime politique. Sa lutte a des visées plus structurelles, dans son combat il projette des retombées sur l'avenir. « Tout mon combat, c'est pour éviter que mes enfants aient à vivre la même vie misérable que moi » dit-il. La devise « liberté ou la mort » à la base prône une liberté qui est indissociable au bien-être dans la vision du monde que charrie la révolution haïtienne. D'ailleurs, Jean Jacques Dessalines, père fondateur de la nation haïtienne, l'a formulé en ces termes, « il n'y a pas de liberté sans bien être ». En ce sens cette affirmation de Boivin, « la volonté pour que réellement la lutte pour le bien-être poursuive sa route », fait ressortir

⁵⁸ Au quartier de Bélair, il y a eu un massacre de plusieurs habitant-e-s du 4 au 8 novembre 2019. 24 personnes ont été tuées et 5 autres blessées par balles. « Haïti-Droits humains : Le massacre au Bel Air, une banalisation du droit à la vie par les autorités étatiques, selon un nouveau rapport du Rnddh ». Publié le 19 décembre 2019, pas d'auteur mentionné. <https://reliefweb.int/report/haiti/ha-ti-droits-humains-le-massacre-au-bel-air-une-banalisation-du-droit-la-vie-par-les>

l'ancrage symbolique historique du peyilòk par rapport à la philosophie de liberté bien-être.

6.3- La construction d'une dimension discursive et symbolique du peyilòk autour des repères historiques

Pareil à bien d'autres périodes de grandes crises, le peyilòk en tant qu'action protestataire est une mise au point sociétal, une sorte de quête sociopolitique vers les idéaux de la révolution haïtienne. Nous avons observé au cours de sa transformation depuis les mobilisations populaires de 6,7 et 8 juillet 2018, jusqu'à en devenir une action protestataire de type manifestant ayant ses singularités propres; le peyilòk est toujours articulé à la mémoire collective et historique dans le discours des protestataires.

Déjà, la consolidation du peyilòk en tant que forme d'action protestataire s'est faite à partir de deux dates historiques et symboliques. Le 18 novembre 2018 (après une grande manifestation populaire) fut la première fois que le peyilòk a été sollicité comme action protestataire. Cette date symbolise la bataille finale à Vertières (18 novembre 1804) qui allait aboutir à l'indépendance d'Haïti (1^{er} janvier 1804) et la concrétisation de la plus grande révolution anti-esclavagiste, anticoloniale et antiraciste au monde. À la suite de ce premier mot d'ordre de peyilòk, le pays est resté lòk pendant une semaine. À ce propos nous dit Noyer :

Je pense que les acteurs politiques ont toujours fait en sorte de donner un sens actuel à des dates historiques pour inviter la population à rejoindre les mobilisations. Je me souviens de 18 novembre, date qui symbolise la bataille finale. Quand ils ont lancé les mobilisations pour le 18 novembre, ils ont insisté sur la bataille finale. 18 novembre n'est pas forcément une bataille pétrocaribe, c'est le début d'un glissement vers la démission de Jovenel. Ils se sont dit que c'est la dernière bataille pour renverser Jovenel Moïse. Et le pouvoir allait prendre conscience que la question de la bataille finale allait être difficile à gérer. Il a donc organisé

une vague de répression entre 17 et 18 novembre. Il y a eu le massacre de la Saline⁵⁹, beaucoup d'exécutions sommaires entre autres.

L'articulation qui a été faite entre la bataille de Vertières et les luttes actuelles est très significative dans la mobilisation des gens.

La deuxième fois où le mot d'ordre du peylòk a été lancé est le 7 février 2019, une autre date très significative dans la mémoire collective haïtienne. Elle symbolise la fin des 29 ans de terreur perpétrée par la dictature duvaliériste avec le départ le 7 février 1986 du dictateur Jean Claude Duvalier. Le 7 février 1986 marque une rupture brutale à un ordre politico-social oppressif et répressif. Une dictature lourde en assassinat, emprisonnements arbitraires, massacres, impunité, bâillonnement de la presse, centralisation administrative...

La scène politique de 1986 est marquée par l'émergence d'une mouvance populaire « *dechoukay* ⁶⁰ » contenant plusieurs dizaines d'organisations qui revendiquent, « pouvoir populaire, démocratie, liberté, justice pour tous » (Etzer Charles, 1994, p.392). Autrement dit, l'action de *dechoukay* symbolisait une remise à zéro de l'ordre social et la reconstruction du lien social comme passage obligé pour l'instauration d'un régime

⁵⁹ Entre 13 et 14 novembre 2018, il y a eu pendant 14 heures un massacre dans le quartier populaire de La Saline, au moins 26 personnes ont été tué. « En juin 2019, le Service des Droits Humains (SDH) de la Mission des nations unies pour l'appui à la justice en Haïti (MinujustH) publie un rapport de vingt pages sur ce massacre. Ce rapport détaillé suggère que l'attaque a été une opération planifiée au niveau du pouvoir d'État. Elle a été menée par au moins cinq gangs différents, soutenus par des agents du gouvernement, contre des membres de deux groupes rivaux et des résidents soupçonnés d'être associés à ces deux groupes ». Darbourze, James. « Haïti : ce que le massacre à La Saline (quartier populaire) nous apprend sur la société haïtienne et la nature actuelle de la crise de l'État ». Publié 19 novembre 2019, <https://www.pressegauche.org/Haiti-ce-que-le-massacre-a-La-Saline-quartier-populaire-nous-apprend-sur-la>

⁶⁰ L'opération populaire *dechoukay* qui a sonné le glas de la dictature duvaliériste traduit l'idée de déracinement total de tout un régime politique mortifère et de ses tortionnaires à savoir les tontons macoutes (membre de la milice duvaliériste qui a constitué les moyens de gestion de la terreur duvaliériste). Le *dechoukay* est resté comme forme d'action protestataire en Haïti.

démocratique (Laënnec Hurbon, 2001, p.133). Nous avons vu les pratiques liées au *dechoukay* surgissent pendant les périodes de lòk. Une autre expression « *tabularasa* » qui porte le sens d'un changement profond est survenue aussi avec le peyilòk. Elle sous-entend l'idée de faire table rase du système sociopolitique et économique existant. Dans nos groupes de discussion les participant-e-s parlent d'un « changement total capital » de ce système.

Le peyilòk s'est matérialisé en pensée, et celle-ci s'aligne aux idéaux de la révolution haïtienne. Il y a un recours systématique à la révolution haïtienne dans le discours des acteur-e-s quand ils se réfèrent au peyilòk. Par exemple, Dorval a remonté dans son discours jusqu'au projet de liberté bien-être du père fondateur de la nation haïtienne, l'empereur Jean Jacques Dessalines, pour faire sens du peyilòk. Ainsi a déclaré Dorval lors de notre entretien:

La première chose avec le peyilòk, c'est que les gens ont fini par comprendre que les barricades qui existent aujourd'hui, ce n'est pas la masse des exploités qui les ont mis, mais l'État, la bourgeoisie, l'impérialisme. Parce qu'ils ne veulent pas notre émancipation en tant que personne, en tant que peuple. Ils nous bloquent depuis notre naissance, ils nous bloquent depuis la lutte de notre père Dessalines qui luttait pour que chacun puisse posséder une parcelle de terre.

En effet, le projet de liberté bien-être s'inscrit dans une dynamique de justice sociale, d'égalité sociale, de souveraineté et la possession de ses propres moyens d'existence qui passait nécessairement par la possession de la terre. Par-dessus tout, cette liberté prend son sens dans le fameux principe « *pa gen moun pase moun*⁶¹ », qui est en fait un principe d'égalité socioéconomique. C'est ce qui explique que les politiques de Dessalines ont été axées principalement sur la question agraire. À ce propos écrit Jean Casimir (2009, p.106) :

⁶¹ Personne n'est au-dessus d'une autre personne, toutes les vies valent.

« De l’avis de Dessalines, il revient à l’État de protéger l’accès des anciens captifs à la terre. Il existe donc une communauté d’entre l’État et la société ainsi qu’un espace de négociation politique ». La terre, étant le principal moyen de production de l’Haïti, naissante était de ce fait le symbole par lequel se matérialise la philosophie de la liberté bien-être. Nous le verrons dans la section qui suit, le peyilòk dénonce un ensemble d’injustices et d’inégalités sociales qui sont structurelles et historiques.

Par ailleurs, dans le conflit qui opposait les anciens libres et les nouveaux libres sur la redistribution de la terre après l’expulsion des colons français, Dessalines eut à se positionner clairement à partir de ces interrogations: « Avant qu’on ait pris les armes, personne n’a eu le courage de revendiquer la terre au nom de leurs pères. Pourquoi depuis l’indépendance, vous avez commencé à faire ça? Et ceux dont les pères sont en Afrique, n’auront-ils rien? ⁶²» (Cité par Jn Anil Louis Juste, 2010, p 29 ; notre traduction). Dans cette déclaration, un principe d’équité et de justice sociale a été posé et il a façonné toutes les revendications sociales à chaque grande crise dans l’historiographie haïtienne⁶³. C’est ce que dénonce Vicius lors du groupe de discussion à Solino quand il dit « il y a un petit groupe de l’oligarchie qui tient le pays en otage ».

Dans les discours qui sont produits sur le peyilòk par les classes populaires, on peut y voir la tension historique qui existe entre la nation haïtienne et l’État haïtien, ainsi qu’une quête vers l’idéal dessalinien. Ces classes sont conscientes que l’assassinat de Dessalines au Pont

⁶² « Avan nou te pran zam pèsonn pat gen kouraj vin revandike tè nan non papa yo. Poukisa depi nou fin endepandan, moun koumanse fè sa. Enben, moun ki gen papa yo nan peyi Lafrik, yo menm yo pap gen anyen? » .

⁶³ La périodisation des grandes crises selon Michel Hector (2006, p.77), « [...] les grandes de 1843-1848, 1867-1870, 1908-1915 et 1986-1994 ». À cela j’ajouterai celle qui eut cours depuis les événements 6,7,8 juillet 2018.

rouge a constitué leur exclusion de la nouvelle société qui se construisait. Comme l'affirme Jean Casimir « au Pont rouge, la société et l'État empruntent des chemins divergents et prennent naissance les « gens du dehors », les exclus, en présence de tous nos maîtres à penser » (2009, p.106). Le peyilòk est aussi un plaidoyer pour l'inclusion de « ces gens du dehors ». Même si le peyilòk cible principalement l'État, il a une dimension stratégique qui porte atteinte aux deux principaux acteurs locaux auxquels les masses attribuent la détérioration de leurs conditions de vie, à savoir l'État et la bourgeoisie haïtienne. En ce sens, Biron a déclaré dans le focus group de Béclair, « le lòk est la plus grande forme de lutte que le peuple haïtien a trouvée pour lutter. Le peyilòk porte atteinte aux bourgeois et paralyse l'État ».

Comme nous l'indiquons, le peyilòk est en quelque sorte l'affirmation des classes populaires de leur volonté de se réapproprier du projet dessalinien de liberté bien-être. Ce projet de liberté indissociable au bien-être a amorcé tout un idéal sociétal qui est ancré dans la pensée et la conscience politique des masses populaires en Haïti. Or, la crise actuelle à laquelle Haïti est confrontée est l'expression du bafouement de cet idéal auquel le peuple haïtien aspire dès sa constitution en tant que nation. Le peyilòk en plus d'être une forme d'action protestataire, est un mouvement de masse qui vise une transformation radicale, qui transcende un simple changement de régime politique. D'où le terme de « changer le système » qui s'était imposé dans le discours social.

D'après Boivin, l'un des participants, c'est le niveau de changement visé qui fait échec à l'objectif principal du peyilòk, à savoir la destitution du président Jovenel Moïse. Il l'a expliqué comme suit :

L'une des raisons pour laquelle le peyilòk n'a pas obtenu les résultats escomptés est parce qu'il se définit comme une bataille antisystème. C'est un mot fort, et ce mot dérange les acteurs. L'un des grands acteurs qu'il dérange est l'international. Car ce n'est pas seulement une lutte pour la destitution de Jovenel, c'est pour changer ce système qui existe, qui génère davantage d'inégalité, beaucoup plus d'inégalités, cela nous a donné un pays inégalitaire. L'international s'est rendu compte que l'aboutissement réel de cette lutte l'exclura, ils savent comment la situation actuelle est à leur avantage. Parce que même dans la question du pétrocaribe l'international en a bénéficié autant que les dirigeants du PHTK.

Joël affirmait aussi dans le groupe de discussion de Solino, que la lutte actuelle dépasse un changement de régime politique. Il a dit, « aujourd'hui, nous luttons pour avoir notre propre État. Notre État qui pensera à nous dans les quartiers populaires. Notre combat consiste dans un premier temps à destituer ce pouvoir, ensuite nous nous battons pour changer ce système ».

Par la même occasion, Boivin a souligné dans l'extrait de *verbatim* ci-mentionné, la domination impérialiste qui est aussi l'une des dénonciations qui est faite dans le cadre des mobilisations reliées à cette situation de crise. En ce sens, Gayard a affirmé que les gens attribuent leurs situations socioéconomiques au fait qu'ils ne sont pas libres de faire des choix politiques qui leur conviennent. Ainsi, a déclaré Gayard :

Ils attribuent le fait qu'ils ne peuvent pas manger ni travailler, qu'ils sont au chômage, qu'ils sont économiquement lòk, leurs poches sont lòk, ils sont dépourvus de tout... Euh, les acteurs locaux ne choisissent pas leurs dirigeants, ils leur sont imposés par l'international, ce sont les ambassades qui décident à leur place. Politiquement on constate que c'est un pays qui est sous domination étrangère, sous occupation, donc politiquement c'est un pays lòk.

Le non-aboutissement du peyilòk est capté comme le refus de certains États impérialistes d'admettre la volonté populaire. Ces États sont clairement pointés du doigt dans les discours des participant-e-s. Ainsi nous dit Antoine dans le groupe de discussion de Bélair « le peuple a mené tous les combats pour réussir, mais il y a les colons, les États-Unis d'Amérique, la France, le Canada, ce sont eux qui à chaque fois on fait un mouvement, financent des gangs armés pour semer la terreur dans les quartiers populaires ». La

désignation du terme colons pour ces États impérialistes nous amène encore à faire le lien avec les idéaux de la révolution qui est un questionnement de la domination et exploitation de certains États sur d'autres. Ainsi, écrit Jean Casimir (2018, p.243) :

La société haïtienne, tout particulièrement, est née en questionnant tout haut les droits que s'octroient les empires coloniaux. Cette conquête est une donnée, mais il ne s'ensuit pas qu'elle ait été et qu'elle doive être acceptée, bon gré mal gré, et encore moins qu'elle ait façonné les comportements des ancêtres. Bien au contraire, tout semble indiquer que, de nos jours encore, les Haïtiens construisent leur vie en questionnant cette conquête sans répit.

Par ailleurs, les participant-e-s ont souligné un changement dans la perception des acteur-e-s de la domination extérieure. Les nouveaux enjeux géopolitiques sont plus ou moins compris au niveau des masses. À ce propos, Clarissa a mentionné dans le groupe de discussion de Solino, « maintenant, nos yeux sont ouverts, nous n'avons plus peur du blanc. Dans le temps, dès qu'ils exigent le dialogue, tout le monde se repliait sur soi. Maintenant, le blanc demande le dialogue à maintes reprises, mais personne ne se préoccupe de sa demande ». Dans la manière que le changement du système est perçu, la souveraineté et l'autonomie nationales en sont au centre. Ainsi s'est exprimé Bengi sur ce changement dans le groupe de discussion de Bélair :

Le changement d'Haïti implique que tous les Haïtien-ne-s s'unissent pour dire non aux colons blancs. Parce que, on parle de système, mais Haïti n'a pas vraiment de système. Il y a une série de politiciens, sans caractère, qui ne veulent pas que le pays progresse. Ils acceptent que les États-Unis, le Canada, la France viennent leur offrir... c'est-à-dire, si Haïti se développe, ce ne serait pas une bonne chose pour les États-Unis. Sinon où est-ce qu'ils iraient vendre leurs produits expirés? Haïti n'a pas de système, c'est à nous de prendre notre destin en main comme Toussaint et Dessalines l'ont fait.

Quand Bengi dit qu'il n'y a pas de système en Haïti, il dénonce la subalternisation de l'État haïtien par rapport à la domination impérialiste. Il en est de même quand il a dit qu'il n'y a pas de politiciens en Haïti dans l'extrait ci-dessous :

Haïti n'a pas de politiciens. Haïti n'a que de petits vicieux qui ont accaparé toutes les institutions de l'État, qui empêchent le développement du pays, qui travaillent pour les

colons. Ils amènent un slogan système⁶⁴, système, il n'y a pas vraiment de système. Par exemple, les parlementaires vendent leurs votes. Nous avons un ensemble de petits vicieux qui sont toujours dans une sorte d'attentisme. Quand nous étions esclaves, il y avait des Haïtiens conséquents qui pouvaient tenir tête aux blancs qui nous ont soumis à l'esclavage.

Nous avons constaté que souvent les propos de nos participant-e-s des groupes de discours résonnent aux discours de Jean Jacques Dessalines. Ils font échos à la fameuse déclaration de Dessalines : « nous avons risqué notre vie pour être libres. Ayons le courage d'être libres pour nous-même⁶⁵ » (Cité par Jn Anil Louis Juste, 2010, p 24 ; notre traduction). La souveraineté et l'autonomie nationales sont un fait que soulignent les classes populaires dans les revendications que charrie le peyilòk. À ce propos, affirme Jean casimir en parlant du retrait des malheureux du politique (terme qu'il a emprunté de Claude Moïse)

[...] comme l'isolement de la souveraineté interne qu'ils sont les seuls à avoir inventé et les seuls à défendre contre les attaques incessantes de la communauté internationale. Et ceci, bien avant que cette communauté ne confie sa représentation, durant le XIX siècle, à ses consulats généraux. Devant la passivité et le manque d'imagination des classes dirigeantes, les couches subordonnées font preuve d'initiative, alors que la bureaucratie gouvernementale se répète avec une monotonie et une incongruité décourageante (2018, p.330).

Le changement systémique que revendique le peyilòk sous-tend une indépendance et autonomie socioéconomique, culturelle et politique du citoyen haïtien qui nécessite une remise en question de la violence structurelle que subit la grande majorité de la population haïtienne.

6.4- Peyilòk : Remise en question d'une violence structurelle

L'expressivité de l'action manifestante se traduit entre autres « [...] par l'affirmation visible d'un groupe préexistant ou non, par la mise au jour de demandes sociales plus ou moins précises » (Olivier Fillieule et Danielle Tartakowsky 2008, p.3). S'agissant du

⁶⁴ En effet, il y a eu une tentative de récupération du pouvoir du terme changement de système, quand le président a affirmé vouloir lui aussi changer le système.

⁶⁵ - « Nou te riske lavi nou pou nou lib. An nou gen kouraj lib pou tèt nou menm » Cité par Jn Anil Louis Juste, 2010, p 24).

peyilòk les revendications sont à la fois d'ordres structurels, contextuels et situationnels. Il est intéressant de noter les nuances qui peuvent ressortir dans les discours de nos participant-e-s selon les deux grands profils que nous avons définis, les participants aux entretiens et les participant-e-s aux groupes de discussion. Ces derniers, qui sont dans une position sociale plus vulnérable, sont en grande partie des acteur-e-s qui matérialisent le peyilòk dans les rues.

D'ailleurs les pronoms utilisés par ces deux catégories d'acteur-e-s traduisent souvent leur niveau d'implications et la nature de leur contribution à la mise en place du peyilòk. Nous pouvons comparer ces deux extraits pour saisir comment les acteur-e-s appréhendent le peyilòk, celui de Richard qui a participé au groupe de discussion de Fort national, et celui Joubert avec qui nous avons eu un entretien individuel. Joubert nous a expliqué les raisons qui motivent les acteur-e-s (en employant la troisième personne du pluriel) à opter pour cette forme de protestation :

Le pays a toujours été lòk, dans le sens que les gens n'ont pas les moyens pour s'adonner à leurs activités. Ils n'ont pas les moyens de vivre, ils sont toujours bloqués. Les barricades qu'on voit dans le peyilòk sont là pour ôter les barricades qui sont invisibles : barricade de la corruption, barricade d'exclusion, barricade d'ingérence... qui nous bloquent. Ces barricades sont encore plus terribles que ceux qui sont visibles. Il en est de même du peyilòk qui est visible, ce n'est qu'une forme de peyilòk. Mais le peyilòk invisible est plus terrible, parce qu'il est permanent.

Or, de son côté Richard a dit, « la raison pour laquelle *je* proteste avec ma barricade, c'est parce que je ne peux pas manger. Nous qui sommes dans la masse, nous ne pouvons pas aller à l'école, nous n'avons pas les moyens de payer la scolarité, nous ne pouvons pas boire, nous vivons très mal. Juste, pour ces raisons je suis debout derrière ma barricade ».

Nous pouvons voir le même schéma sémantique dans les propos de Willy qui a participé au groupe de discussion de Solino quand il a déclaré « dès ma naissance j'ai été lòk ».

Cette situation de privation dont parle Richard et Willy est ce que Joubert appelle des barricades invisibles. Cependant, dans les discours des participant-e-s des groupes de discussion, l'accent est mis en général sur leurs propres vécus. En fait, le peyilòk est une dénonciation d'un ensemble d'inégalités structurelles et d'injustices systémiques qui sont aggravées par la crise actuelle. Ces dénonciations sont portées essentiellement par les personnes qui les vivent quotidiennement. Par exemple, dans le groupe de discussion réalisé à Fort national, Richard nous a expliqué les raisons qui l'ont poussé à opter pour cette forme de protestation en décrivant sa situation sociale.

Si le peyilòk s'impose comme un blocage généralisé momentané de toutes les sphères d'activités qui empêchent les gens de vaguer à leurs occupations, il est le reflet d'une dénonciation des formes plurielles de blocages sociohistoriques des masses démunies (à savoir la majorité de la population haïtienne) aux ressources du pays. D'ailleurs, nous avons vu dans la section précédente comment les acteur-e-s ont mobilisés des référents historiques pour faire sens du peyilòk. Dans le même groupe de discussion qui a eu lieu à Fort National, Bernard a signifié le peyilòk par le biais de l'injustice sociale qu'il dénonce.

La *barricade* a beaucoup de signification dans notre vie, pour nous dans les quartiers populaires, surtout les jeunes. Il existe beaucoup de jeunes talentueux dans les quartiers populaires. Ils n'ont personne pour les encadrer. Cependant, s'ils faisaient partie des gens d'en haut, n'importe où ils iraient, ils auraient brillé, mais les jeunes des quartiers populaires ils sont invisibles. Ils sont traités comme des déchets. On les stéréotype. Et, c'est l'une des raisons qui nous poussent à placer des barricades pour dire non à ce système. Il faut un autre système basé sur la justice sociale qui prend en compte la situation des plus pauvres.

En ce sens, le peyilòk peut être perçu comme la dénonciation d'une violence structurelle exercée sur les masses démunies. En effet, la violence structurelle « est inscrite dans des structures sociales répressives réduisant l'autoréalisation humaine et produisant une

inégalité des chances chez les groupes moins privilégiés » (Galtung, 1969; cité par Catherine Flynn et al. 2016).

En effet, le peyilòk est une forme de protestation qui oblige les catégories et classes sociales privilégiées à se poser pendant un temps, à questionner leurs privilèges par rapport à ceux qui sont dans une privation totale. Même s'il n'y a aucune garantie de l'efficacité du peyilòk en termes de conscientisation sur la misère de l'autre, il porte une certaine nuisance au confort des privilégiées pendant une courte période⁶⁶.

À l'unanimité, les dix-sept participant-e-s qui ont participé aux groupes de discussion ont exprimé de la colère envers les leaders de l'opposition qui ont exigé une trêve au peyilòk en argumentant qu'elle était nécessaire pour la réouverture des écoles. À ce propos Roger, un participant au groupe de discussion de Solino a exprimé sa colère et son engagement par la même occasion :

Est-ce que la réouverture des écoles a empêché le pays d'être lòk? Je suis ici, je ne peux pas me rendre au bas de la ville, ne suis-je pas lòk? Je ne peux pas me rendre à Bélair, ne suis-je pas lòk? Je ne peux pas aller à Grand-ravine, ne suis-je pas lòk? Grand-ravine, n'est-ce pas mon pays? Cité soleil, n'est-ce pas mon pays? Pourquoi ne puis-je pas m'y rendre? Ai-je besoin d'un visa pour aller à Grand-ravine? Non ! Je suis lòk. Ne vous laissez pas tromper par la circulation des voitures dans les rues et la réouverture de quelques écoles pour conclure que le pays n'est pas lòk. Il n'y a pas de pays, je me battraï face à ce gouvernement jusqu'à la mort tant qu'il est encore là⁶⁷.

Roger a dénoncé par la même occasion le climat d'insécurité, de violence maintenue par le pouvoir en place. D'ailleurs, c'est un point de vue qui a été soutenu par Gabriel dans le

⁶⁶ Lors d'une discussion informelle que nous avons eue avec Janette, jeune cadre universitaire de la classe moyenne, elle nous a expliqué à quel point le peyilòk qui a duré deux mois en 2019 était horrible pour elle à vivre. Le fait de ne pas pouvoir sortir et maintenir ses routines socioprofessionnelles lui a généré des crises d'angoisses pendant un mois. À un point tel qu'au deuxième mois elle a dû quitter le pays momentanément pour pouvoir respirer, nous dit-elle.

⁶⁷ Bélair, Cité Soleil, Grand-Ravine, font partie des quartiers populaires qu'on considère comme des zones de non-droit. Ils peuvent facilement être exposés à des massacres d'État, justifiés comme dommages collatéraux d'affrontements entre gangs armés et les forces de l'ordre.

groupe de discussion de Bélair. Il a affirmé, « le pays a été lòk pendant 3 mois, moi ça fait 8 mois que je ne peux me rendre au bas de la ville⁶⁸ pour fonctionner. Car ce gouvernement a armé des bandits qui tuent les gens au bas de la ville. Mon dépôt a été cambriolé, j'ai tout perdu. J'ai des prêts en banques que je ne peux plus rembourser. Je suis presque en fuite ».

Le peyilòk peut aussi être considéré comme une contre-violence vis-à-vis de la violence structurelle exercée par l'État. Nous avons nommé cette catégorie retour d'ascenseur du citoyen à l'État. L'idée qu'elle sous-tend prend tout son sens dans les propos de Noyer.

Le peyilòk prouve que de la même manière que les États peuvent exercer une violence sur les sociétés, les sociétés peuvent se doter de certains moyens pour retourner cette violence aux États. Et le peyilòk est exactement une forme de violence en retour à l'État. Je pense que les citoyens doivent prendre conscience qu'ils sont l'essence même de la société, ce n'est ni l'État, ni la police, ni l'armée. Donc s'ils décident de son arrêt, ils peuvent le rendre effectif.

Le peyilòk peut être considéré dans ce cas comme une forme de violence contestataire qui reflète une violence structurelle. En ce sens, Philippe Braud (1993, p.6) explique :

L'apparition de la violence est un "signal de danger", c'est-à-dire l'indice d'un dysfonctionnement du système politique : soit qu'il ait affiché une indifférence foncière au problème dont la violence est le révélateur, soit qu'il ait considéré les solutions préconisées comme radicalement inacceptables pour sa survie, soit enfin qu'il ait été incapable de percevoir correctement ou d'interpréter des signaux antérieurs de nature non violente.

Les signaux antérieurs de nature non violente se dissipent dans la force de résilience d'une population qui se meurt à petit feu, qui réalise de jour en jour que sa situation sociale, ses conditions de vie infrahumaine ne lui sont pas attribuables. Pour revenir à la violence structurelle dont le peyilòk se veut une dénonciation, voici ce que Manuel a expliqué au cours de notre entretien : « la vie des gens ont été lòk bien avant, les enfants ne peuvent pas aller à l'école à La Saline; on ne peut pas manger ». Toujours dans cette perspective de dévoilement des conditions de vie extrêmement déplorables auxquelles le peyilòk fait sens,

⁶⁸ Le Bas de la ville constituait le plus grand centre économique du pays.

Dorval met en lumière (à partir d'un témoignage) la motivation immédiate de certains protestataires par rapport à certaines pratiques de luttes lors de notre entretien.

Le peyilòk met en lumière différents éléments, par exemple, il y a le *dechoukay*. Il y a le *dechoukay*, parce que tu imagines, il y a plusieurs personnes qui gagnent les rues, moi j'en étais témoins ... qui viennent de La saline, certaines sont mes ami-e-s, parfois je ne peux pas résoudre leurs problèmes sociaux moi-même. J'ai vu une dame dans une manifestation pendant le peyilòk, elle a dit qu'elle avait sa valise avec elle, qu'elle avait seulement besoin d'un magasin qui a des boîtes de lait, parce qu'elle a deux bébés qui l'attendaient et ils ont faim, qu'elle devait absolument leur ramener du lait, qu'elle n'avait besoin de rien d'autre. Ce qui signifie, elle doit résoudre ce problème immédiat de la faim, quitte à laisser sa peau, n'importe où il y a du lait, elle va entrer pour le prendre.

Le peyilòk ainsi que d'autres formes d'actions manifestantes sont souvent accompagnés des actes de pillages, ce sont souvent des moyens de résoudre certains problèmes ponctuels pour certaines catégories défavorisées. Ils répondent presque toujours à une forme de violence structurelle. À ce propos, Köhler et Alcock, en 1976 avaient « à leur tour [affirmé] que la violence structurelle se produit lorsqu'une personne est lésée ou tuée lentement par une situation de pauvreté ou d'injustice sociale, par des institutions politiques et économiques ou par des systèmes ou des structures » (cité Catherine Flynn et al., 2016, p.48).

Dans ce sens, Dilon a expliqué sa détermination dans la participation au peyilòk lors du groupe de discussion à Fort National en disant « c'est la barricade qui est la solution à notre condition de vie, solution au changement que nous aspirons, solution au manque d'hôpital, à notre sécurité, à la cherté de la vie, à notre couverture sociale ». Les propos de Dilon paraissent beaucoup plus percutants quand on considère le coût de cette protestation pour sa famille. Il a même perdu un enfant au cours d'une protestation avec les barricades, pourtant il est resté aussi investi dans la lutte.

6.5- Peyilòk : expression d'une dichotomie entre un État néolibéral, anti-citoyen, subalternisé et un modèle de citoyenneté populaire

La grande crise à laquelle Haïti est confrontée actuellement et les mobilisations qui en découlent sont marquées par une forte participation citoyenne. Les citoyen-ne-s haïtiens sont de plus en plus conscient-e-s des enjeux externes par rapport aux politiques qu'applique l'État ; que l'État haïtien est complètement subalternisé; que ses politiques ne se préoccupent guère du bien-être des citoyen-ne-s. Il est arrivé un moment où une forme de citoyenneté populaire a manifestement pris le dessus pour une redéfinition des bases de la société haïtienne contemporaine. Comme l'a indiqué Noyer au cours de notre entretien,

le peyilòk a une dimension citoyenne parce que l'adhésion à ce mouvement vient de personnes qui estiment que les revendications sont leurs propres revendications. Ces revendications ne sont pas de simples revendications politiques de personnes qui veulent renverser Jovenel Moïse. Ce sont des revendications axées sur les droits socio-économiques.

Dans les perspectives classiques, la citoyenneté est basée sur une présomption d'égalité surtout en ce qui concerne la jouissance des droits politiques. En revanche, dans la nouvelle théorie de la citoyenneté, elle « ne se définit plus seulement par un ensemble de droits-libertés – définition politique – mais par les droits-créances ou, plus exactement, ce sont les droits économiques et sociaux ou droits-créances qui deviennent les véritables droits politiques » (Dominique Schnapper, 2017, p.65).

L'État haïtien, étant subalternisé, ne garantit même pas les droits politiques à ses citoyen-ne-s. Les dernières élections qui ont amené à ce régime ont clairement prouvé que les Haïtien-ne-s n'ont aucun contrôle sur les processus électoraux. D'ailleurs, les revendications et les significations données au peyilòk mettent en évidence le fait que la population haïtienne ne jouit pas de leurs droits socioéconomiques. L'ensemble des mesures d'austérités qui sont prises au détriment des citoyen-ne-s, qui par ailleurs ont été

l'élément déclencheur du peyilòk à travers les mobilisations populaires des 6,7,8 juillet 2018 nous amène à considérer l'État haïtien comme un État néolibéral et anti-citoyen. C'est un point de vue qui est perceptible dans les discours de nos participant-e-s. Nous pouvons le percevoir dans cet extrait de verbatim tiré de l'entretien avec Noyer.

Pour moi, l'État est contre les citoyens, pour que les gens puissent vivre, ils doivent être des citoyens à plusieurs niveaux. Déjà, ils doivent revendiquer leur droit à la citoyenneté, parce que l'État ne les reconnaît pas en tant que citoyens, et en même temps ils doivent exiger que l'État leur offre des services en tant que citoyens. Or, l'État n'est pas dans cette logique. L'État haïtien est un État qui ne donne pas de service. Le fait que l'État n'offre pas de service, ils disent que c'est un État faible. Tandis que l'État ne se donne pas pour mission d'offrir des services.

C'est en ce sens que Gabriel a déclaré dans le focus group de Béclair « Pour moi l'État n'existe pas. J'ai 4 enfants, je n'ai jamais reçu aucune aide de l'État. J'ai tout payé pour mes enfants ». Toujours dans cet ordre d'idées, Roger fait ressortir son devoir de protestation en tant que citoyen face à l'insouciance de l'État dans le groupe de discussion à Solino. Ainsi dit-il,

en tant que citoyen de mon pays, il est de mon devoir, dès que quelque chose ne fonctionne pas, de gagner les rues. Parce que j'ai des enfants, j'ai une femme dans ce pays. L'école coûte très cher, l'État ne régularise pas le coût de la scolarité, il n'y a pas de services de santé ni d'eau potable, il n'y a pas d'emploi, il n'y a rien. Ce qui veut dire, tout est lòk dans ce pays.

Dans cette perspective de citoyenneté populaire, l'espace principal d'exercice à la citoyenne devient la rue et le principal devoir du (de la) citoyen-ne devient la protestation de ce type d'État. Ses revendications s'articulent autour de l'accomplissement du projet de la liberté bien-être. Le (la) citoyen-ne est au centre stratégique de la lutte. Le peyilòk n'émerge pas seulement d'une action directe des masses populaires, il est aussi consolidé en tant que nouvelle action protestataire par ces masses, souvent au péril même de leur propre survie. Boivin a souligné lors de notre entretien :

La première chose avec le lòk c'est le citoyen qui décide de lui-même. Par exemple quand la personne choisit de bloquer son quartier, il met une pression sur lui-même, il a des enfants qui doivent aller à l'école qui ne peuvent plus s'y rendre; il a sa femme qui doit faire son commerce au bord de la rue, au marché qui ne peut plus le faire. Certains d'entre eux sont des travailleurs autonomes, la majorité d'entre eux sont des journaliers, ils vivent au jour le jour. Ils ont fait le choix de se sacrifier pour cette bataille. C'est pour la première fois dans une bataille, après la bataille de 1804, où c'est le citoyen qui s'est engagé de lui-même. C'est en ce sens que je te dis qu'ils sont allés plus loin dans la lutte que les leaders politiques.

D'ailleurs, il n'y a pas que Boivin qui a soutenu que les masses portent la lutte beaucoup plus loin que les leaders politiques et/ou des organisations progressistes⁶⁹. À l'unanimité tous mes participants aux entretiens individuels qui évoluent dans une structure organisée (organisation populaire et/ou progressiste, partis politiques) reconnaissent qu'il y a une dimension dans la résistance qui dépasse de loin les actions définies par les acteur-e-s qui en font les cadres au niveau des organisations. Ils tenteront de l'expliquer de différentes manières, par exemple Pablo a mobilisé Lénine pour parler des « hasards de la lutte », en même temps il parle aussi de l'autonomie des masses; Boivin quant 'à lui a parlé de volonté populaire ; Noyer parle de consentement de la population...

Selon nos observations, le peyilòk est une action protestataire qui s'inscrit dans un mouvement de transformation généralisée de la société haïtienne. Plusieurs de nos participant-e-s ont tendance à décrire ce qui se passe en Haïti comme une crise multisectorielle, multidimensionnelle. À ce sujet, Noyer a affirmé :

la crise qu'il y a en Haïti est à la fois une crise structurelle, pluridimensionnelle et historique. Structurelle selon moi parce que les revendications fondamentales qui sont soulevées dans la crise sont des problèmes qui attaquent les bases de la société, la question de corruption, d'impunité et d'injustice sociale. De mon point de vue la société est construite sur ces bases. Elle est pluridimensionnelle dans la mesure qu'elle attaque toutes les dimensions sociétales. Elle attaque les questions économiques, les questions culturelles, elle attaque aussi beaucoup d'autres dimensions de la société. Puis, je pense qu'elle est historique dans la mesure que la lutte qui est menée aujourd'hui n'est pas trop différente des luttes antérieures.

⁶⁹ Ceci montre justement la limite de la théorie du cadrage pour saisir la complexité d'un phénomène tel que le peyilòk.

Le peyilòk est donc l'expression d'un mouvement de résistance historique que la population haïtienne oppose à l'exploitation de la bourgeoisie haïtienne, à la domination de l'impérialisme capitaliste international, aux politiques néolibérales, et surtout à ce modèle d'État haïtien qui entrave la pleine jouissance de sa citoyenneté. En ce sens Basile a déclaré au cours de notre entretien, « C'est une lutte pleine pour une vie pleine ».

Face à cet état de fait où la population exprime clairement ces revendications, dénonce les injustices sociales qu'elle subit, revendique son droit à la citoyenneté, l'État haïtien répond par la répression. D'ailleurs, c'est un fait qu'a souligné Bernard lors du groupe de discussion à Fort national, « depuis que je me tiens derrière ma barricade, personne n'est venu me dire que cela fait trop longtemps que tu es derrière cette barricade, il est temps que tu déplaces (*dans le sens de satisfaction de ses revendications*). Au contraire, ils viennent me tirer dessus derrière ma barricade ». Ce mode de gestion répressive traditionnellement faite par l'État des revendications et demandes sociales est typique. Dans ce cas-ci, il a engendré l'amplification et la radicalisation de la protestation.

6.5- Peyilòk : tactique de protection face à la répression d'État dans l'action protestataire

Le peyilòk est une nouvelle forme d'action protestataire qui, dans ses performances prend une dimension tactique innovante pour contrecarrer la répression du pouvoir en place. Dans l'entretien avec Manuel, il a affirmé que « certains quartiers sont *lòk* pour empêcher le pouvoir de les atteindre par la répression ». En effet, l'une des singularités du peyilòk réside dans sa force tactique vis-à-vis de la répression étatique. Ainsi a souligné Noyer :

Le peyilòk est organisé d'une façon que même l'État ne peut le réprimer. Ce que je veux dire par là, il y a eu une tendance à criminaliser les barricades. C'est parce qu'à un certain moment même la police n'arrivait pas à circuler. Dans une grève la police peut circuler, d'ailleurs j'ai déjà vu des grèves où l'État a mis des bus publics en circulation et incite la population à

sortir. Mais dans le peyilòk, c'est impossible à faire, parce que non seulement les gens restent chez eux, mais ils s'assurent aussi que les rues sont bloquées, en plus ils protègent leurs barricades. Si quelqu'un essaie d'enlever une barricade, il risque des jets de pierres, et même à certains endroits de se faire tirer dessus. D'ailleurs, c'est arrivé à certaines personnes à travers le pays.

C'est aussi l'avis partagé par Bengi dans le focus group de Bélair, qui tout en assumant être en accord avec le peyilòkl a souligné les impacts du peyilòk sur les protestataires.

Je porte le peyilòk dans mon cœur. Mais ce sont les routes du président qui doivent être bloquées. Parce que quand j'aurai besoin d'un camion d'eau, je ne pourrai pas l'obtenir. Et je sais ce qui peut m'arriver si je vais enlever les barricades. En revanche, je ne suis pas d'accord, quand le gouvernement paie d'autres gens pour venir enlever nos barricades.

Ces propos de Bengi illustrent bien la force de blocage et de contrainte du peyilòk et sa capacité à générer une paralysie totale de toutes les sphères d'activités.

Dans cette lignée, Pablo nous a dit que le peyilòk « est une tactique qui empêche n'importe quelle force répressive d'atteindre les protestataires. On a l'impression que toute la ville, tout le pays est asphyxié. Normalement les corps pompiers, UDMO, BOID⁷⁰ ne peuvent intervenir parce qu'ils ne peuvent pas accéder aux routes ». Comme le sous-entend Tilly (2008), « au sein des répertoires tactiques, les acteurs font des choix stratégiques [...] sur la base de calculs et d'anticipations » (cité par Olivier Fillieule, 2010, p.83). Le peyilòk est passé d'une forme d'action directe à une action protestataire organisée et structurée à cause du potentiel qu'il offre dans la minimisation des coûts de l'action par rapport à la répression de l'État. D'ailleurs, c'est un fait qu'a souligné Biron dans le groupe de discussion réalisé à Bélair : « ils ont des voitures, des motocyclettes, des armes. Ils auraient pu débarquer et cribler de balles les gens de Bélair, puis s'en aller »⁷¹.

⁷⁰ UDMO, BOID sont des corps spécialisés de la police nationale d'Haïti (PNH).

⁷¹ Même s'ils ont utilisé des groupes civils armés pour venir enlever les barricades dans le quartier de Bélair, ce qui a provoqué un affrontement avec les habitants ayant causé plusieurs morts.

Généralement quand l'État utilise la répression pour mater un mouvement de protestation collective, cela peut amener à deux issues tout à fait contradictoire. D'une part cela peut amener à une diminution des vagues de protestations. Il y a ce que Jules Boykoff (2007) appelle « *emulation* », le fait que les acteur-e-s commencent à agir en minimisant la répression dont ils peuvent être la cible ainsi que leurs proches, qui souvent engendre la démobilisation au sein d'un mouvement (cité par Kathleen Rodgers, 2018). En effet, souligne Kathleen Rodgers (2018, p.156) « À mesure que la répression coercitive augmente, de plus en plus de personnes sont chassées de la participation, ce qui entraîne une baisse globale du mouvement (Koopmans 1997; Opp et Roehl 1990; Earl, 2006; notre traduction) »⁷². D'autre part, inversement, la répression peut contribuer à augmenter les mobilisations, voire les radicaliser par l'indignation qu'elle peut susciter.

À partir de nos observations, discussions formelles et informelles menées autour du phénomène peyilòk, nous avons constaté que les protestataires ont surtout réalisé, d'une part l'inefficacité des autres formes de protestations par rapport à la répression coercitive de l'État; d'autre part la richesse stratégique et tactique du peyilòk à partir de l'expérimentation qu'ils en ont fait lors des mobilisations populaires des 6, 7 et 8 juillet 2018. Par ailleurs a souligné Thomas :

Les gens ont perdu leur pouvoir de faire la grève. Longtemps, quand tu faisais une grève, tu n'étais pas obligé de lòk. Par exemple, quand tu faisais une grève, il suffisait de la panifier avec les chauffeurs du transport en commun, d'obtenir l'accord des associations de chauffeurs pour que la grève se fasse. Aujourd'hui le président à ses propres associations pour contrecarrer les grèves. Tu peux lancer une grève puis rapidement le président met disponible des moyens de transport dans les rues, la presse se mobilise pour dire que la grève

⁷² “As coercive repression increases, more and more people are driven from participation leading to an overall decline in a movement (Koopmans 1997; Opp and Roehl 1990; Earl, 2006)” (Kathleen Rodgers, 2018, p.156).

est levée alors qu'elle n'a même pas encore été effective, parallèlement les locomotives d'autres groupes proches du président gagnent les rues.

Le boycottage des grèves par le gouvernement est un point récurrent qui ressort dans plusieurs de nos entretiens. Par exemple Noyer a expliqué, « dès que les groupes lancent des grèves, l'État lance toujours des contre-grèves, ils mobilisent même les médias pour le faire ». Le fait de mobiliser des associations de chauffeurs pour démobiler une grève est en soi une forme de répression. Il est à noter que les actes répressifs de l'État peuvent être coercitifs comme la violence directe exercée par la police, l'armée, les milices, les groupes paramilitaires, etc. ; ils peuvent être non coercitifs, certains l'appellent « soft répression » (Kathleen Rodgers, 2018). Cette forme de répression revêt différentes formes : infiltration, harcèlement, diffamation, poursuites légales, recours à des agents provocateurs, surveillance, révocation, persécution ...

La grève n'est pas la seule forme d'action protestataire qui semble s'être essoufflée par rapport à la répression étatique, la manifestation de rue traditionnelle l'est également. Il y a une évaluation critique des acteur-e-s qui est faite des manifestations surtout dans nos groupes de discussion. Yves, un des participant-e-s du focus group de Solino a dit « nous expérimentons tous les jours les manifestations, nous nous rendons à Pétiou-Ville sans résultats. En tant que militants, nous utilisons une autre stratégie qui consiste à bloquer les rues afin que l'État réponde à nos revendications. C'est dans cette logique que nous sommes venus avec le *lòk* ».

Comparativement aux manifestations traditionnelles, les acteurs estiment que le *lòk* est plus efficace. Cette efficacité est évaluée en termes de résultat et de protection par rapport à la répression étatique. Sur cet aspect Thomas nous a expliqué :

Jovenel est parvenu à contrôler la police, c'est-à-dire, quand les gens revendiquent, tu peux être surprise de voir Jovenel mobiliser des policiers pour tirer sur des jeunes, causer des actes innommables sur la vie des gens. On s'est rendu compte qu'à chaque fois la population s'unissait dans une manifestation pour faire entendre leur voix, pour exprimer leur mécontentement à Jovenel ou n'importe qui d'autre, on envoie la police gazée les manifestants. Donc la stratégie que la population a adoptée pour se protéger consiste à ne plus aller vers eux, mais à bloquer les routes pour les empêcher d'arriver jusqu'à elle, c'est ainsi que nous sommes arrivés au mouvement lòk. Tu sais, dans le lòk on ne peut pas se déplacer, donc *la police ne peut plus venir les martyriser*.⁷³

La violence exercée dans les manifestations est faite par des forces de l'ordre, mais aussi par d'autres acteurs commandités. Dans cet ordre, Thomas a expliqué « les barricades constituent leur seule arme, ils ne peuvent pas tirer sur la police, d'ailleurs le pouvoir mobilise les forces légales pour faire la répression sur la population, en même temps, il mobilise un ensemble de jeunes dans les quartiers populaires pour tirer sur d'autres jeunes qui mobilisent dans certaines zones ».

Par ailleurs, il y a une sorte de « zone grise » dans laquelle se définissent des actes de répression visant la démobilisation des protestataires. À propos de la zone grise, Javier Auyero et Matthew Mahler affirment, « la « zone grise » politique, autrement dit la zone formée par les liens souvent invisibles tissés entre les acteurs politiques bien établis et les instigateurs de violence collective, ou d'autres formes de « sale boulot » politique, ces derniers n'occupant aucune position politique officielle » (2011, p.116-117).

Lors du groupe de discussion à Bélair, Bengi a expliqué que sa participation au peyilòk était de sa propre initiative. Contrairement au discours politique du pouvoir qui laisse entendre que le peyilòk est l'initiative de quelques groupes qui sont payés par l'opposition, lui a plutôt affirmé « c'est le peuple indépendant qui a gagné les rues celui qui a fait

⁷³ « *lapolis p ap ka vin kraze yo tou* » littéralement j'ai traduit *kraze zo* (écraser des os) par martyriser. L'idée de *kraze zo* sous-tend une violence physique extrême où les os de la personne qui l'a subi finissent broyer.

l'émeute de la faim (grangou klowòks⁷⁴) durant le mandat de Préval. Le peuple indépendant, qui n'a aucun parti politique, c'est ce peuple que je suis, je ne suis ni Lavalas ni PHTK, ni rien ». Puis, il a ajouté « il se peut qu'ils fassent de la politique, qu'ils viennent avec un job et que je participe. Il se peut aussi que ce soit un job chargé de mission du Ministère de l'Intérieur et je le rejette. Car ce n'est pas un travail pour moi ». La deuxième partie du discours de Bengi souligne implicitement cette zone crise politique où les dirigeants étatiques vont solliciter les jeunes des quartiers populaires pour effectuer des sales boulots.

D'autres propos similaires dans ce même groupe de discussion pointent aussi la militarisation des jeunes des quartiers populaires par le pouvoir en place :

Les hommes au pouvoir ne fonctionnent qu'entre eux. Ils ne collaborent pas avec nous qui sommes dans le ghetto. Les jeunes dans le ghetto consomment de l'alcool, de la drogue. Même si ce sont eux qui vont vers la drogue et l'alcool, c'est parce qu'ils n'ont rien d'autres à faire. Eux, ils nous ramènent des armes dans le ghetto et de l'argent. Parfois ils nous donnent les armes sans argent.

Nous avons obtenu des témoignages qui vont dans le même sens lors du groupe de discussion à Fort national. La zone grise du pouvoir est aussi alimentée par des mercenaires externes. C'est ressorti dans les propos de Brown lors de notre entretien quand il a affirmé, « Pour moi, toutes les personnes qui sont tuées dans les manifestations sont tuées par l'État, la preuve était évidente quand ils ont fait venir des mercenaires pour tirer dans les manifestations ». En effet, les propos de Brown réfèrent à l'affaire des mercenaires étrangers en février 2019⁷⁵ qui étaient lourdement armés et relâchés, laissant énormément

⁷⁴ Grangou klowòks expression utilisée pour désigner les émeutes de la faim de 2008.

⁷⁵ Charles, Gervais. « Excursion touristique de mercenaires en Haïti ». Publié le 27 février 2019. <https://lenouvelliste.com/article/198461/excursion-touristique-de-mercenaires-en-haïti>

de suspicion sur l'implication du gouvernement haïtien et l'État américain dans cette affaire.

Certains manifestants sont ciblés spécifiquement par une territorialisation de la répression coercitive. Dans ce cas, la coercition se fait dans des lieux stratégiques, suite à des manifestations, au moment où certains groupes (défavorisés, marginalisés, vulnérables, laissés pour compte) regagnent leurs quartiers. C'est un fait souligné par certain-e-s de nos participant-e-s, par exemple Thomas a souligné, « il arrive parfois quand les gens vont dans des manifestations, qu'après, ils ne puissent pas entrer chez eux. C'est-à-dire à la fin de la manifestation à Pétiion-ville, plusieurs voitures de police font des arrestations sur les routes ». Pour faire face à cette situation, « les gens s'assurent pendant la manifestation qu'un groupe de personnes reste en arrière afin de procéder aux blocages au fur et à mesure. Ainsi, ils peuvent rentrer chez eux puisque les voitures ne peuvent plus descendre pour les arrêter, ou les faire subir une série de choses » a poursuivi Thomas.

En termes de modélisation, nous pouvons dire que le peyilòk est à la fois une action protestataire de type manifestant, qui peut aussi être mobilisé comme tactique dans la réussite d'autres actions protestataires comme des manifestations de rue traditionnelles, en offrant une stratégie efficace contre la répression étatique. Nous pouvons le considérer comme un « mouvement » de dénonciation d'une violence structurelle exercée sur les masses populaires; une remise en question d'un modèle étatique anti-citoyen et néolibéral, une reconquête du projet de liberté bien-être.

Conclusion

À l'aube de cette recherche, nous avons voulu décrire, comprendre, expliquer et théoriser le phénomène peyilòk. Nous avons défini une démarche rigoureuse dans laquelle nous avons placé les acteur-e-s protestataires au centre de la recherche. Ce fut un choix épistémologique qui s'imposait de lui-même, surtout qu'au moment où j'ai commencé cette recherche (au premier trimestre de l'année 2019) le peyilòk était très récent. Afin de dégager le sens du peyilòk et de parvenir à sa théorisation, la meilleure démarche nous a paru être celle qui consiste à placer le discours des participant-e-s, qui font partie des acteur-e-s qui mobilisent le peyilòk comme une nouvelle forme d'action protestataire au centre de notre analyse.

Même en étant dans une approche méthodologique de théorisation ancrée, nous avons mobilisé les discours de nos participant-e-s en tant que « construction discursive de la réalité » (Reiner Keller, 2007, 2013). Dans cette perspective, « le concept de discours se réfère à un ensemble de processus communicationnels qui essaient d'établir, de reproduire, d'opposer, de transformer les ordres symboliques des sociétés ou plus précisément les domaines particuliers d'action dans une collectivité » (Reiner Keller, 2013, p.421). Ainsi, tout au long du processus d'analyse, nous avons mis les discours des participant-e-s en relation; nous avons triangulé des catégories émergentes à certaines littératures existantes dans la sociologie des mobilisations afin d'aboutir à une modélisation de notre objet d'étude en optant pour une démarche inductive. Il va de soi que les théories ancrées sont fondées empiriquement à partir du travail actif d'analyse, un travail inductif critique et de comparaison (Stéphanie Gaudet et Dominique Robert, 2018).

Nous avons effectué un travail empirique substantiel afin de saisir les significations que les protestataires donnent au peyilòk, de déterminer les catégories principales à prioriser dans l'émergence d'une théorisation du peyilòk. Ce travail empirique s'est inscrit dans une quête de réponse à la principale question de recherche qui constitue la pierre angulaire de celle-ci, à savoir, *comment pouvons-nous appréhender l'émergence et la mise en sens du phénomène peyilòk dans les dynamiques de mobilisation contre l'État haïtien?* Tous les objectifs que poursuit cette recherche ont une prévalence empirique.

En effet, les trois derniers chapitres de ce travail qui sont consacrés à l'analyse des données empiriques répondent à notre triple objectif qui consistait à dégager une compréhension des contextes sociaux politiques qui ont vu émerger et développer le peyilòk, à saisir les significations du peyilòk et parvenir à sa théorisation. Nous avons délibérément fait le choix de ne définir aucune proposition hypothétique au début de cette recherche afin d'être la plus inductive possible au niveau des interprétations.

Nous sommes parvenus à la conclusion que l'émergence du peyilòk s'inscrit dans le contexte d'une crise systémique/grande crise. Elle s'est visiblement révélée au cours des trois jours de mobilisations populaires qui eurent lieu les 6,7 et 8 juillet 2018 en contestation à la décision du gouvernement haïtien d'augmenter les prix du carburant. L'opération de blocage généralisé entreprise dans la spontanéité créative des masses populaires le 6 juillet 2018 a été la base émergente du peyilòk. Cette opération résulte d'un double mouvement : d'une part, la socialisation politique et sociohistorique des masses appauvries qui rend perceptibles les opportunités politiques favorables à de fortes mobilisations, ce que nous abordons en termes de conscience politique populaire des masses. D'autre part, elle émane du travail systématique de conscientisation effectué par

des acteur-e-s membres de certaines structures organisationnelles sur l'éventualité de l'augmentation des prix du carburant.

Le 6 juillet 2018, le peyilòk qui s'apparentait à une action directe, une action spontanée en protestation à une décision gouvernementale s'est développée au sein du mouvement Pétrocaribe pour devenir soudainement⁷⁶ une action protestataire radicale et populaire. Nous avons retenu deux moments forts dans la consolidation du peyilòk, le 18 novembre 2018 et le 7 février 2019. Ces deux dates correspondent aux deux premières fois que le peyilòk a été convoqué en tant qu'action protestataire. Ces deux peyilòk ont succédé à chaque fois à deux grandes manifestations dans le cadre du mouvement pétrocaribe. Ils ont duré au moins une semaine. Le mouvement pétrocaribe a tenu un espace de mobilisation continue dans lequel le peyilòk a pu facilement se consolider.

Étant principalement dirigé contre l'État haïtien, le peyilòk est une nouvelle forme d'action protestataire. Dans ses performances, le peyilòk se fait par un total investissement de la rue à travers des blocages dans le but d'exprimer des opinions politiques. Fort de cette considération, nous pouvons affirmer que le peyilòk est une action protestataire de type manifestant. Si nous arrêtons ici dans la théorisation du peyilòk, il serait impossible de distinguer le peyilòk de la barricade qui est aussi une action manifestante⁷⁷ qui génère un blocage. Même si le peyilòk s'inspire de la barricade comme pratique de luttes et de résistance du peuple haïtien, il a plusieurs propriétés singulières qui le distingue de la barricade, au point de pouvoir le considérer comme une nouvelle forme d'action

⁷⁶ En plus d'être une action protestataire qui peut être mobiliser dans d'autres conjonctures de crises, d'autres cycles de protestation, le peyilòk est aussi dans une certaine mesure, un mouvement politique qui a des visées révolutionnaires.

⁷⁷ Même si dans le discours social on utilise parfois les deux thèmes de manière interchangeable.

protestataire de type manifestant. En effet, « les nouvelles performances sont souvent le produit d'innovations dérivées des performances existantes, mais elles tendent à se cristalliser, à se stabiliser et à acquérir des frontières visibles dès lors qu'elles existent » (Olivier Fillieule, 2010, p.83).

Le peyilòk est une action protestataire de type manifestant qui se matérialise par la mise en place généralisée de barricades dans le but d'opérer un blocage total pendant plusieurs jours dans un espace géographique regroupant plusieurs entités territoriales. En ce sens, le peyilòk détient une forte capacité perturbatrice qui met l'État⁷⁸ en défi, dans le sens qu'il parvient à paralyser toutes les sphères d'activités. L'efficacité du peyilòk par rapport à cette capacité perturbatrice le démarque d'une simple mise en place de barricade. Le peyilòk nécessite une forte participation citoyenne et une sorte de consentement populaire qui n'est pas forcément déclaré, mais qui se manifeste par la réussite et la tenue du lòk sur un temps relativement long. Le peyilòk ne saurait être possible sans la participation d'une grande frange de la population haïtienne, d'où son aspect généralisé et systématique, sa longue durée par rapport aux autres formes d'actions manifestantes. Il ne s'agit pas d'une vaste opération de placement de barricades, dans le peyilòk il y a une gestion stratégique qui est faite des barricades⁷⁹.

Étant donné sa dimension stratégique et tactique, le peyilòk est à la fois une action offensive et défensive. Son offensivité réside dans le fait qu'il ne fait pas que dénoncer un ordre social inégalitaire et injuste que les participant-e-s qualifient de blocage social. Le peyilòk symbolise et matérialise un blocage en retour pour ceux et celles que la population

⁷⁸ D'où l'expression « mettre l'État à genoux » qui revient souvent dans le discours des participant-e-s.

⁷⁹ D'où le slogan du peyilòk « chak moun jere zòn w » qui insiste sur la responsabilité de tout un chacun de s'assurer que les barricades restent en place durant la période de lòk.

haïtienne estime être responsable de son mal-être. Dans les discours des participant-e-s, les acteur-e-s ciblés par le peyilòk sont clairement identifiés (principalement l'État, la bourgeoisie, les élites politiques, l'impérialisme américain, canadien et français). Par le peyilòk, les protestataires veulent délibérément cibler ceux et celles qu'ils perçoivent exercer une violence structurelle sur leur existence en tant que nation.

Le peyilòk est aussi une action défensive, car elle est une tactique de protection face à la répression de l'État. De ce fait, la mobilisation d'énormes barricades sur tous les axes (grandes et petites) qui paralysent la circulation répond également à la nécessité d'empêcher les forces répressives de l'État d'atteindre certains foyers de résistance et de mobilisation. Il y a une gestion stratégique et tactique qui est faite des barricades précisément dans cette optique.

Le peyilòk en tant qu'action protestataire est à la fois action et expression. Pour les protestataires, c'est un mode d'expression d'un désaccord historique qui existe entre l'État haïtien et la nation haïtienne. Le peyilòk ne fait pas que dénoncer les inégalités et injustices sociales que les masses subalternisées, marginalisées, appauvries subissent dans leurs quotidiens. Il dénonce également les structures, les politiques, les acteur-e-s qui génèrent et font en sorte que ces inégalités et injustices sociales persistent historiquement. Il y a une prise de paroles, une affirmation des masses populaires qui est faite dans le peyilòk sur le dessein voulu de la société haïtienne. Dans cette affirmation, il y a un double questionnement. Un questionnement de ce modèle étatique anti-citoyen et néolibéral dans lequel les masses populaires ne se reconnaissent pas. Un questionnement du cheminement historique de la société haïtienne, d'où les références systématiques au projet liberté bien-être de Dessalines et aux référents historiques qui symbolisent certains changements qui

ont été acquis par certaines luttes, comme la guerre de l'Indépendance en 1804 et l'opération de déchouquage qui a sonné le glas de la dictature duvaliériste en 1986.

Si ce travail offre une contribution théorique et empirique parce qu'il apporte une lecture rigoureuse d'un phénomène qui n'est pas encore étudié, en amorçant une théorisation du peyilòk, il l'est aussi sur le plan social. En plaçant les discours des acteur-e-s qui mobilisent le peyilòk au centre de cette recherche, ce travail participe à la déconstruction de la propagande gouvernementale qui tente d'assimiler le peyilòk au terrorisme. D'un point de vue empirique, cette analyse sociologique du peyilòk offre une piste de réflexion sur une manière possible d'aborder sociologiquement l'émergence de nouvelle forme d'action protestataire dans d'autres contextes sociopolitiques.

Malgré les contributions qu'apporte cette recherche, elle reste bien une lecture partielle de la réalité⁸⁰. Le fait que le phénomène à l'étude est récent, le contexte sociopolitique dans lequel il s'inscrit est en constante évolution, ceci constitue une limite à cette recherche, car les données se renouvellent constamment. Certains acteur-e-s le considèrent comme un mouvement, à notre avis c'est un angle d'approche tout à fait pertinent que nous n'avons pas beaucoup exploré dans cette recherche. Même si en affirmant que le peyilòk est devenu autonome du mouvement pétrocaribe, il y a un sous-entendu en ce sens. Plusieurs questions mériteraient d'être posées dans ce cas : si le peyilòk est un mouvement, parle-t-on d'un

⁸⁰ Au moment de l'analyse nous avons regretté de ne pas avoir rencontré aucun des citoyen-ne-s qui avaient porté plaintes contre la dilapidation des fonds pétrocaribe, ni les acteurs de l'opposition qui les accompagnaient dans cette démarche juridique. Nous pensons que cela aurait pu enrichir notre corpus de données. De même, le fait de ne pas avoir rencontré certains pétrochallenger ont créé dans d'autres structures comme *nou konsyan*, *nou pap konplis* qui sont moins hégémoniques et moins crédibles que ceux-celles de la structure noupapdomi. Ils sont même accusés d'être des structures de contre-mouvement à cause de l'attitude de certains membres vis-à-vis du gouvernement.

mouvement social contemporain au mouvement pétrocaribe? D'un mouvement politique?
D'un mouvement révolutionnaire?

Une autre avenue de cette recherche que nous n'avons pas explorée est la transformation ou le renouvellement des répertoires d'actions protestataires en Haïti. Le peyilòk est-il une nouvelle action protestataire qui s'insère dans le répertoire existant ou marque-t-il la naissance d'un nouveau répertoire? Toutes les nouveautés amenées par le mouvement pétrocaribe « l'usage des réseaux sociaux dans les mobilisations, de l'art (musique, graffiti, théâtre, l'humour) » et le peyilòk en lui-même sont assez innovantes pour avancer l'hypothèse qu'il y a actuellement une transition vers un nouveau répertoire d'action protestataire en Haïti. D'ailleurs, c'est en observant des changements assez similaires que Charles Tilly a émis avec mai 68 l'hypothèse du passage à un nouveau répertoire d'action collective en France « dont témoigneraient selon lui trois signes : l'importance croissante des « occupations de toute sorte », les « innovations extraordinaires » que constituent les assemblées internes, les graffiti, etc., et enfin « l'usage beaucoup plus important des médias » (Charles Tilly, 1986, cité par Cécile Péchu, 2006, p.7).

Bien que la notion de répertoire semble avoir résisté à de nombreuses critiques qui lui sont adressées au point qu'il est considéré comme un incontournable dans l'étude de l'action collective (Michel Offerllé, 2008), n'est-il pas dépassé par rapport à la complexité du phénomène peyilòk? Il y a un constat qui est fait de l'essoufflement de l'étude des mobilisations et du militantisme, après avoir connu un développement considérable au cours des vingt dernières années (Hélène Combes, et al., 2011). Nous avons été confrontés à cette routinisation de ce champ d'études au cours de cette recherche, au point que nous

avons parfois eu l'impression d'être dans une sorte d'éclectisme⁸¹ même si nous sommes dans une perspective qui se veut critique.

Loin d'être qu'une simple question de répertoire, le peyilòk recèle une lutte qui revendique des transformations profondes de l'ordre social haïtien. Les revendications populaires que charrie le peyilòk ne s'arrêtent pas qu'à la défaite du gouvernement actuel. Ils visent la transformation même de l'État et remettent en question les rapports de dépendances qu'Haïti entretient avec les puissances impérialistes. Le peyilòk est une dénonciation d'une violence structurelle qui est exercée par les oligarchies nationales et internationales sur les classes populaires.

Même si l'après de la lutte conjoncturelle qui consiste à renverser le régime PHTK n'est ni clairement établi en termes de perspectives ou de stratégies, encore moins en termes de consensus entre les acteur-e-s qui sont en position de construire des alternatives, il est clair que le changement à opérer doit réduire le fossé des inégalités sociales entre les différentes classes sociales. Toute la dimension symbolique qui est ressortie dans les discours des acteur-e-s autour du peyilòk, la mobilisation des référents historiques, l'affirmation de la nécessité d'une reconquête des idéaux de la révolution haïtienne de 1804, du projet de liberté bien-être qui a été détourné avec l'assassinat de Jean Jacques Dessalines, et qui est étouffé par la répression de l'État haïtien et l'impérialisme⁸² à chaque fois que les classes populaires laissent entendre le dessein qu'elles veulent pour Haïti prouve, le peyilòk a une portée révolutionnaire.

⁸¹ C'est aussi une critique que l'on fait au champ de la sociologie des mobilisations (Olivier Fillieule, 1997)

⁸² Notamment l'impérialisme américain par les biais de ces différentes interventions et occupations.

Bibliographie

Anadón, Marta. 2006. « La recherche dite « qualitative » : de la dynamique de son évolution aux acquis indéniables et aux questionnements présents ». *Recherches qualitatives* 26 (1):5–31.

Ancelovici, Marcos et Stéphanie Rousseau. 2009. « Présentation : les mouvements sociaux et la complexité institutionnelle. » *Sociologie et sociétés*, volume 41, numéro 2, p. 5–14. <https://doi.org/10.7202/039255ar>

Ancelovici, Marcos. 2009. « Esquisse d’une théorie de la contestation : Bourdieu et le modèle du processus politique. Les mouvements sociaux au-delà de l’État ». Volume 41, numéro 2.

Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitè Desalinyèn(ASID). 2010. « DESSALINYEN, Pòtwa Desalinyen ak Desalinyèn pwogresis yo. Ochan pou yon desalinyen liberate: Jn.Anil Louis-Juste. Nimewo espesyal. KOPIRAPID. Pòtoprens.

Auyero, Javier, et Matthew Mahler. 2011.« Relations occultes et fondements de la violence collective », *Politix*, vol. 93, no. 1, pp. 115-139.

Balasinski, Justyne, et Lilian Mathieu. 2020. « Art et contestation », in Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, pp. 68-73.

Barbot, Janine. 2010. « Mener un entretien de face à face ». In Paugam Serge. *L’enquête sociologique*. Paris. Presses universitaires de France.

Baribeau, Colette. & Royer, Chantal. 2012. « L’entretien individuel en recherche qualitative : usages et modes de présentation dans la Revue des sciences de l’éducation ». *Revue des sciences de l’éducation*, 38, (1), 23–45. <https://doi.org/10.7202/1016748ar>

Barthélemy, Yves. 2008. « Haïti et la mondialisation néolibérale : une nouvelle dépendance coloniale (1970-2008) ». *Kaye pwogressi no 1*, Asosyasyon Inivèsitè ak Inivèsitè Desalinyèn (ASID). Port-au-Prince.

Bencherif, Adib. 2013. « Les théories des mouvements sociaux et la dialectique des niveaux : un cadre d’analyse pour l’étude des évolutions d’Al-Qaïda au Maghreb islamique », *Canadian Graduate Journal of Sociology and Criminology (CGJSC) – Revue canadienne des études supérieures en sociologie et criminologie (RCESSC)*, Vol. 2, Num. 2, pp.102-113

Benford Robert D, Snow David A. 2012. « Processus de cadrage et mouvements sociaux : présentation et bilan », *Politix*, 2012/3 (n° 99), p. 217-255. DOI : 10.3917/pox.099.0217. URL : <https://www.cairn.info/revue-politix-2012-3-page-217.htm>

Bertrand, David. 2018. « L’essor du féminisme en ligne. Symptôme de l’émergence d’une quatrième vague féministe ? », *Réseaux*, vol. 208-209, no. 2, 2018, pp. 232-

257. <https://www-cairn-info.proxy.bib.uottawa.ca/revue-reseaux-2018-2-page-232.htm>

Boisvert, Danielle. 2004. « Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données ». Sous la direction de Benoit Gauthier. 4 éditions. Presses de l'université du Québec.

Braud, Philippe. 1993. « La violence politique : repères et problèmes », *Cultures et conflits*, n°9-10.

Burnier, Michel. 2009. « Un nouvel activisme sur l'Internet ? », Terminal, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/terminal/2595> ; DOI :10.4000/terminal.2595

Calzolaio Chiara et al. 2016. « Ethnographies politiques de la violence ». *Cultures & Conflits* [En ligne], 103-104 |

Canovas, Julie. 2008. « Nouveaux mouvements sociaux et néolibéralisme en Amérique Latine. *Des alternatives à un système globalisé?* ». Paris. L'Harmattan.

Casimir, Jean. 2009. « Haïti et ses élites. L'interminable dialogue de sourd. Éditions Université d'État d'Haïti ». Port-au-Prince.

Casimir, Jean. 2018. « Une lecture décoloniale de l'histoire des Haïtiens. Du traité de Ryswick à l'occupation américaine (1697-19150) ». Presses de l'Imprimeur. Port-au-Prince.

Charles, Etzer. 1994. « Le pouvoir politique en Haïti de 1957 à nos jours ». Éditions KARTHALA. Paris.

Colette, Baribeau. 2009. « Analyse des données des entretiens de groupe » recherches qualitatives – vol. 28(1), 2009, pp. 133-148. L'analyse qualitative des données issn 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Colette, Baribeau. 2010. « L'entretien de groupe : Considérations théoriques et méthodologiques ». Université du Québec à Trois-Rivières (Avec la collaboration de Mélanie Germain, M.A.) Université du Québec à Trois-Rivières recherches qualitatives – vol. 29(1), 2010, pp. 28-49. Entretiens de groupe : concepts, usages et ancrages issn 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Collins Patricia Hill. 2016. « La pensée féministe noire ». Traduction de Black feminist thought(2009) de Diane Lamoureux, Montréal. Éditions de remue-ménage.

Combes, Hélène, et al. 2011. « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, vol. 93, no. 1, pp. 7-27.

Contamin, Jean Gabriel. 2010. « Cadrage et luttes de sens ». In Éric Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux, conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris. La découverte.

Copans, Jean. 1975. « Conscience politique ou conscience de la politique ? ». In: *Cahiers d'études africaines*, vol. 15, n°57. pp. 45-55. DOI : <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.3406/cea.1975.2609>

Cotelette, Patrick. 2009 « Immanuel Maurice Wallerstein, Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde », Lectures [En ligne], Les comptes rendus, mis en ligne le 26 août 2009, consulté le 28 août 2020. URL: <http://journals.openedition.org.proxy.bib.uottawa.ca/lectures/780>

Dobry, Michel. 2009. « *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles* ». Presses de Sciences Po.

Dufour, Pascale. 2005. « Les nouvelles frontières de la citoyenneté », *Éthique publique* [En ligne], vol. 7, n° 1 |2005, mis en ligne le 12 novembre 2015, consulté le 17 novembre 2019. URL :<http://journals.openedition.org/ethiquepublique/1980> ; DOI : 10.4000/ethiquepublique.1980

Fillieule, Olivier, et Danielle Tartakowsky. 2008. « *La manifestation* ». Presses de Sciences Po.

Fillieule, Olivier et Lilian Mathieu. 2020. « Structure des opportunités politiques ». In Olivier Fillieule et al., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po | « Références » 2020 | pages 573 à 580.

Fillieule, Olivier. 2005. « Requiem pour un concept Vie et mort de la notion de structure des opportunités politiques ». In *la Turquie conteste, mobilisations et régime sécuritaire*, Gilles Derronsoro, Paris, CRNS éditions.

Fillieule, Olivier. 2010. « Tombeau pour Charles Tilly Répertoires, performances et stratégies d'action ». In Éric Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux. La Découverte* | « Recherches » | pages 77 à 99

Fillieule, Olivier. 1993. « Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine ».

Fillieule, Olivier. 1997. « Stratégies de la rue: les manifestations en France ». Presses de Sciences po, 435 pages.

Fillieule, Olivier. 2009. « Les frontières des mouvements sociaux / Les mouvements sociaux aux frontières » Volume 28, Number 1,

Flynn, Catherine et al. 2016. Entre théorie de la paix et continuum de la violence : Réflexion autour du concept de la violence structurelle. *Canadian Social Work Review*, 33(1), 45–64.

Gaudet, Stéphanie et Robert Dominique. 2018. « L'aventure de la recherche qualitative. Du questionnement à la rédaction ». Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa.

Geoffrion, Paul. 2004. « Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données ». In Benoit Gauthier. 4 éditions Presses de l'Université du Québec.

Gerbaudo, Paolo. 2012. *“Tweets and the Streets: Social Media and Contemporary Activism”*. Pluto Press. *JSTOR*, www.jstor.org/stable/j.ctt183pdzs. Accessed 11 Aug. 2020.

Golsorkhi Damon et al. 2011. « Mouvements sociaux, organisations et stratégies ». Lavoisier | « Revue française de gestion » 2011/8 N° 217 | pages 79 à 91.

Gramsci, Antonio. 1971. Cahiers de prison. <https://soth-alexanderstreet-com.proxy.bib.uottawa.ca/cgibin/SOTH/hub.py?type=getdoc&docid=S10019883-D000033>

Guilbert Thierry et al. 2019. « Introduction discours austéritaires et discours néolibéral ». Éditions de la Maison des sciences de l'homme, « Langage et société » 2019/1 N° 166 | pages 9 à 29

Hayes, Graeme, et Sylvie Ollitrault. 2013. « *La désobéissance civile* ». Presses de Sciences Po.

Hector, Michel. 2006. « Crises et mouvements populaires en Haïti ». 2^E édition. Port-au-Prince. Presses nationales d'Haïti

Hurbon, Laënnec. 2001. « Pour une sociologie d'Haïti au XXI^e siècle, la démocratie introuvable ». Éditions KARTHALA. Paris.

Jochen Kleres & Åsa Wettergren. 2017. Fear, hope, anger, and guilt in climate activism, *Social Movement Studies*, 16:5, 507-519 <https://doi.org/10.1080/14742837.2017.1344546>

Kriesi, Hanspeter. 2009. « Les mouvements sociaux et le système politique : quelques remarques sur les limites de l'approche du processus politique, les mouvements sociaux au-delà de l'État Volume 41, numéro 2, automne 2009.

Lafaye, Caroline Guibet. 2017. « légitimer, rationaliser, expliquer la violence politique ». *Injustices épistémiques*, Volume 49, numéro 1.

Le Saout, Didier. 1999. « Les théories des mouvements sociaux. Structures, actions et organisations : les analyses de la protestation en perspective ». *Revue algérienne d'anthropologie et de sciences sociales*, p. 145-163 <https://doi.org/10.4000/insaniyat.8334>

Luban, Ottokar. 2016. « La spontanéité créative des masses selon Rosa Luxemburg », *Agone*, vol. 59, no. 2, pp. 17-30.

Mathieu, Lilian. 2004. « Comment lutter? Sociologie et mouvements sociaux ». Les éditions Textuel, Paris.

Mathieu, Lilian. 2010. « Contexte politique et opportunités ». In Éric Agrikoliansky et

al., Penser les mouvements sociaux, conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines. La découverte, Paris.

Mathieu, Lilian. 2012. « L'espace des mouvements sociaux ». Éditions du Croquant.

Maxwell, Joseph. 1999. « La modélisation de la recherche qualitative : une approche interactive ». Fribourg: Éditions universitaires de Fribourg.

Méliani, Valérie. 2013. « Choisir l'analyse par théorisation ancrée : illustration des apports et des limites de la méthode ». *Recherches qualitatives – hors-série – numéro 15* – pp. 435-452. Du singulier à l'universel - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Melucci, Alberto. 1978. « Société en changement et nouveaux mouvements sociaux ». *Sociologie et sociétés*, 10, (2), 37–54. <https://doi.org/10.7202/001496ar>

Melucci, Alberto. 1989. “Um objetivo para os movimentos sociais?” Tradução de Suely Basto. *Lua Nova- Sao Paulo – Junho 89 No 17*

Monceau, Gilles, et Marguerite Soulière. 2017. « Mener la recherche avec les sujets concernés : comment et pour quels résultats ? » *Éducation et socialisation* 45 (septembre):URL :<http://edso.revues.org/2525>.

Neveu, Érik. 1996. « Sociologie des mouvements sociaux ». Éditions la découverte, Paris.

Offerlé, Michel. 2008. « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIIIe-XXIe siècles) ». *De Boeck Supérieur | « Politix » 2008/1 n° 81 | pages 181 à 202*

Paillé, pierre. 1994. « L'analyse par théorisation ancrée ». *Critiques féministes et savoirs* Number 23.

Paillé Pierre et Alex Mucchielli. 2016. « L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales ». Armand Collin, 2010/2012), 2016

Péchu, Cécile. 2020. « Spontanéisme », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, pp. 558-565.

Péchu, Cécile. 2006. « Entre résistance et contestation. La genèse du squat comme mode d'action ». N° 24. Université de Lausanne Institut d'Études Politiques et Internationales.

Perchellet, Sophie. 2010a. « Haïti, entre colonisation dette et domination. 2 siècles de luttes pour la liberté ». Éditions CADTM. Belgique.

Perchellet, Sophie. 2010b. « Construire ou reconstruire Haïti? » CADTM. Paris. <http://www.cadtm.org/Construire-ou-reconstruire-Haiti,6647>

Reiner, Keller. 2007. « L'analyse de discours comme sociologie de la connaissance. Présentation d'un programme de recherche », *Langage et société*, vol. 120, no. 2, pp. 55-76.

Reiner, Keller. 2013. « Du singulier au sens large : intégrer analyse de discours et théorisation ancrée ». *Recherches qualitatives – Hors-Série – numéro 15* – pp. 416-434.

Revillard, Anne. 2003. « La sociologie des mouvements sociaux : structures de mobilisations, opportunités politiques et processus de cadrage »... <halshs-01141740>

Rocher, François. 2015. « Sur les dimensions constitutives de la citoyenneté : perspective des minorités ethnoculturelles et religieuses dans un Québec à l'identité incertaine. » *Recherches sociographiques*, 56 (1), 139–170. <https://doi-org.proxy.bib.uottawa.ca/10.7202/1030276ar>

Rodgers, Kathleen. 2010 “‘Anger is Why We're All Here’: Mobilizing and Managing Emotions in a Professional Activist Organization, *Social Movement Studies*, 9:3, 273-291, DOI: 10.1080/14742837.2010.493660.

Rodgers, Kathleen. 2018. « Protest, Activism, & Social Movements ». Oxford University Press Canada.

Savoie-Zajc, Lorraine. 2004. *Recherche Sociale: De la problématique à la collecte des données*, in Benoit Gauthier. Presses de l'université du Québec. 4 éditions

Savoie-Zajc, Lorraine. 2013. « L'Interrelation entre le singulier et l'universel : les propositions de la recherche qualitative », *Recherches qualitatives, Hors-Série, No 15* : 7-24.

Schnapper, Dominique. 2017. « Nationalité et citoyenneté », *Pouvoirs*, vol. 160, no. 1, pp. 61-71. <https://www-cairn-info.proxy.bib.uottawa.ca/revue-pouvoirs-2017-1-page-61.htm#no3>

Schnapper, Dominique. 1999. « Traditions nationales et connaissance rationnelle » *Sociologie et sociétés* Volume 31, Number 2, automne <https://www.erudit.org/en/journals/socsoc/1999-v31-n2-socsoc75/001689ar.pdf>

Sommier, Isabelle. 1998. « La Violence politique et son deuil ». *L'après 68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Sommier, Isabelle. 2010. « Diffusion et circulation de mouvements sociaux ». In Éric Agrikoliansky et al., *Penser les mouvements sociaux, conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. La découverte, Paris.

Sommier, Isabelle. 2020. « Cycle de mobilisation », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Presses de Sciences Po, 2009, pp. 174-181.

Sommier, Isabelle. 2020. « Émotions », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2^e édition mise à jour et augmentée. Presses de Sciences Po, pp.

217-225.

Tartakowsky, Danielle. 2020. « Barricade », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, pp. 81-86.

Tilly Charles & Tarrow Sydney. *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*. Paris-Presses de Sciences Po, 2008/2012

Touraine, Alain. 1984. « Les mouvements sociaux : objet particulier ou analyse centrale de l'analyse sociologique? » In revue française de sociologie. 25-1. PP 3-19.

Touré, El Hadj. 2010. « Réflexion épistémologique sur l'usage des focus groups : fondements scientifiques et problèmes de scientificité ». *Recherches qualitatives – vol. 29(1)*, pp. 5-27. Entretiens de groupe : concepts, usages et ancrages ISSN 1715-8702 - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/Revue.html>

Traini, Christophe. « Les émotions de la cause animale ». in Combes Hélène et collab. *Observer les mobilisations, retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux*. Politix, revue des sciences sociales du politique, n°93-vol.24/201

Traïni, Christophe. 2020. « Choc moral », Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux. 2^e édition mise à jour et augmentée*. Presses de Sciences Po, pp. 104-110.

Trouillot, Michel Rolph. 1986. « les racines historiques de l'État duvaliérien » Port-au-Prince, Haïti: Editions Deschamps.

Tufekci, Zeynep. 2017. *“Twitter and Teargas: The Power and Fragility of Networked Protest”*. Yale University Press. (This book is provided by Creative Commons free of charge: <https://www.twitterandteargas.org/downloads/twitter-and-tear-gas-by-zeynep-tufekci.pdf>)

Rapports institutionnels

RNDDH. 2019. « Manifestations de rue et Opération de verrouillage : Le RNDDH présente son bilan des événements de février 2019 ». <https://rnddh.org/manifestations-de-rue-et-op%a9ration-de-verrouillage-le-rn-ddh-pr%a9sente-son-bilan-des-%a9v%a9nements-de-f%a9vrier-2019/>

Gouvernement d'Haïti, Haïti. Résumé du PDNA du tremblement de terre. Évaluation sectorielle des dommages, des pertes et des besoins, 2010, p. 3. [En ligne] http://www.eclac.cl.proxy.bib.uottawa.ca/desastres/noticias/paginas/7/40977/SEISME_EN_HAITI_RAPPORT_PDNA.pdf Consulté le 5 mars 2014.

CSCCA. Janvier 2019 « AUDIT SPÉCIFIQUE DE GESTION DU FONDS PETROCARIBE ». 1^{ère} partie. Publié 31 janvier 2019. https://www.cscca.gouv.ht/rapports_petro_caribe.php

CSCCA. Janvier 2019 «AUDIT SPÉCIFIQUE DE GESTION DU FONDS PETROCARIBE ». 2^{ème} partie. Publié 31 mai 2019. https://www.cscca.gouv.ht/rapports_petro_caribe.php

Séisme en Haïti PDNA (Post-Disaster Needs Assessment): évaluation des dommages, pertes, besoins généraux et sectoriels (anglais). Washington, DC: Groupe de la Banque mondiale. <http://documents.worldbank.org/curated/en/355571468251125062>

Article de presses

Antoine, Michel. «Core group, le mal aimé ? ». Publié le 13 juin 2019. <https://haitistandard.com/core-group-le-mal-aime/>

Balthazard, Jean. « Cinq points pour comprendre les manifestations violentes en Haïti ». Publié le 9 juillet 2018. <https://www.journaldemontreal.com/2018/07/09/cinq-points-pour-comprendre-les-manifestations-violentes-en-haiti>

Baron, Amélie. « Violences en Haïti: la hausse des prix des carburants est suspendue ». 7 juillet 2018. <https://www.tvnouvelles.ca/2018/07/07/violences-en-haiti-la-hausse-des-prix-des-carburants-est-suspendue>

Baron, Amélie. « Le gouvernement recule sur les produits pétroliers en Haïti ». Publié 12 août 2018. <https://www.lenouvelliste.ca/actualites/monde/le-gouvernement-recule-sur-les-produits-petroliers-en-haiti-bb835b189b73d3f596c6a702d96e3258>

Charles, Gervais. « Excursion touristique de mercenaires en Haïti ». Publié 27 février 2019. <https://lenouvelliste.com/article/198461/excursion-touristique-de-mercenaires-en-haiti>

Cyprien L Gary. «Et la Téléco devient Natcom ». Publié le 2010-04-30. <https://lenouvelliste.com/article/79358/et-la-teleco-devient-natcom>

Darbourze, James. « Haïti : ce que le massacre à La Saline (quartier populaire) nous apprend sur la société haïtienne et la nature actuelle de la crise de l'État ». Publié 19 novembre 2019. <https://www.pressegauche.org/Haiti-ce-que-le-massacre-a-La-Saline-quartier-populaire-nous-apprend-sur-la>

Flecher, Jose. « Signature du SMP entre Haïti et le FMI pour la satisfaction de certains bailleurs ». 28 février 2018. <https://lenouvelliste.com/article/183864/signature-du-smp-entre-haiti-et-le-fmi-pour-la-satisfaction-de-certains-bailleurs>

Geffrard, Robenson. « Pétrocaribe : 33 plaintes déposées, le juge d'instruction attend les réquisitions du parquet ». Publié le 19 mars 2018. <https://lenouvelliste.com/article/184857/petrocaribe-33-plaintes-deposees-le-juge-dinstruction-attend-les-requisitions-du-parquet>

Maxoyer, Guillaume. « Comprendre Pétrocaribe, l'alliance pétrolière au cœur de la crise en Haïti ». Publié le 7 décembre 2018.

<https://www.exemplaire.com.ulaval.ca/international/comprendre-petrocaribe-lalliance-petroliere-au-coeur-de-la-crise-en-haiti/>

Numa, Marie Laurette. 2017. « Manifestation contre la loi de finances 2017-2018 ! ». Publié 13 septembre 2017. <https://haitiliberte.com/manifestation-contre-la-loi-de-finances-2017-2018/>

« Bilan du dossier PETROCARIBE Jusqu'au début mois d'Aout 2018 », publié 10 aout 2018, pas d'auteur mentionné, <http://www.touthaiti.com/touthaiti-actualites/5422-bilan-du-dossier-petrocaribe-jusqu-au-debut-mois-d-aout-2018>

« Affaire PETROCARIBE !!! Deux plaintes déposées ce Vendredi 3 Août 2018 contre le Dominicain Felix Bautista ». Publié le 3 aout 2018, pas d'auteur. <http://www.touthaiti.com/touthaiti-actualites/5420-affaire-petrocaribe-deux-plaintes-deposees-ce-vendredi-3-aout-2018-contre-le-dominicain-felix-bautista>

« Haïti: hausse de 18% du prix de l'essence ». Par le Figaro, publié le 15 mai 2017. <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/2017/05/15/97002-20170515FILWWW00015-haiti-hausse-de-18-du-prix-de-l-essence.php>

« Haïti-Droits humains : Le massacre au Bel Air, une banalisation du droit à la vie par les autorités étatiques, selon un nouveau rapport du Rnddh ». Publié 19 décembre 2019, pas d'auteur mentionné. <https://reliefweb.int/report/haiti/ha-ti-droits-humains-le-massacre-au-bel-air-une-banalisation-du-droit-la-vie-par-les>

Ayibopost. « Le vide n'existe pas. Les PetroChallengers doivent se battre pour la rue! ». <https://ayibopost.com/le-vidé-nexiste-pas-les-petrochallengers-doivent-se-battre-pour-la-rue/>

« Le RAPPORT PETROCARIBE de la Commission Sénatoriale Spéciale d'Enquête du Sénateur Evallière BEAUPLAN ». Publié le 11 novembre 2017. <https://haitiliberte.com/le-rapport-petrocaribe-de-la-commission-senatoriale-speciale-denquete-du-senateur-evalliere-beauplan/>

Liens médias sociaux

Ayibopost Haiti. « Ariyan : Péto-caribons en riant! ». Publié le 26 aout 2018. https://www.youtube.com/watch?v=7cof_PTVFr0;

K-Lib Mapou « Petrospective (Petro Éducation) ». Publié le 14 octobre 2018. https://www.youtube.com/results?search_query=K-libre+petrocaribe

Ayibopost Ayiti. « Petrocaribe pour les Nuls ». Publié le 13 juin 2018. <https://www.youtube.com/watch?v=5Dq6g8oxF6Y>

Annexe : Grille d'entretien semi-dirigé

Question de recherche : Comment pouvons-nous appréhender l'émergence et la mise en sens du phénomène peyilòk dans les dynamiques de mobilisation contre l'État haïtien?

<p>Question brise -glace</p>	<p>Pouvez-vous me parler un peu de vous, de votre parcours (militance)?</p> <p>Êtes-vous impliqué dans les dynamiques de mobilisation? Comment votre implication a commencé?</p> <p>Pouvez-vous me décrire en vos propres mots ce qui se passe en Haïti? Donnez-moi quelques exemples.</p>	
<p>Question de lancement</p>	<p>Points de relances</p>	<p>Codes éventuels/ catégories</p>
<p>Racontez-moi les évènements 6, 7,8 juillet 2018, comment avez-vous vécu ces évènements, quelle compréhension vous dégagez de ces évènements?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Perception du peyilòk - Contexte d'apparition, augmentation du prix des carburants, Accord FMI 	<ul style="list-style-type: none"> - Spontanéité, manipulation, révolution, changement social transformation sociale, désordre, violence politique, forme d'expression, réponse politique, participation politique - Relation entre peyilòk et programme d'ajustement structurel - Néolibéralisme - Accord FMI
<p>Pouvez-vous me parler un peu de la manifestation du 18 novembre et de la semaine qui s'en est suivie?</p> <p>Parlez-moi des évènements du 7-15 février 2019?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Compréhension du peyilòk - Mouvement pétrocaribe - Relation entre peyilòk et le mouvement pétrocaribe 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobilisation, participation politique, désobéissance civile, mouvance populaire, cris de désespoir, prise de position, luttes politiques.

		<ul style="list-style-type: none"> - Accord Sud-Sud, Accord Nord-Sud Corruption, Dette,
Quels sont les différents acteurs impliqués ?	<ul style="list-style-type: none"> - Cadres de la mobilisation - Construction de réseaux (avant-après) 	<ul style="list-style-type: none"> - Acteurs politiques traditionnels, nouveaux acteurs politiques, partis politiques, organisations populaires - Alliances politiques, divergences politiques
À qui s'adresse le peyilòk?	<ul style="list-style-type: none"> - L'État haïtien - La bourgeoisie haïtienne - L'international 	
Singularités du peyilòk par rapport aux autres formes d'action collective en Haïti?	<ul style="list-style-type: none"> - Formes artistiques - Formes littéraires - Médias sociaux - Blocage total - Stratégies 	<ul style="list-style-type: none"> - Dimension discursive - Dimension symbolique - Représentations sociales
Singularités du mouvement pétrocaribe par rapport aux autres mouvements sociaux haïtiens?	<ul style="list-style-type: none"> - Médias sociaux - Jeunesse haïtienne - Anti-corruption - Remise en question du système 	<ul style="list-style-type: none"> - Dimension littéraire, artistique - Travail d'éducation, conscientisation politique
Dimension citoyenne des mobilisations?	<ul style="list-style-type: none"> - Pourquoi le peyilòk fonctionne? - Existe-t-il une dimension de participation citoyenne dans les mobilisations? - Comment penses-tu que le peuple haïtien voit sa citoyenneté? Comment tu vis ta citoyenneté? 	
Compréhension du changement?	<ul style="list-style-type: none"> - Perspectives, enjeux, stratégies, plan d'action? 	
Conclusion	<ul style="list-style-type: none"> - Mots de la fin 	